

N. 8

SEANCE DE L'APRES-MIDI — NAMIDDAGVERGADERING

PRESIDENCE DE M. SWAELEN, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER SWAELEN, VOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 h 15 m.
De vergadering wordt geopend om 14 h 15 m.

CONGES — VERLOF

MM. Baudson, pour d'autres devoirs, et Peeters pour raisons familiales, demandent d'excuser leur absence à la réunion de ce jour.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Baudson, wegens andere plichten, en Peeters, om familieaangelegenheden.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving aangenomen.

PROJET DE LOI PORTANT APPROBATION DU TRAITE
SUR L'UNION EUROPEENNE, DE 17 PROTOCOLES ET
DE L'ACTE FINAL AVEC 33 DECLARATIONS, FAITS A
MAASTRICHT LE 7 FEVRIER 1992

*Reprise de la discussion générale
et examen de l'article unique*

ONTWERP VAN WET HOUDENDE GOEDKEURING VAN
HET VERDRAG OVER DE EUROPESE UNIE, VAN
17 PROTOCOLLEN EN VAN DE SLOTAKTE MET
33 VERKLARINGEN, OPGEMAAKT TE MAASTRICHT
OP 7 FEBRUARI 1992

*Hervatting van de algemene beraadslaging
en bespreking van het enig artikel*

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale du projet de loi portant approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 protocoles et de l'acte final avec 33 déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992.

Wij hervatten de algemene beraadslaging over het ontwerp van wet houdende goedkeuring van het Verdrag over de Europese Unie, van 17 protocollen en van de slotakte met 33 verklaringen, opgemaakt te Maastricht op 7 februari 1992.

Ann. parl. Sénat de Belgique - Session ordinaire 1992-1993
Parlem. Hand. Belgische Senaat - Gewone zitting 1992-1993

La parole est à Mme Nélis.

Mme Nélis. — Monsieur le Président, si la ratification du Traité de Maastricht n'a pas posé jusqu'à présent de grosses difficultés au sein des parlements nationaux — encore faudra-t-il voir le résultat du vote au sein de la Chambre des Lords en Grande-Bretagne — il n'en fut pas de même pour les référendums populaires, comme l'ont témoigné les référendums au Danemark où le non l'a emporté à 50,7 p.c. et en France où le oui n'a été acquis qu'à une très courte majorité.

Les commentateurs ont souligné les points qui faisaient obstacle à l'adhésion de la population. Au Danemark, pays aux avancées sociales importantes, la crainte était que ce traité puisse entraîner une régression des acquis. Les titres lapidaires des journaux français, au lendemain du référendum du 20 septembre, en disaient long: «Le non de la France rurale et ouvrière» titrait *Le Monde*; «La carte du chômage recoupe assez largement la carte du non», lisait-on dans *La Tribune*. La coupure entre la population et les acteurs politiques témoigne de la différence de perception de l'Europe souhaitée dans sa dimension sociale.

Les observateurs politiques ont souligné le paradoxe d'un oui — préconisé par un gouvernement dont la base électorale est de gauche — suivi davantage dans les beaux quartiers de Paris. Manifestement, les données sociales du Traité de Maastricht ne répondent pas à l'attente de ceux pour qui ces dernières sont prioritaires.

La grève européenne des travailleurs du rail de ce 27 octobre s'inscrit, elle aussi, dans cette inquiétude et ce recul. Ce volet social est donc important et c'est à celui-ci que je voudrais consacrer ma brève intervention. Puisque le temps nous est compté, je m'en tiendrai à quelques constats sur les insuffisances et les faiblesses de ce traité en cette matière.

Une première remarque — mais elle est d'importance — est que le protocole d'accord sur la politique sociale n'a été ratifié que par onze pays sur douze. En outre, cette dernière figure en annexe du traité et c'est plus que symptomatique car la plupart des analystes politiques s'accordent à reconnaître que la politique sociale constitue le point faible de ce traité et qu'elle est, de plus, entachée d'insécurité juridique.

Le déficit démocratique que les écologistes ont souligné, dans la politique globale européenne consacrée par ce traité, est aussi à déplorer dans son volet social même si — c'est un point positif dans ce protocole — le dialogue avec les partenaires sociaux s'y trouve consolidé, les décisions soumises à la procédure de coopération pouvant être prises par le Conseil sans l'accord formel du Parlement européen.

Cet acquis, qui peut apparaître positif aux organisations syndicales, devra tenir compte des limites imposées par les contraintes des plans de convergence imposés par le volet économique et laisse donc une marge de manœuvre extrêmement faible qui entraînera un déficit social. Je gage qu'à l'avenir, nous devrons être particulièrement attentifs aux problèmes de restructurations des entreprises, facilitées par la libre circulation des capitaux.

Quelles mesures alors pour la préservation de l'emploi? En effet, dans cette union économique et monétaire, aucune référence n'apparaît à des critères tels que le niveau de l'emploi, la création d'emploi ou la répartition du temps de travail.

Les normes en matière sociale établissent des prescriptions minimales applicables progressivement. Qu'en sera-t-il de la préservation des acquis des pays aux avancées plus importantes, quand les entreprises vont tout à la fois évoquer la nécessité de rationalisation et de compétitivité dans une Europe socialement à plusieurs vitesses?

Les compétences s'élargissent certes à certaines matières, dont la protection sociale des travailleurs et la sécurité sociale pour laquelle il faudra l'unanimité. A ce niveau, le problème des normes sociales — source de discussion — risque ici de faire l'objet d'un blocage. Ainsi, le problème récent des congés de maternité a vu le refus de l'Italie de souscrire à des normes minimales, source possible de régression pour elle.

Qu'en sera-t-il au niveau de la sécurité sociale? Qu'on ne nous dise pas qu'il n'y a pas de danger. Tant de fois les contraintes européennes ont été évoquées pour justifier des mesures restrictives en matière de chômage. Récemment, la *Revue belge de sécurité sociale* consacrait un numéro spécial à « la construction d'un serpent social européen ». Voulons-nous connaître en matière sociale les mésaventures récentes du serpent monétaire? Verrons-nous donc imposer demain des critères de convergence sociale? L'unanimité requise risque d'aboutir à l'immobilisme ou à un programme à la baisse.

L'Europe telle que nous la propose ce traité voit non seulement confirmer la primauté de l'économie sur le social mais aussi une sorte de repli sur soi. Aucune coordination entre la CEE et les autres organismes internationaux n'est prévue.

L'exemple récent de la dénonciation de la convention 1989 de l'OIT sur le travail de nuit des femmes dans l'industrie est la preuve des effets négatifs du poids des partenaires patronaux et de leurs augmentations qui prôneront demain la compétitivité pour un travail de nuit accru et une flexibilité selon leur bon plaisir.

Et dans cette Europe économique, quel sera demain le sort des ressortissants des pays du tiers-monde? Y aura-t-il encore place pour eux?

Le Traité de Maastricht consolide une Europe économique que nous n'acceptons pas de voir prioritaire.

Pour les écologistes, la construction de l'Europe doit préserver des droits égaux pour tous en impulsant une dynamique sociale et solidaire. C'est cette Europe là que nous voulons promouvoir, celle qui demain pourra contribuer à un changement dans les valeurs de notre société. Le Traité de Maastricht ne répond pas à notre attente. Nous ne lui donnerons donc pas notre adhésion. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Wintgens.

M. Wintgens. — Monsieur le Président, dans les années à venir, deux événements vont situer l'Europe au centre des regards.

Le 31 décembre 1992, sur le coup de minuit, la Communauté européenne, à l'Ouest, procédera à son intégration et donnera immédiatement naissance au plus grand marché économique du monde.

Quant à l'Est, le marxisme-léninisme a ruiné les économies collectives qui s'efforcent dramatiquement de se convertir en économie de marché.

Dans chacune des deux Europes, à l'Est comme à l'Ouest, des tentatives seront mises en chantier, qui n'avaient jamais été réalisées auparavant.

Pour l'une, tenter de passer d'une économie basée sur la planification centralisée au marché libre. Et pour l'autre, intégrer délibérément en un vaste marché de concurrents séculaires, sinon ennemis, pratiquant au surplus de multiples langues.

Evidemment, à l'Ouest, l'Europe économique est en marche depuis longtemps. La monnaie unique sera introduite, en cette fin de XX^e siècle, au terme d'un processus de convergence économique. Sous la houlette d'une banque centrale européenne, ce ne sera que le complément logique et nécessaire du marché unique.

Nous avons déjà construit le système monétaire européen pour prévenir les effets déstabilisants de fortes variations de taux de change. Et cela, pour que les entreprises puissent investir sans que des mouvements erratiques sur les monnaies ne risquent de rendre leurs investissements sans valeur.

Mais, une fois le serpent monétaire européen mis en place, il apparaît clairement qu'il ne fonctionnerait qu'à condition que les pays harmonisent leurs politiques monétaires. Si la planche à billets tournait plus vite dans un pays que dans les autres, la valeur de sa monnaie ne pouvait être stabilisée. Résultat: le serpent a obligé les Européens à progresser vers l'Union monétaire européenne.

C'est pourquoi nous nous exprimons aujourd'hui sur un marché unique, une monnaie unique, une banque centrale européenne, dans le cadre d'un degré élevé de convergence économique et, notamment, budgétaire.

Evidemment, même parmi les plus grands économistes, il se trouve des détracteurs d'une union monétaire basée sur la fixation des parités. Ceux-ci se font, au contraire, apôtres du système des devises flottantes.

J'en veux pour preuve la controverse parue en juin-juillet derniers dans *The Economist* entre un professeur distingué d'Harvard, Martin Feldstein, et quatre économistes européens, non moins distingués — ne le sont-ils pas tous! —, parmi lesquels le professeur Paul De Grauwe, que nous comptons parmi nos collègues.

Selon ce spécialiste américain, il n'est pas évident qu'une monnaie unique, en réduisant les coûts de transaction et en élargissant le marché financier, ait un effet positif sur le commerce intra-européen. En effet, la perte d'instruments monétaires, tels que les taux d'intérêts et les taux de change, ne serait pas compensée — ni donc justifiée — par de tels gains de croissance, en raison de l'absence d'homogénéité structurelle des pays membres et de l'insuffisante mobilité de leurs travailleurs.

Une plus grande instabilité pourrait en résulter en termes de revenus, d'emplois et de prix, singulièrement dans les pays méditerranéens.

Tout en reconnaissant certains risques à l'union monétaire des parités fixes, nos économistes européens rétorquent à cette thèse pessimiste qu'il ne faut pas sous-estimer la réduction des coûts de transaction. Et cela est d'autant plus vrai pour un petit pays comme la Belgique qui, pour près de 60 p.c. de son PNB, est lié au commerce avec les pays de la CEE.

Quant à la perte d'instruments monétaires et au risque d'inflation, il faut tout de même remarquer dans l'histoire économique récente que des politiques inflationnistes et de dévaluation n'ont pu assurer la correction à long terme de chocs économiques et qu'elles ont davantage engendré des cercles vicieux qui se sont avérés très difficiles à briser.

La Belgique l'a d'ailleurs compris et sa politique de redressement poursuivie depuis plus de dix ans fut essentiellement axée sur la compétitivité des entreprises et sur la stabilité monétaire, avec la liaison du franc belge au deutsche Mark. Il en a résulté un redressement progressif de nos investissements, de l'emploi et de la croissance des revenus.

Aucune raison ne justifie que nous ne retrouvions pas ces mêmes bénéfices dans le cadre plus large de l'Union économique et monétaire.

Enfin, quant à savoir si l'Europe peut former un espace monétaire optimal ou, au contraire, un bouillon de cultures à ce point hétérogènes qu'elles provoqueraient des politiques monétaires à différentes vitesses, je serais tenté de dire, pour ma part, que le Traité de Maastricht a eu la sagesse de prévoir une construction progressive de l'Union monétaire via la mise en place d'un plan de convergence économique. Les mesures indispensables ont ainsi été prises afin d'éviter de trop grandes disparités, néfastes pour la réussite de l'Union économique et monétaire.

En effet, n'entreront dans l'union que les membres ayant satisfait aux critères de convergence économique et monétaire, notamment en ce qui concerne la stabilité des prix et l'assainissement des finances publiques.

Nous sommes tous conscients que ce sera difficile pour certains pays, et ne nous voilons pas la face, même pour la Belgique avec ses quelque 8 000 milliards de dette.

Ce m'est l'occasion de manifester une satisfaction fondée devant les efforts en cours pour maîtriser notre dette publique, laquelle paralyse de manière lancinante tout progrès social réel et ne permet plus de répondre aux investissements publics primordiaux et indispensables.

Mais ce m'est aussi l'occasion de rappeler le danger qui consiste à faire supporter par le « projet européen » les inconvénients de ces lourdes restrictions. L'Europe n'en est pas la cause. Elle est l'incitant providentiel et il faut que nos populations le sachent et en soient conscientes. Le contraire entraînerait nécessairement un rejet injuste des accords de Maastricht.

En tout cas, nous faisons le pari que nous ne serons pas les seuls à fournir ces efforts et que d'autres partenaires quelque peu récalcitrants à abandonner leur souveraineté monétaire — je pense notamment à certains de nos voisins français et anglais — comprendront les bienfaits qu'ils pourraient attendre d'une Banque centrale européenne.

Cette dernière prendra en compte le problème d'ensemble de l'Europe et des récessions parfois plus vives dans certaines de ses composantes.

Il faut en effet constater que les très hauts taux d'intérêt, nominaux et réels, dont souffre l'Europe aujourd'hui sont le fruit d'une politique monétaire européenne inspirée exclusivement par la Bundesbank. Celle-ci n'est préoccupée que par sa politique interne et par les problèmes du financement de la réunification allemande.

Cela nous aurait probablement évité les épisodes monétaires que nous venons de vivre et qui sont lourds de conséquences, au moment où des taux de l'ordre de 7 p.c. seraient les bienvenus, alors que l'Allemagne nous les impose à 9,5 p.c.

Ce différentiel représente une charge annuelle d'au moins 50 milliards pour notre budget.

Bien sûr, le Traité de Maastricht et son Union monétaire constituent un saut qualitatif important et essentiel. Mais la marche sera encore longue.

L'Europe fiscale relève encore trop du processus de « défiscalisation compétitive », malgré le principe de *standstill* que la Belgique a réussi à faire inscrire dans une déclaration en annexe.

De même, il est temps que l'on puisse établir une plus grande transparence et un plus grand contrôle sur la répartition budgétaire au sein de la Communauté elle-même.

Mais je m'en voudrais de ne pas placer le débat d'aujourd'hui dans un cadre de prospective beaucoup plus large. Dans la partie d'échiquier qu'est l'économie mondiale, l'Europe est en passe de devenir la puissance économique dominante du XXI^e siècle.

Si l'Europe réussit vraiment à intégrer la CEE en une économie unique et à absorber progressivement les autres pays dans la maison « Europe », elle aura édifié une puissance sans rivale.

Les 850 millions d'habitants de cette Europe-là — si l'élargissement vers l'Est finit par se concrétiser dans le futur — sont le seul groupe d'hommes de cette importance à la surface du globe qui soient à la fois d'un niveau scolaire élevé, sortis de la pauvreté, et situés dans une zone où la croissance devrait être la plus forte dans les prochaines décennies.

L'Europe est la seule partie du monde où l'on rencontre à la fois une nation, l'Allemagne, qui excelle en matière de production et d'échanges, et une autre, la CEI, leader en matière de science pure.

L'Europe est la seule partie du monde où l'on rencontre à la fois des nations aux passés culturels prestigieux, comme l'Italie et la France, et une nation, l'Angleterre, dont la capitale est de longue date un centre financier de niveau mondial capable d'orienter efficacement les capitaux.

Avec la richesse incomparable d'autant de diversités, l'Europe est et sera une zone de croissance rapide, quasi autonome et capable de tenir tête aux deux autres puissances dominantes, le Japon et les Etats-Unis.

Après ces quelques considérations économiques et monétaires et au moment d'aborder les autres piliers de l'Union européenne, je ne peux m'empêcher de constater, avec d'autres de nos voisins, ainsi qu'à l'instar des membres du comité d'avis du Sénat, combien Maastricht peut évoquer l'image d'un paradoxe fondamental.

Paradoxe d'une union politique et sociale qui n'ose pas franchement affirmer les objectifs qu'elle déclare pourtant communs aux Douze.

Paradoxe d'une avancée certaine, mais irrésolue, vers l'émergence internationale d'une entité européenne, dont on en sait pas encore très bien comment elle pourra s'exprimer.

Paradoxe pour nous, citoyens belges, Wallons, Flamands et Bruxellois, tous Européens convaincus, chauds partisans d'une Europe intégrée: nous comptons avec satisfaction les points marqués sur la route du fédéralisme — européen — mais nous restons déçus, au terme de nos analyses, par les choix, les moyens d'action et les procédures arrêtés lors des conférences intergouvernementales sur l'union.

Permettez-moi de développer ce sentiment de satisfaction en demi-teinte en évoquant brièvement les grands axes de l'Union politique fixés par Maastricht.

Je commencerai par l'examen des mécanismes de l'Europe sociale. Nul ne saurait raisonnablement contester que, sur ce plan, le traité a scellé une évolution marquante.

Pour la première fois depuis la naissance des Communautés, et malgré les avancées récentes qu'ont pu constituer l'Acte unique et la Charte sociale de 1989, la conviction politique est désormais exprimée d'appréhender l'Europe sociale, non plus comme un dérivé de la politique économique, dont découlerait nécessairement le progrès social, mais comme le corollaire obligé de l'économie, tant on ressent aujourd'hui le besoin d'harmoniser les instruments — souvent communs — de l'action socio-économique.

Nul ne pourra contester, ici, l'empreinte sociale-chrétienne. En veillant à promouvoir l'économie sociale de marché, les sociaux-chrétiens se sont inscrits dans la perspective qui leur est fondamentale: rechercher l'efficacité dans la solidarité.

En ce sens, la consécration du rôle des partenaires sociaux appelés à créer, aux côtés des normes unilatérales, un second corps de règles conventionnelles obligatoires, l'amélioration des processus de décision par l'abandon — léger — de la règle de l'unanimité au profit de la majorité qualifiée, sinon de la codécision et l'extension du champ des compétences sociales de l'union par le biais — souhaitable — du principe de subsidiarité, ne peuvent que nous réjouir.

Et cependant, la remarquable percée sociale de Maastricht nous laisse sur notre faim. Elle nous inquiète surtout en termes juridiques et politiques. Car, si le protocole des Douze a permis l'émergence d'un accord des Onze, sinon des Dix — et il est vrai qu'un accord à onze ou dix vaut mieux qu'une dissension à douze — l'on ne peut s'empêcher de craindre que le fonctionnement partagé de l'Europe sociale et l'acceptation de ce fractionnement, constituent un dangereux précédent, ouvrant grandes les portes d'une Europe « à la carte », et stigmatisant désormais un morcellement en contradiction flagrante avec la philosophie de l'union.

Certes, dans l'absolu, une politique sociale des Onze n'écarterait-elle pas — on peut rêver — la possibilité d'une Europe sociale à Douze, dans le cadre du Traité de Rome. Mais la responsabilité

de la Commission sera grande en cette matière qui devra, selon le contexte politique à venir, travailler avec doigté sur le clavier des Onze ou des Douze. Et j'ai bien dit: «selon le contexte politique à venir», avec tous les aléas que ce critère déterminant implique.

Voilà ce qui peut légitimement nous faire craindre, convaincus que nous sommes de la nécessaire évolution de l'Europe sociale, que le chemin de cette Europe, à peine entamé, enfin entamé, soit parsemé d'embûches.

Le même constat en demi-teinte paraît s'imposer à l'endroit des progrès réalisés au niveau de la politique étrangère et de sécurité commune, la PESC, puisque, déjà, l'on a coutume d'ainsi l'abréger.

La PESC constitue l'un des enjeux majeurs de Maastricht. Et elle y a enfin reçu ses lettres de noblesse, en devenant l'une des préoccupations communes de l'union.

Les textes sont très clairs à ce sujet: il s'agit, pour l'union, d'affirmer son identité internationale, de mettre en œuvre une politique étrangère commune, une politique commune de sécurité et, à terme sans doute, une politique commune de défense.

Désormais, l'union veillera à la cohésion de son action extérieure. Des positions communes, liant les Etats membres, seront arrêtées et des actions communes mises sur pied dans des domaines aussi essentiels que la non-prolifération nucléaire, le contrôle des armements et des transferts de technologie militaire ou la politique de désarmement.

Il me plaît également de rappeler les objectifs assignés à la PESC, tant ceux-ci peuvent rendre compte, dans les valeurs défendues par les Etats membres, que l'identité internationale vers laquelle tend l'union repose sur un passé politique, idéologique et philosophique commun.

Ily va en effet dans le traité de la sauvegarde des valeurs communes et des intérêts de l'union, du maintien de la paix et de la sécurité internationale, de la promotion de la coopération, du développement de la démocratie et de l'Etat de droit, du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Mais soyons clairs: en matière internationale, chacun a conscience des immenses défis que posent à l'Europe les bouleversements de ces dernières années, les bouleversements actuels et très certainement ceux encore à venir, d'autant que certains changements, et non des moindres, se produisent aujourd'hui à nos portes.

L'enjeu d'une politique commune dans les relations extérieures et en matière de sécurité et de défense est primordial, pour l'union comme pour ses composantes.

Face à cet enjeu, les moyens mis en place peuvent faire craindre le pire, je veux dire: le statu quo.

L'adoption du principe de l'unanimité, dont le processus de réalisation est souvent plus lent que les mutations internationales auxquelles il entend répondre, risque bien vite de se heurter aux vieux réflexes de souveraineté des Etats, sinon aux applications et aux exécutions tièdes qui seront réservées aux décisions prises.

Face au caractère nettement intergouvernemental des procédures mises en place, à l'effacement méthodique des Parlements, à la nécessaire évolution structurelle que doit encore subir l'Union de l'Europe occidentale, bombardée fer de lance de la PESC, verra-t-on à temps se dessiner dans ce domaine l'évolution intégrationniste que nous souhaitons, et dont nous avons grandement besoin pour résoudre nos disparités en fait de politique extérieure?

J'éprouve, à vrai dire, les mêmes inquiétudes lorsqu'il s'agit d'aborder le dernier pilier de l'union, en matière de justice et de police. Ici également, l'on peut se demander si les dispositions retenues seront à la hauteur des défis auxquels nous avons à faire face aujourd'hui.

Au-delà des grands piliers de l'union, il nous incombera aussi de rencontrer adéquatement les nombreuses autres politiques nouvelles arrêtées à Maastricht, ainsi que les nouveaux développements proposés aux politiques existantes. Le temps me manque malheureusement pour évoquer ces thèmes à suffisance.

Je voudrais quand même faire mention de thèmes aussi chers à nos cœurs et nos esprits que le rapprochement des cultures, cet aboutissement ultime d'une intégration réussie, cette source d'enrichissement intarissable pour les citoyens européens que nous serons, et que nous sommes déjà aujourd'hui.

Car enfin, l'Europe économique et monétaire, l'Europe politique comme l'Europe sociale ou l'Europe des cultures ne sont pas ce qu'en a fait Maastricht. L'Europe sera ce que nous voudrons qu'elle soit, ce que nous aurons le courage et l'intelligence d'en faire, dans le cadre des jalons posés par Maastricht, dont celui du Comité des régions n'est pas le moindre.

Evidemment, cela ne se fera pas tout seul, et nous, citoyens d'Europe, devons consentir des sacrifices dans l'immédiat pour donner naissance, demain, à la grande Europe. Les anciennes querelles de peuples et de frontières devront être oubliées.

Si l'Union européenne doit finir par se construire, il faut que chaque grande communauté nationale se persuade que l'on peut être à la fois français, allemand, anglais, italien ... et européen.

L'occasion historique qui s'offre à nous aujourd'hui, c'est aussi de contribuer à définir ce que cela signifie d'être européen. Un vrai processus d'union ne peut s'enraciner que dans une action commune. Nos devoirs envers notre périphérie Est et notre périphérie Sud pourraient être les catalyseurs d'une mobilisation autour d'un projet historique. Nos devoirs? Bien plus que nos devoirs, rien moins que notre sécurité à moyen terme, bref, notre avenir! Notre destin!

Certains me taxeront de tendance à l'utopie. Mais j'ose croire, au nom du groupe PSC, que l'utopie fera place à la réalité et que l'union politique suivra l'union économique et monétaire. (Applaudissements.)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Tavernier.

De heer Tavernier. — Mijnheer de Voorzitter, de Europese gedachte is na de tweede wereldoorlog gegroeid vanuit het besef dat een nieuwe wereldoorlog moest worden voorkomen door economisch, financieel en politiek samen te werken. Mensen die met elkaar spreken, en met elkaar handel drijven, vechten niet met elkaar. Op de achtergrond was er eveneens de schrik voor de steeds sterker wordende Verenigde Staten en een machtige Sovjet-unie, waartegen «front» moest worden gevormd.

De groenen staan volkomen achter de idee van een grotere economische, financiële en politieke samenwerking. Deze idee op zichzelf is voor ons echter niet voldoende om zomaar elke stap toe te juichen die in die richting wordt gedaan. We willen elke stap beoordelen op zijn inhoud.

In deze korte beschouwingen beperk ik me tot de economische en monetaire elementen in het Verdrag van Maastricht en tot de fiscale, sociale en ecologische aspecten die er onlosmakelijk mee verbonden zijn of zouden moeten zijn.

Om het ronduit te zeggen: het Verdrag van Maastricht stelt voor ons te sterk de open markt en de vrije concurrentie als uitgangspunt voorop en ik geloof dat ik met deze kritiek niet alleen sta. Vanmorgen heeft de heer Stroobant daarop ook reeds gewezen. Hij heeft de heer Delors daarover vorige week vragen gesteld en het was duidelijk dat de voorzitter van de Commissie dit beginsel, dat in het Verdrag van Maastricht staat ingeschreven, zeer snel wil afzwakken, zodat we ons eigenlijk kunnen afvragen wat het economisch uitgangspunt van de Europese samenwerking is. Voeg daarbij het pleidooi voor economische groei en niet voor een duurzame ontwikkeling en u begrijpt waarschijnlijk onze terughoudendheid tegenover het verdrag.

Voor ons is het ook duidelijk dat men het economisch beleid te zeer herleidt tot een monetair en een budgettair beleid. De fameuze convergentienormen, waaraan ook België tegen 1996 moet voldoen, zijn enkel op het economisch en vooral monetair vlak gesitueerd. Zodra deze normen bereikt zijn, zal alles in orde zijn. We zijn zo vrij daaraan te twijfelen. Wij verwerpen niet de normen op zich, maar vragen ons vooral af hoe men ze wil bereiken en welke instrumenten Europa aanreikt om dat op een sociaal en economisch verantwoorde manier te doen. Net zoals collega De Grauwe twijfel ook ik aan de haalbaarheid van deze normen met de instrumenten die ons ter beschikking staan.

In de feiten wordt van de overheid een streng saneringsbeleid gevraagd. In een periode van economische recessie zoals we die nu kennen, werkt dat duidelijk de werkloosheid in de hand. Ik hoop dat we het stadium voorbij zijn waarbij we beweren dat we maar moeten rekenen op de werking van de markt om deze problemen op te lossen. Voor de sanering van de overheidsfinanciën moeten we ten minste gedeeltelijk rekenen op de belastingontvangsten die rechtvaardig gespreid moeten zijn.

De Europese praktijk wijst uit dat er door het vrijmaken van de kapitaalstromen en door een grotere mobiliteit van personen en goederen eigenlijk een concurrentiële defiscalisatie heeft plaatsgevonden.

Dit betekent dat de inkomsten uit niet-risicodragend kapitaal nauwelijks of niet belast worden. Dit betekent ook dat de last voor een sanering van de overheidsfinanciën via de belastingontvangsten vooral zal drukken op de gekende inkomsten uit arbeid, dus vooral op de inkomsten van loon- en weddetrekkenden. Dit heeft in feite een aantal eerder perverse sociale en economische gevolgen. Niet de arbeid noch degenen die een risico dragen worden het minst belast, maar degenen die het minst risico lopen. We moeten beseffen dat dit bij de bevolking zeer slecht overkomt, maar vooral sociaal onrechtvaardig is. Want er is evengoed het probleem van de fiscale voordelen die verschillende lidstaten aan niet-ingezetenen geven. Zo is het voor een Belg heel interessant om met zijn geld naar Luxemburg te gaan, zullen Nederlanders met hun vermogen naar België komen en zullen Duitsers naar Frankrijk gaan.

De groenen vinden dan ook dat er een rechtvaardige belastinginning zou moeten zijn. Wij verdedigen duidelijk het systeem van een bronbelasting, zoals op verschillende niveaus voorgesteld, maar op het niveau van de Europese Gemeenschap niet is aanvaard.

Ook bij het systeem van de coördinatiecentra rijzen op dit vlak problemen. Het rapport-Ruding zal dit trouwens aantonen.

Het is voor de groenen duidelijk dat een harmonisering van de directe fiscaliteit en van de vennootschapsbelastingen, niet zomaar een goedklinkende defiscalisatie, een gelijktijdige en noodzakelijke voorwaarde is voor de vrijmaking van het kapitaalverkeer.

Wat de indirecte fiscaliteit betreft, is er inderdaad intussen een harmonisatie gekomen. Ook in België zijn de BTW-tarieven aangepast om Europa ter wille te zijn. Als we daarop terugkijken, kan men moeilijk van een geslaagde operatie spreken. Uiteindelijk kwam het er vooral op neer dat de BTW en de luxetaks op luxe-producten serieus werden verlaagd terwijl de BTW op meer noodzakelijke producten en op diensten werd verhoogd. Een eengemaakt Europa dat sociaal wil overkomen, zal het anders moeten aanpakken. Het sociale is geen automatisch gevolg van het economische, maar moet op hetzelfde niveau worden behandeld.

Ook het ecologisch aspect is voor de groenen een onlosmakelijk element van de economie. In het verdrag wordt op dat vlak inderdaad niets verboden, maar ook niets opgelegd zoals op het economische en monetaire vlak. Westellen ook vast dat aan Euratom niets wordt veranderd. Dit betekent dat men kernenergie blijft propageren en dat het Europees Parlement hierover enkel een adviesrecht heeft.

En zoals voor alle fiscale maatregelen kunnen energietaksen en CO₂-taksen slechts worden ingevoerd met éénparigheid in de Raad van ministers en heeft het Europees Parlement ook hier slechts een adviesrecht.

Als conclusie zou ik willen zeggen dat de groenen voor een grotere samenwerking zijn binnen de Europese Gemeenschap op economisch en monetair vlak als men met dezelfde kracht ecologische, sociale en fiscale normen oplegt en de grotere samenwerking niet gebruikt als een machtsfactor om zich af te zetten tegen andere economische grootmachten, of om te profiteren van de economische zwakte van de derde wereld.

Dit evenwicht tussen de verschillende doelstellingen vinden we jammer genoeg niet terug in het Verdrag van Maastricht. Agalev zal dan ook tegenstemmen. (Applaus.)

M. le Président. — La parole est à M. Evers.

M. Evers. — Monsieur le Président, bien que toute l'Europe continue à saluer le processus européen d'union, la population sent instinctivement qu'il y a des problèmes dans le déroulement et la rapidité soudaine des événements et que les risques d'un dérapage de cette magnifique idée européenne sont réels.

La *Frankfurter Allgemeine* rappelle, à mon avis à juste titre, que l'Histoire a déjà connu des situations d'intégration de politique financière qui ont échoué. En effet, au XVIII^e siècle on créa la Bank of North America, une banque centrale pour un Etat qui n'existait pas encore.

Si l'on accepte qu'il s'agit d'un précédent, il faut bien admettre que cette initiative a échoué à l'époque parce que cette banque était manifestement dépassée dans son rôle d'élément régulateur. Elle n'a jamais su imposer sa politique vis-à-vis de la puissance et de l'arbitraire des différents gouvernements.

Par contre, après avoir créé les Etats-Unis d'Amérique, une banque centrale, établie en 1792 à Philadelphie, a pu jouer correctement son rôle. Le dollar devenait la monnaie unique et le système décimal fut introduit.

Autres exemples : l'union monétaire latine sous la conduite de la France, l'union monétaire scandinave et l'union germano-autrichienne, qui ont toutes échoué. Ce n'est pas la stabilité de la monnaie qui a créé le problème décisif; dans tous ces exemples, les visions politiques différentes et les crises politiques trop fréquentes se sont avérées un obstacle insurmontable pour toutes ces tentatives.

Contrairement au président de la Commission européenne que j'ai entendu la semaine passée à la Chambre, je crois qu'il faut d'abord créer l'union politique pour réussir l'organisation d'un espace économique et social, et non le contraire.

Dans mes interpellations des 14 mai et 18 juin de cette année, j'ai rappelé que des 282 directives estimées indispensables pour la Commission européenne, 49 seulement avaient force de loi dans les douze pays de la Communauté et que la plupart des directives d'harmonisation, les plus importantes, restaient toujours à l'étude. Des onze conditions prévues à l'article 3 du Traité de Rome, six au moins ne sont toujours pas remplies.

Des hauts fonctionnaires, des spécialistes incontestés ne cessent de nous dire que la suppression des frontières à l'intérieur de la Communauté risque de créer un chaos. Personnellement, je crains que la précipitation actuelle et non justifiée mette en péril toute cette idée magnifique d'une Europe unie.

Jean Monet évoquait, dès 1945, la création d'un grand marché européen comme une lointaine perspective. A cette époque, on estimait qu'il était indispensable d'harmoniser les économies, les habitudes sociales et les différentes fiscalités avant de créer un grand marché européen libéré de tout obstacle. Pour moi, il est évident que Jean Monet avait raison et que l'harmonisation de ces trois secteurs passe par une union politique.

Dans un grand marché européen libéré de tout obstacle et sans une harmonisation essentielle, nous risquons la loi de la jungle, la loi du plus fort.

Au début du mois de juin, le rapport du Cercle économique à la Fondation Roi Baudouin nous avertit : 30 p.c. de nos entreprises belges sont passés sous contrôle étranger; 44 p.c. de la valeur ajoutée sont générés par ces entreprises et 39 p.c. de l'emploi sont utilisés par ces mêmes sociétés. Le rapport démontre que ce processus s'est accéléré dès la signature de l'Acte unique.

La suppression des frontières prévue pour le 1^{er} janvier 1993 à laquelle nous souscrivons tous, était subordonnée à la condition que la TVA soit perçue dans les pays d'origine et non plus dans les pays de destination. Le fait d'avoir reporté au 1^{er} janvier 1997 cette taxation dans le pays d'origine implique le paiement de la TVA au moment de l'importation, sinon du jour au lendemain, c'est-à-dire du 31 décembre 1992 au 1^{er} janvier 1993, le ministère des Finances devient le créancier de dizaines de milliers d'importateurs et d'exportateurs, sans disposer d'un moyen de contrôle digne de ce nom.

La suppression des douanes au 1^{er} janvier 1993 est un problème dix fois plus important en Belgique qu'en Allemagne et quatre fois plus chez nous qu'en France.

J'insiste pour dire que notre gouvernement a l'obligation de faire application de l'article 226 du Traité de Rome qui prévoit précisément qu'« au cours de la période de transition, en cas de difficultés graves et susceptibles de persister dans un secteur de l'activité économique ainsi que de difficultés pouvant se traduire par l'altération grave d'une situation économique régionale, un Etat membre peut demander à être autorisé à adopter des mesures de sauvegarde permettant de rééquilibrer la situation et d'adapter le secteur intéressé à l'économie du marché commun ».

Notre pays remplit les conditions de cet article car nos régions frontalières sont directement et durement touchées.

Je constate que les pays membres, tels que le Royaume-Uni, le Danemark, l'Espagne et le Portugal revendiquent soit un statut spécial, soit des exceptions à la règle.

Par ailleurs, la volonté du gouvernement de ramener le déficit budgétaire à 3 p.c. et la dette publique à 60 p.c. du PIB doit être à tout prix maintenue. Dans l'intérêt des couches sociales les plus faibles, justement, nous devons à tout prix atteindre ce but. Je suis cependant plus que sceptique quant à la possibilité de réaliser ces deux objectifs jusque fin 1996. Je suis, par contre, tout à fait d'accord avec ceux qui disent que la réalisation de ces deux objectifs pour fin 1996 n'est pas un « must ».

Le traité prévoit des exceptions et à l'avenir, le gouvernement ne pourra plus se cacher derrière des traités pour établir des prélèvements d'impôts, comme c'est le cas actuellement.

Monsieur le Président, je reste convaincu de la valeur de l'Union européenne. Je suis sûr qu'il s'agit de l'idée du siècle, mais je refuse l'improvisation et la précipitation qui provoquent bien inutilement de grands problèmes sociaux pour des milliers de foyers et qui risquent en fin de compte de mettre en péril ce magnifique échafaudage européen. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Desmedt.

M. Desmedt. — Monsieur le Président, le jugement que chaque parlementaire porte sur le Traité de Maastricht est évidemment fonction de l'idée de chacun sur la construction européenne.

Le FDF s'est toujours prononcé pour l'établissement d'une Europe fédérale et démocratique et c'est cette option qui dicte notre appréciation sur le Traité de l'Union européenne.

Je dirai immédiatement que notre appréciation globale de ce traité est positive même si celui-ci contient certaines faiblesses.

Cependant, afin de respecter le cadre de ce débat tel qu'il nous est proposé, je me bornerai dans ce premier exposé à une analyse schématique du contenu du traité.

Le Traité de Maastricht se présente d'abord comme une avancée politique et économique. Il tend à créer une véritable union politique, économique et monétaire.

L'aspect politique découle évidemment de l'ensemble même des dispositions du traité et des avancées diverses qu'il contient.

Au point de vue économique et monétaire, l'élément essentiel est, bien entendu, la création d'une monnaie unique. Je pense même qu'il s'agit là de la disposition essentielle du traité. La création de cette monnaie unique est un élément extrêmement positif. Elle permettra d'aboutir à une plus grande stabilité des prix et à un assainissement des finances publiques. Elle aura aussi pour résultat la suppression des frais de transaction qu'on peut évaluer actuellement, en Belgique, à 1 p.c. du PNB, soit environ 70 milliards annuellement. Cela devrait également aboutir à baisser les taux d'intérêt et donc, à alléger pour notre pays le poids de la dette publique.

La création de la Banque centrale européenne devrait mettre fin au leadership absolu du mark puisque cette banque sera cogérée par l'ensemble des membres de la Communauté européenne.

Au point de vue économique, le traité se réfère à l'économie de marché ouvert et de libre concurrence. Il vise à organiser la convergence des politiques économiques nationales.

A terme, la politique économique communautaire devra assurer une assistance éventuelle aux pays qui se trouvent dans de réelles difficultés objectives et ainsi assurer une solidarité entre les composantes de la Communauté.

Le traité établit de nouveaux secteurs de compétence relevant du pouvoir communautaire. Il s'agit tout d'abord de la politique industrielle avec des objectifs ambitieux : l'adaptation aux changements structurels, l'aide au développement des entreprises, la coopération entre entreprises, enfin une meilleure exploitation du potentiel industriel.

Dans les réseaux transeuropéens, le traité établit les conditions d'une intégration des systèmes nationaux de télécommunications; de même, il établit les possibilités d'une meilleure politique commune de transport et l'interconnexion des systèmes de distribution des énergies.

Le traité permet d'œuvrer au rapprochement des dispositions nationales pour la protection des consommateurs.

Enfin, il fixe également les conditions d'intervention de la Communauté dans les secteurs de l'Education, de la Formation professionnelle, de la Santé et de la Culture.

Dans ces dernières matières cependant, l'intervention communautaire doit rester complémentaire par rapport à celle des Etats et Régions.

Ceci m'amène bien entendu à évoquer le principe de la subsidiarité dont on a beaucoup parlé ces derniers mois. Ce principe doit théoriquement assurer que la décision soit la plus proche possible du citoyen. Bien entendu, il ne peut s'appliquer qu'aux matières qui ne relèvent pas de la compétence exclusive de la Communauté.

Il s'agit de ne pas décider au niveau communautaire lorsque la décision peut être prise plus efficacement au niveau national ou régional.

Cependant, ce concept apparemment excellent doit être manié avec beaucoup de prudence car employé sans discernement il pourrait aboutir à réduire le rôle de la Communauté. Il s'agit en fait d'un concept ambigu qui risque de nationaliser à nouveau des compétences communautaires, voire de favoriser des replis nationalistes.

J'en arrive à un point important qui est celui de la politique sociale européenne.

Au départ, l'Europe n'était qu'un marché économique; dès qu'il est question de lui donner une dimension politique, cela suppose aussi une politique sociale car il ne peut être question de construire une Europe qui n'aurait pas de préoccupation sociale.

A cet égard, la Charte sociale européenne, conclue en 1989, avait suscité de grands espoirs qui n'ont pu être concrétisés en raison de l'attitude négative de la Grande-Bretagne.

On a dès lors mis au point un système à onze mais qui s'appuie sur les procédures communautaires, ce qui pose évidemment des problèmes politiques.

Pourtant, en 1957 déjà, le Traité de Rome envisageait cette dimension sociale en évoquant l'égalisation dans le progrès.

La procédure mise en œuvre par le Traité de Maastricht vise à harmoniser les politiques sociales.

Elle traite de la promotion de l'emploi, de l'amélioration des conditions de travail, de la protection sociale et de la concertation.

Certaines matières sont expressément exclues de la compétence communautaire: les rémunérations, le droit de grève et le droit syndical.

La Belgique avait voulu aller beaucoup plus loin dans cette matière et il faut regretter la timidité de l'Europe en ce qui concerne la politique sociale.

Il est évident qu'il y a un déséquilibre entre le volontarisme manifesté par les Etats en matière monétaire et économique et les résultats insuffisants en matière sociale.

Ce déséquilibre est néfaste pour la perception qu'a le monde du travail à l'égard de l'Europe mais il faut reconnaître que, dans ce domaine, les législations diffèrent énormément dans certains pays par rapport à d'autres et qu'une harmonisation ne sera guère aisée.

Du reste, pour la Belgique, qui a un niveau de protection sociale fort élevé, pareille harmonisation, qui ne pourrait évidemment pas aboutir à une réduction des droits sociaux, n'ajouterait pas grand-chose à nos acquis sociaux.

Cependant, sur le plan des principes et en pensant aux travailleurs de pays socialement moins avancés — je fais allusion au Portugal, à la Grèce et à l'Irlande — nous devons regretter ce déficit social de la Communauté européenne.

J'en arrive aux aspects intergouvernementaux des accords de Maastricht. Il s'agit de ce qu'on appelle les deuxième et troisième piliers, soit, d'une part, la politique étrangère et de Défense et, d'autre part, de la Justice et de l'Intérieur.

Par le traité, l'union affirme son identité sur la scène internationale par la mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune intégrant à terme une politique commune de Défense. Par le traité, on passe, dans ce domaine, de la coopération à la politique commune. Sont ainsi concernés: la sécurité en Europe, le désarmement et le contrôle des armements, la non-prolifération des armes nucléaires et le contrôle des transferts des technologies militaires et des exportations d'armes.

Comme le démontrent ces différents thèmes, la politique internationale de la Communauté concerne essentiellement la sécurité et donc la politique de Défense qui devrait à terme devenir commune.

En cette matière, le pouvoir de décision appartiendra au Conseil européen et l'exécution sera confiée à l'UEO qui connaît ainsi une seconde jeunesse. Elle doit devenir la composante de défense de la Communauté.

Cependant, en politique étrangère, il n'existe actuellement aucune obligation de résultat. Sans doute aurait-on pu espérer une communautarisation de ces compétences mais l'avancée européenne est néanmoins incontestable.

Enfin, en ce qui concerne la Justice et les Affaires intérieures, quelques rares matières sont communautaires: droit d'asile, immigration, franchissement des frontières, lutte contre la toxicomanie. On ne peut s'empêcher de constater que l'ensemble de ces matières sont concernées par le Traité de Schengen que nous serons prochainement appelés à voter. La règle de l'unanimité bloque, à cet égard, la Communauté et il faut bien constater que nous sommes trop souvent en présence d'une Europe à géométrie variable: Europe des Douze, Europe à onze en matière sociale, Europe à neuf en matière de défense; Europe à huit dans la lutte contre la criminalité. Dans cette dernière matière, il faut être attentif à respecter les droits individuels de chacun.

Afin de respecter le schéma de la discussion, j'en terminerai ici en ce qui concerne l'analyse du traité sur l'Union européenne. Le bilan est incontestablement positif, que ce soit en ce qui concerne les matières communautaires proprement dites ou pour les matières traitées au niveau intergouvernemental. Il reste bien entendu des insuffisances en matière sociale et pour les matières dites de l'intérieur mais nous savons que la construction européenne est une œuvre de longue haleine et que le Traité de Maastricht est, à cet égard, une étape fort importante. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van Belle.

De heer Van Belle. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de minister, waarde collega's, het Verdrag van Maastricht heeft reeds voor veel beroering gezorgd, zowel in de nationale als in de internationale politieke wereld. Maastricht betekent echter veel meer dan een verplichte en noodzakelijke saneringsoperatie voor landen als België. Maastricht brengt een nieuw, meer concreet zicht op de politieke toekomst van de Europese Gemeenschap.

Sedert enige jaren is bij vele burgers, ook in ons land, het oorspronkelijk Euro-optimisme vervaagd, wellicht bij gebrek aan informatie. In het persoverzicht op de BRT vanochtend kwam dat ook aan bod. Er worden steeds meer vragen gesteld omtrent de weg die Europa wenst te bewandelen.

Wordt de Europese Gemeenschap een superstructuur? Is alles wat Europa doet, wel strikt noodzakelijk? Hoe verloopt de democratische controle op die aangelegenheden die Europa boven ons hoofd heen naar zich toe trekt? En wat met het behoud van de eigen identiteit?

Men moet toegeven dat het Verdrag van Maastricht de merite heeft op elk van deze vragen een duidelijk antwoord te bieden.

De burger moet bij de Europese beslissingen maximaal worden betrokken. Zoveel staat vast. Nu merkt men dat dank zij het Verdrag van Maastricht reeds belangrijke vernieuwingen ten voordele van de burger worden ingevoerd. Ik denk hierbij, onder meer, aan de idee het Europese burgerschap in te voeren, maar eveneens aan de oprichting van het « Comité van de regio's », dat weliswaar nog geen autonome instelling is en enkel over een adviserende bevoegdheid beschikt, maar waardoor de verschillende gemeenschappen, en meteen dus alle burgers, in de Europese constructie een begin van erkenning en een eigen functie hebben gekregen.

In dit opzicht is het subsidiariteitsprincipe een zeer belangrijk gegeven bij de opbouw van Europa. Maastricht bevestigt op uitdrukkelijke wijze dit principe. Dit mag ons uiteraard niet beletten om waakzaam te blijven. Het subsidiariteitsprincipe staat bloot aan manipulaties en kan bijgevolg worden misbruikt zowel door te fanatieke Eurocraten als door enggeestige nationalist.

De nationale overheden, en meer bepaald de parlementen, hebben een belangrijke verantwoordelijkheid inzake de toepassing van de subsidiariteit, die ernstig, geval per geval, zal moeten worden onderzocht.

Ook de rol van het Europees Parlement en die van de Rekenkamer worden versterkt en beide worden instellingen die op zijn minst evenwaardig zijn aan de Commissie en de Raad.

De verheffing van een Rekenkamer tot een vijfde Europese Instelling is op zichzelf al het bewijs dat het met de democratisering de goede weg opgaat.

Het Europees Parlement verlaat door het Verdrag van Maastricht definitief de eerder passieve rol van adviesorgaan, al valt er duidelijk nog een lange weg af te leggen vooraleer het Parlement de naam van « volwaardige wetgever » verdient.

Toch is er ontegensprekelijk een merkbare vooruitgang geboekt. Zo moet de Commissie, als college, in een stemming het vertrouwen krijgen van het Europees Parlement. Tot op heden moet dit enkel voor het ontslag en niet voor de investituur.

Dit is een belangrijke voorwaarde voor samenwerking en controle, zeker wanneer men er rekening mee houdt dat het mandaat van de Commissie nu op vijf jaar werd gebracht.

Ook worden de Europese politieke partijen erkend als een belangrijke factor voor de integratie binnen de unie.

Tevens krijgt het Europees Parlement een grotere bevoegdheid inzake begrotingscontrole en wordt het nauw betrokken bij de ratificatie van nieuwe verdragen die betrekking hebben op de toetreding van nieuwe lidstaten, associatieakkoorden en dies meer.

Verder zal het Europees Parlement voortaan enquêtecommissies kunnen instellen. Op het ogenblik dat men in België de bedoeling heeft artikel 21 van de Grondwet nieuw leven in te blazen, krijgen nu ook de Europese burgers het recht verzoekschriften tot het Europees Parlement te richten en moeten onrechtvaardigheden in de toekomst vermeden worden door de instelling van de ombudsman.

Andere belangrijke vernieuwingen zijn, naast de samenwerkingsprocedure, de procedures van medebeslissing en instemming. Toch kan men als kritiek zeggen dat deze procedures nog zeer stroef en langzaam verlopen. Het aantal terreinen waarop samenwerking, medebeslissing en instemming verplicht worden, is ook nog te beperkt.

Het verdrag voert een aantal nieuwe procedurele bepalingen in voor het Hof van justitie en kent het hof een aantal nieuwe bevoegdheden toe. Het zou ons te ver brengen het geheel te enumereren. Het belangrijkste is de toevoeging van de mogelijkheid voor het hof sancties, een boete of een dwangsom op te leggen.

Want welke geloofwaardigheid of functie heeft een hof waarvan iedereen aanvaardt dat het wel veroordelingen kan uitspreken, maar waarvan de niet-naleving van de uitspraken alleen op een morele afkeuring dreigde uit te lopen?

Ten slotte nog dit. De snelheid waarmee de onderscheiden besluitvormingsorganen kunnen optreden of reageren, vormt een algemeen aanvaard uitgangspunt.

Zo heeft de traagheid waarmee de lidstaten reageren, aangevoeld hoezeer de besluitvorming door de vereiste eenparigheid van stemmen in de Raad wordt verlamd. Evenzo heeft de Euro-

pese Akte bewezen dat precies voor de bevoegdheidsgebieden waarvoor de stemming bij meerderheid van toepassing is, de beslissingen binnen redelijke termijnen kunnen worden genomen.

De stemming bij meerderheid is derhalve te beschouwen als een waarborg van doelmatigheid. De uitbreiding van de stemming bij meerderheid is dus een van de belangrijkste wijzigingen van het verdrag.

Tot besluit van mijn uiteenzetting wens ik erop te wijzen dat, in vergelijking met de andere instellingen, het Europees Parlement er het beste van afkomt. Toch is, ondanks de versterking van zijn rol en het instellen van de tijdelijke enquêtecommissie, het petitie-recht en de ombudsman, het probleem van het « democratisch deficit » nog niet opgelost.

Wellicht kan hieraan enigszins het hoofd worden geboden door een intensievere samenwerking met de nationale parlementen.

Het verdrag betekent alvast een stap in de goede richting, maar er zal nog heel wat moeten gebeuren om te komen tot een werkelijk volwaardige Europese Federale Unie met instellingen die volkomen democratisch werken.

De houding van de PVV zal er nu nochtans een zijn van onvoorwaardelijke steun aan het Verdrag van Maastricht. De PVV zal derhalve het verdrag goedkeuren. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. Vandenhoute.

M. Vandenhoute. — Monsieur le Président, nombre d'entre nous s'étant déjà exprimés ou devant encore le faire sur ce sujet primordial pour le destin de la Belgique, et vu la portion relativement congrue du temps qui nous est imparti dans ce débat, je me limiterai à quelques remarques essentielles.

L'Europe et le Traité de Maastricht ont tant de fois fait l'objet d'attaques de la part de détracteurs, tout comme de plaidoyers de la part de partisans, qu'il est devenu de moins en moins aisé de développer de pertinents argumentaires.

Cela fait plusieurs mois qu'il est de bon ton de se gargariser du mot « Europe », de le définir, de « l'approximer », alors que l'opinion publique, au sens le plus large du terme, est, paradoxalement, submergée d'informations, mais reste ignorante des véritables enjeux et se laisserait facilement séduire par tous les traits négatifs. Le citoyen ne perçoit pas, en effet, dans tout ce verbiage, les avantages qu'il pourra en retirer, alors qu'il doit assumer, sans différé, des sacrifices parfois amers. Pour ce même individu, l'Europe apparaît comme une structure technocrate, doublée d'un langage souvent ésotérique.

Dans un tel terreau, il est dès lors facile de semer et de voir pousser le fruit de la discorde. Voilà pourquoi, d'ailleurs, de nombreux opposants à sa ratification qualifient le traité de flou, d'ambigu, de compliqué.

L'est-il réellement? Certes, de nombreux textes sont parsemés d'imperfections et les matières européennes, en s'étouffant, deviennent chaque jour un peu plus imperméables encore. J'approuve donc les principes de démocratie, de transparence et de rapprochement du citoyen tels qu'ils sont émis par les leaders européens. Dans ce sens, le traité est perfectible. Lorsqu'on part à la découverte d'un texte, on y trouve non seulement la lettre, mais aussi l'esprit et c'est ce dernier qui doit permettre aux mandataires responsables que nous sommes d'embrasser l'avenir de leur pays.

Près de quatre décennies nous séparent de la signature du Traité de Rome et le constat est simple: les cibles définies ont été atteintes, les institutions existent, les organes fonctionnent et cela, même si certains Européens éprouvent des difficultés à trouver leurs marques au sein de la nouvelle Communauté, même si le nombre d'Etats membres est en passe d'augmenter, même si son centre géographique ou décisionnel se déplace. La réunion des Douze s'est affirmée comme une entité influente sur le monde politique, social et économique et l'union offre une perspective plus ajustée, plus calibrée, plus ambitieuse.

Alors, quels sont ceux qui se sentiraient de taille à faire languir les partisans du progrès? Leur position serait peu défendable parce qu'elle se figerait autour de quatre charnières de la Communauté économique européenne que sont la monnaie unique, la politique sociale, la cohésion interne et l'élargissement.

La monnaie unique représente le sceptre de la Communauté. Ce domaine a pris quelques longueurs d'avance sur les autres, même si nous sommes encore fort loin d'un monde financier unique que d'aucuns, d'ailleurs, se sont plus, mentalement, à mettre en activité plus tôt.

Ainsi, le lundi 19 octobre, les douze ministres des Finances, réunis à Luxembourg, sont parvenus à un accord sur le rapprochement de leurs fiscalités indirectes en harmonisant leurs taux de TVA et d'accises.

Le deuxième trait qui émerge de la Communauté et la distingue du reste de la planète réside dans l'importance accordée par les douze pays membres à leur système de protection sociale. Même si cet aspect est important, il représente un lourd handicap dans la compétition économique.

Il ne faut pas être grand clerc pour en déduire que notre niveau de vie sera inévitablement remis en cause si l'Europe n'en assure pas l'extension bien plus que la simple défense. Un exemple significatif: l'accord intervenu, le vendredi 16 octobre dernier, sur la directive européenne concernant la protection des travailleuses enceintes.

Une troisième décision, prise récemment relative au fonds de cohésion, soude la Communauté. Cet important transfert de ressources permettra aux zones économiquement moins prospères de s'associer au marché intérieur.

La cohésion interne et l'élargissement vont de pair dans la même évolution, empreinte d'une démarche intellectuelle et volontariste d'aménagement et d'harmonisation.

En conclusion, pour les Belges, l'Europe est un maître-atout. Et même si le chemin semble malaisé, parfois tortueux pour les chercheurs d'évidences et de certitudes, il serait peu acceptable de laisser passer la chance.

A ceux qui continuent d'affirmer qu'ils sont pour l'Europe, mais contre le Traité de Maastricht, je demanderai simplement: « Quelles sont vos propositions? » Je suis certain que parmi celles-ci figurera le « libre-échange ». Ses implications sont pourtant stupéfiantes: aucune monnaie unique, aucune volonté politique globale et pas de véritable pouvoir démocratique. Ne serait-ce pas faire demi-tour que prôner ce système?

Pour les entreprises et les associations professionnelles, l'Europe, c'est aujourd'hui. Pour les générations en devenir, l'Europe, c'est l'espace nécessaire aux besoins de leur société de demain.

Nous ne devons donc pas hésiter. Faisons le choix de la raison à défaut de faire celui de l'enthousiasme! (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Ulburghs.

De heer Ulburghs. — Mijnheer de Voorzitter, op het vlak van de cohabitatie der culturen is Europa een merkwaardige en hoopvolle gemeenschap. Hier biedt Maastricht perspectieven. Het Comité van de Regio's is een waarborg voor kleinere cultuurgebieden. Die moeten zorgen voor het evenwicht en het hoofd bieden aan de mogelijke arrogantie van de grotere cultuurvolkeren die zelfs in onze hedendaagse tijd moeilijk aan de verleiding weerstaan kleinere culturen te miskennen.

Grote en kleine culturen zijn evenwaardig, beide zijn ze actieve componenten voor de uitbouw van een multicultureel Europa dat anders en cultureel rijker is dan bijvoorbeeld de Verenigde Staten van Amerika, die voornamelijk het Engels kennen als cultureel uitdrukkingmiddel. Gelukkig krijgt het Spaans er hoe langer hoe meer burgerschap, dank zij vooral de Chicanos.

Deze cohabitatie van diverse culturen zal ten eerste de bloei van kunst en letteren bevorderen. Ten tweede is ze ook een waarborg voor verdraagzaamheid en tegen de uitwassen van het nationalisme. Ten derde zijn de culturen gevat in één gemeenschap een uitnodiging tot dialoog en een supplement van menselijke rijkdom. Door mijn ervaring in Luik en Limburg heb ik de verrij-

kende confrontatie tussen culturen ervaren. Brussel en omgeving, maar ook heel het land kunnen een creatief atelier van culturen zijn, precies door deze cohabitatie. Op het kruispunt van de Europese culturen hebben Vlamingen en Walen in België een enige kans.

In het verleden hadden de Franstaligen het moeilijk om Nederlands te leren. Bij gebrek aan sociale en culturele emancipatie waren de Vlamingen die promotie wilden maken, verplicht over te schakelen op het Frans. Gelukkig is er een kentering. Hoe langer hoe meer Franstaligen leren keurig Nederlands. Door de kennis van ten minste twee landstalen kunnen vooral de Brusselaars, zowel Franstaligen als Nederlandstaligen, een dynamische culturele Europese eenwording in verscheidenheid bevorderen. Brussel wordt zo de permanente culturele hoofdstad van Europa.

De aanwezigheid van migrantenculturen biedt Europa een uitzonderlijke kans. De Italiaanse, Griekse, Turkse culturen, om er maar enige te noemen, nodigen ons uit tot overstijging van het nationalisme en maken ons tot verdraagzame Europeërs die het positieve erkennen van politiek, sociaal, en levensbeschouwelijk pluralisme. Die culturen verdienen burgerschap. Het Verdrag van Maastricht heeft het politiek stemrecht echter niet gewaarborgd.

Over de cultuur als politieke participatie wil ik het volgende zeggen. Europa, de ervaring met het Verdrag van Maastricht heeft dit verduidelijkt, wordt gemaakt of wordt niet gemaakt door alle Europese burgers, vooral door de massa's van kleinere en gemarginaliseerde mensen die niet aan hun trekken komen. Ook zij hebben recht op een politieke cultuur. Denk aan het Franse referendum waar massa's arbeiders rond de grote steden en de landelijke bevolking tegen Maastricht stemden.

Zij die menen de politieke mechanismen te kennen, staan vaak ver van de gewone burger. Ze willen hun zogenaamde goede politieke ideeën en besluiten opdringen aan de kleine mens. Van hieruit komt het verwijt dat Europa een technocratie en een bureaucratie is.

Technocraten vergeten vaak dat de politieke cultuur de formele participatie van de bevolking inhoudt. Wie geeft de bevolking de politieke informatie die kan worden begrepen door iedereen? Dit kan alleen worden bereikt als de politici die op een eenzame hoogte leven de pyramide omdraaien en het leven van de gewone burgers delen.

Politici die naar de basis terugkeren, stimuleren de bevolking tot actieve politieke participatie en leren de bevolking inzicht te krijgen in de sociale, economische, culturele en ecologische problemen. De grote verdienste van de referenda over Maastricht is dat de politieke discussie terecht kwam waar ze thuis hoort, in de gezinnen, in de cafés, in de bedrijven, in de scholen, op straat.

Politieke participatie biedt het Europa der culturen een unieke kans. Taal en cultuur bieden de burgers de mogelijkheid om de samenleving te veranderen. Door taal en cultuur krijgen ze een greep op de geschiedenis van de Europese Gemeenschap. Door politieke participatie ontdekken de burgers dat de Europese éénwording een waarborg is voor vrede, voor wederzijdse waardering en gerechtigheid, maar tegelijkertijd zien ze ook de ongelijke verdeling van kennis, macht en bezit. Deze vaststelling schept de behoefte aan nieuwe waarden als gelijkwaardigheid, solidariteit met de zwakkeren, respect voor andere culturen en andere levensbeschouwingen, waardoor toestanden als in ex-Joegoslavië onmogelijk worden.

Politici die Europa of Maastricht gebruiken om de zwaarste lasten op de zwakste schouders te leggen, die niet bij machte zijn de groeiende werkloosheid om te buigen in zinvolle en ecologisch verantwoorde tewerkstelling, bouwen het prachtige monument van de sociale zekerheid af en zijn verantwoordelijk voor culturele achteruitgang.

Europa kan een weldaad zijn maar het huiswerk over Maastricht moet worden overgedaan om alle burgers erbij te kunnen betrekken. (Applaus.)

Ann. parl. Sénat de Belgique - Session ordinaire 1992-1993
Parlem. Hand. Belgische Senaat - Gewone zitting 1992-1993

M. le Président. — La parole est à M. Hasquin.

M. Hasquin. — Monsieur le Président, dans l'«après-Maastricht», la Communauté européenne sera essentiellement confrontée à deux problèmes: elle devra tout d'abord mener une politique étrangère et de sécurité commune qui soit solide et, ensuite, faire face à la problématique de l'élargissement potentiel à de nouveaux membres. Je voudrais commenter brièvement ces deux aspects de la question.

Plus que jamais, me semble-t-il, la conjoncture internationale nécessite une politique étrangère et de sécurité qui soit solide, tenue d'une main ferme à l'échelle de l'Europe des Douze. Le désengagement américain s'annonce comme une réalité et je suis convaincu que le résultat des élections de cette nuit — pour la présidence des Etats-Unis d'Amérique — rendra cette tendance encore plus perceptible à l'avenir.

Il est clair — tous les commentateurs s'accordent à le reconnaître — que les Américains ont voté «politique économique intérieure» et que peu leur chaut la politique extérieure. Cette attitude aura sans aucun doute des conséquences.

J'ajouterai un élément auquel, me semble-t-il, on n'est pas suffisamment attentif en Europe: le renversement des rapports ethniques à l'intérieur même des Etats-Unis. J'attire votre attention sur le fait que les populations d'origine sud-américaine, asiatique, la population noire, en raison même de sa démographie galopante, sont en pleine expansion. Par ailleurs — conséquence naturelle de ce qui précède —, le poids des populations d'origine européenne est en diminution constante. De ce fait, la perception qu'auront les Etats-Unis de l'Europe dans les années à venir évoluera sans nul doute au fil du temps. Nous devons en être conscients.

J'en viens au second aspect de cette politique étrangère, qui doit mobiliser nos énergies. Cet élément peut paraître paradoxal. Il s'agit de l'implosion du régime soviétique, du communisme et du Pacte de Varsovie.

Certes, nous n'avons plus à nos portes la menace terrifiante des armes soviétiques, mais nous devons bien constater par ailleurs que l'Europe vit, à ses frontières, avec une véritable poudrière. On a vu resurgir les violences ethniques de même que religieuses et réapparaître la guerre civile. On a longtemps cru, en Europe, que des guerres civiles aussi horribles que celle que connaît la Bosnie-Herzégovine étaient finalement le lot de pays sous-développés, par exemple africains. Or, nous devons nous rendre à l'évidence: le Biafra est à nos portes et l'Europe est relativement impuissante! Il faut en tirer un certain nombre de conclusions.

Le problème de l'élargissement potentiel de la Communauté relève, par certains aspects, de la même problématique si l'on envisage, par exemple, l'élargissement à des pays comme la Suisse et l'Autriche, qui se revendiquent de la neutralité. Je ne suis pas sûr qu'il soit judicieux pour l'Europe de multiplier les «Europe» à différentes vitesses. Certains orateurs ont déjà insisté sur cet aspect de la question. Il me semble qu'il faudra faire preuve d'une extrême vigilance à l'égard de ces pays.

Il faut aussi tenir compte de la tentation humaniste, que chacun peut comprendre, et qui consiste à tendre les bras à l'Europe centrale et orientale. On sait combien certaines de ces composantes piétinent dans l'attente, dans l'envie de faire partie de l'Europe. A cet égard, la prudence s'impose également. Parler de la liberté est une chose, la pratiquer dans les faits en gérant ses multiples conséquences en est une autre. Il faut bien constater que, dans ces pays qui ont vécu sous la botte communiste pendant cinquante ans, la culture démocratique fait grandement défaut. On parle de la démocratie mais on ne sait pas ce que c'est, ni ce que sont la tolérance et le pluralisme.

A l'instar d'autres orateurs tout au long de cette journée, je rappelle que ce qui a caractérisé l'Europe, c'est précisément d'avoir préservé un certain nombre de valeurs humanistes. Souvenons-nous, en effet, que l'Europe a refusé l'Espagne de Franco, le Portugal de Salazar et la Grèce des Colonels. L'Europe doit conserver ces éléments en mémoire avant de l'élargir étourdiment.

A ces considérations culturelles s'ajoutent les considérations économiques. Indiscutablement en effet, nombre de ces pays souffrent de déséquilibre économique flagrant par rapport au niveau de développement de l'Europe des Douze. Je crois qu'à vouloir aller trop vite et à voir trop grand, on risque tout simplement de faire chavirer le « bateau Europe ». Il me paraît dès lors essentiel que la diplomatie belge soit vigilante à cet égard.

En conclusion, permettez-moi d'émettre quelques réflexions et de rappeler que, contrairement à ce que certains ont avancé à cette tribune, cette Europe dont nous parlons n'est plus uniquement, depuis Maastricht, une Europe des marchands. Je suis un peu stupéfait d'entendre un certain nombre de discours qui occultent véritablement la dimension nouvelle de l'Europe telle qu'elle nous est proposée, à savoir une Europe indiscutablement plus démocratique et plus progressiste. Avant de la dénigrer, balayons un peu devant notre porte et regrettons peut-être aussi le manque de transparence dans le fonctionnement de notre Etat. Qui a véritablement expliqué l'Europe aux citoyens ? On aurait sans doute pu s'attendre à plus d'informations de la part des autorités de ce pays.

Je rappellerai, puisqu'on parle de démocratie, que l'avis du Conseil d'Etat sur la nécessaire révision de l'article 4 de la Constitution, n'a pas été suivi. J'ajoute, et c'est par là que j'en terminerai, qu'un médiateur est prévu à l'échelle européenne ou, si vous préférez, un ombudsman. Je me permets de rappeler que, voici deux ans, j'ai déposé devant cette assemblée une proposition demandant la création de la fonction de médiateur en Belgique. Cette proposition, déposée à nouveau cette année et cosignée par M. Herman De Croo, n'a pas eu l'heur de plaire, me semble-t-il, puisqu'elle n'est encore inscrite dans aucune commission à ce jour. Alors, avant de dénigrer l'Europe et de la considérer d'un air dédaigneux sous prétexte qu'elle n'est pas suffisamment démocratique, il conviendrait de réaliser en Belgique tout ce qui doit encore l'être. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vermeiren.

De heer Vermeiren. — Mijnheer de Voorzitter, in deze uiteenzetting zal ik mij beperken tot het buitenlands en veiligheidsbeleid dat voortvloeit uit het Verdrag van Maastricht.

Inzake het buitenlands beleid wordt een besluitvormingsprocedure uitgewerkt waarbij de Raad optreedt als besluitvormend orgaan. De belangrijkste bepaling is dat deze Raad in principe bij eenparigheid beslist, tenzij hij zelf — dus ook bij eenparigheid — maatregelen aanwijst waarvoor een gekwalificeerde meerderheid voldoende is.

Deze besluitvormingsprocedure is niet van toepassing inzake het defensiebeleid. Voor die beslissingen is echter niet in een alternatieve procedure voorzien. Wij veronderstellen derhalve dat alleen bij eenparigheid in de Raad kan worden beslist.

Inzake het veiligheidsbeleid moet ook de Commissie bij de werkzaamheden van de Raad worden betrokken en dient het voorzitterschap van het Europees Parlement te worden geraadpleegd. Het staat het Parlement dus vrij om ook over deze beleidsaspecten vragen te stellen.

De diverse crisissen en ontwikkelingen van de jongste jaren hebben aangetoond hoe noodzakelijk het is voor de Europese Gemeenschap om te beschikken over een coherent en operationeel instrument dat duiding geeft aan de politieke en militaire aspecten van de Europese politiek.

Hopelijk kan zulks leiden tot een gemeenschappelijke defensiepolitiek die kan uitmonden in een Europese defensie. De vorige spreker heeft het nut daarvan zeer duidelijk aangetoond.

Als gevolg van de reactivering van de Westeuropese Unie en het aannemen van de Eenheidsakte, zijn de politieke en veiligheidsaspecten hoger komen te staan op de Europese agenda.

Het Verdrag van Maastricht geeft duidelijk de doelstellingen aan die moeten worden verwezenlijkt dank zij een gemeenschappelijk optreden. In vergelijking met het Verdrag van Rome en de Eenheidsakte is dit een stap vooruit. Toch houden de staats- en regeringsleiders de touwtjes nog stevig in handen, aangezien zij bij eenparigheid beslissen welke aangelegenheden het voorwerp uitmaken van een gemeenschappelijk optreden. De ministers van

Buitenlandse Zaken van hun kant beslissen, ook bij eenparigheid, voor welke knelpunten de gekwalificeerde meerderheid is vereist. Men kan dus gerust besluiten dat zowel de buitenlandse politiek als het defensiebeleid essentieel tot het intergouvernementeel domein blijven behoren.

Ik mis ook een actualisering van de rol van de WEU. De gebruikte terminologie laat ruimte voor interpretatie. Er wordt enkel herhaald wat reeds vermeld staat in de preambule en de artikelen 1, 2 en 3 van het Verdrag van Brussel. Verder wil ik nog verwijzen naar artikel J.4, meer bepaald punt 1, waar blijkbaar een onderscheid gemaakt wordt tussen een « gemeenschappelijk defensiebeleid » en een « gemeenschappelijke defensie ». Tot hoever gaat het defensiebeleid en waar begint de defensie?

Een zelfde opmerking kan worden gemaakt bij punt 2 van het zelfde artikel J.4: De WEU dient de besluiten uit te werken en ten uitvoer te leggen, terwijl de Raad de noodzakelijke praktische regelingen voorstelt. Waar ligt het onderscheid?

Sommige EG-lidstaten zijn geen lid van de WEU, maar hebben wel een verzoek tot opname ingediend. Inmiddels kunnen zij de buitenlandse politiek van de Gemeenschap gijzelen.

Bedenkingen zijn er ook bij het defensiebeleid en de defensie. Hoe zal het Frans-Duitse Legerkorps worden beoordeeld? Sommige lidstaten leggen meer nadruk op de integratie binnen de NAVO, dan binnen de WEU. Wat zal hiervan de weerslag zijn op de gemeenschappelijke defensie?

Welke instellingen zullen worden belast met de Europese defensie? Het Verdrag van Brussel tot oprichting van de WEU loopt ten einde in 1998. Wat komt er in de plaats?

Zeer gevoelig ligt ook de uitbreiding van de WEU tot alle leden van de Gemeenschap. Er is sprake van « geassocieerd lidmaatschap » en « waarnemerschap », begrippen die in een veiligheidsorganisatie vragen opwerpen. Kan dit alles nog worden verwezenlijkt vóór december 1992, de voorziene deadline?

Vergeleken bij de Eenheidsakte wordt met dit verdrag de waai van de communautaire bevoegdheden breder. De unie kan voortaan in vrijwel alle facetten van de buitenlandse betrekkingen actief aanwezig zijn. Het blijft evenwel de vraag of de unie deze nieuw verworven bevoegdheden ook effectief zal kunnen opnemen zolang zij alleen bij eenparigheid tot handelen kan beslissen. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Dames en heren, wij vatten thans de globale evaluatie van het verdrag aan.

Mesdames et messieurs, nons entamons à présent l'évaluation globale du traité.

Het woord is aan de heer De Roo.

De heer de Roo. — Mijnheer de Voorzitter, Belgen zijn goede Europeanen. Opiniepeilingen wijzen uit dat onze landgenoten positief staan ten opzichte van de Europese eenmaking.

Zekerheden smelten vandaag de dag echter soms als sneeuw voor de zon. Het Deense referendum wees al op een malaise bij de burgers. De complexiteit en de ondoorzichtigheid van het Europese beleid hebben een mentaliteitsverandering op gang gebracht, die zich ook in ons land begint af te tekenen. De hamvraag waarop wij vandaag een antwoord moeten geven is: « Sluit het Verdrag van Maastricht aan bij het Europa dat wij willen? »

De CVP-senaatsfractie gaat ervan uit dat Maastricht het aangegeven instrument is om de kloof tussen de burger en de politiek te dichten. De uitvoering van het verdrag drukt immers rechtstreeks zijn stempel op de welvaart en het welzijn van de Europese bevolking.

Het is nu of nooit! Het is voor de eerste keer dat we met 1 stem zullen spreken. De Europese Gemeenschap, uitgegroeid tot een echte Europese Unie, wint heel wat aan geloofwaardigheid als ze eensgezind en vastberaden kan optreden. Maastricht moet Joegoslavische drama's vermijden.

Europa moet ook een thuis haven zijn van politieke stabiliteit, niet alleen als voorbeeld voor Oost- en Centraal-Europa, maar ook als rem op het groeiend extremisme en racisme.

Alleen een verenigd Europa, een Europese unie en een samenleving met een menselijk gelaat waarin de burger zich thuis voelt kunnen een oplossing bieden voor de uitwassen van onze Westerse samenleving. De heer Wilfried Martens heeft namens de CVP-fractie op een schitterende wijze en met voldoende nuances de visie van de christen-democraten omtrent de evolutie en de dynamiek van de Europese unie verwoord.

Europa is in dit land uit zijn ivoren toren afgedaald. Wij moeten er alleen over waken dat Maastricht niet teveel wordt vereenzelvigd met de onaangename realiteit van besparingen en nieuwe lasten. Maastricht is immers veel meer. Het verdrag brengt de eenheidsmarkt en de eenheidsmunt binnen handbereik. Het biedt ons een samenwerkingsmodel dat enig is in de wereld. De internationale coöperatie gaat zover dat ze de belangen van de lidstaten overstijgt. Met een Amerikaanse president die vooral belang zal hechten aan de binnenlandse politiek, het afspringen deze nacht van de GATT-onderhandelingen en het GOS dat steeds dieper wegzinkt in de chaos, wordt de mondiale rol van het Europa van Maastricht nog sterker.

Dank zij het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid en de samenwerking op juridisch en politiek vlak, geldt voor Europa niet langer het etiket: «economische reus, maar politieke dwerg». Maastricht reikt ons het kader aan waarin wij, niet geremd door communautaire procedures, één oplossing kunnen voorstellen.

Mijn fractie gaat zelfs verder en spreekt de wens uit dat deze intergouvernementele structuur wordt vervangen door een communautaire structuur. Daarom ook moet op Europees vlak deze politieke unie terdege worden voorbereid, zodat wij kunnen vertrekken van een concreet project.

Een aantal elementen van het Verdrag van Maastricht liggen onze fractie nauw aan het hart: de subsidiariteit; het wegwerken van het democratisch deficit; het economisch en sociaal gedeelte.

Het eerste punt van mijn uiteenzetting handelt over de invoering van het federalistisch principe van de subsidiariteit. Door principieel te eisen dat men de besluiten zo dicht mogelijk bij de burger moet nemen, wordt ook op Europees vlak de idee van een communautaire superstaat afgewezen. Deze keuze wordt nog versterkt door de invoering van een comité van de regio's en door de erkenning van de rol van de nationale parlementen. Het verheugt ons dat dit democratisch basisbeginsel van de subsidiariteit in het Verdrag van Maastricht werd opgenomen. Nochtans waarschuwen wij voor het gevaar van het nationalistisch misbruik van de term subsidiariteit.

Wij bepleiten daarom enerzijds een betere definiëring van dit waardevolle begrip en anderzijds een betere informatieverschaffing aan de Europese burgers. Alleen door de burgers degelijk en objectief in te lichten omtrent het Europees beleid wordt de democratie gediend. Wij staan er dan ook op dat er een meerjareninformatiecampagne over de Europese Unie wordt gevoerd opdat ook onze burgers weten waar het allemaal juist om draait: wat houdt Maastricht in, waarom is het belangrijk, waarom staan wij erachter? De discussies in Frankrijk en Denemarken hebben heel wat vragen opgeroepen. We mogen nu niet doen alsof er niets aan de hand is: het is mede onze taak de burgers te informeren. De gebeurtenissen in Frankrijk hebben evenwel aangetoond dat een mediacampagne onvoldoende is. We stellen vast dat de voorlichtingsbrochures van de Europese Commissie en het Europees Parlement voorlopig niet hebben geleid tot een genuanceerde opinievorming over Europa. Er blijkt dus niet zozeer nood te zijn aan een voorlichtingscampagne dan wel aan adequate vorming, die de mensen de algemene referentiekaders van het Europese gebeuren aanreikt. De overheid speelt hierin een belangrijke rol, evenals scholen en sociale bewegingen.

Maastricht bezit reeds informatiekanalen voor de burgers, zoals het petitierecht, de ombudsman en de Raad van de nationale parlementen. De finaliteit van de Europese Unie zou echter beter moeten worden verdedigd, eventueel met een basistekst, of via een Europese Grondwet, zoals EVP-fractievoorzitter Leo Tindemans voorstelde.

Wij moeten de mensen duidelijk maken dat zij ook «Europese burgers» zijn. Iedere burger krijgt actief en passief stemrecht in elk EG-land en heeft het recht op vrij verkeer en op vrij verblijf binnen de communautaire ruimte. De CVP-fractie benadrukt dan ook het belang van dit Europees burgerschap.

Een tweede belangrijk vernieuwend element van het Verdrag van Maastricht is de vermindering van het democratisch deficit van de Europese Gemeenschap. Waar de nationale parlementen hun bevoegdheden verliezen, is het immers niet meer dan logisch dit op Europees vlak te compenseren. Ofschoon Maastricht heel wat democratische verbeteringen heeft aangebracht, is men niet ver genoeg gegaan. Toch is onze fractie ervan overtuigd dat wij in de goede richting evolueren: het Europees Parlement krijgt een grotere rol op wetgevend en controlerend vlak; de waakhondfunctie van de Commissie is vergroot; de stemming bij unanimiteit wordt teruggedrongen. Er valt evenwel nog veel te doen: Maastricht is slechts de eerste fase in een nieuw project.

De Europese leiders in Birmingham hebben dit begrepen, zij hebben de signalen van de burger opgevangen en beantwoord in een Europees perspectief. In Birmingham werd een verklaring afgelegd over «een Gemeenschap die dicht bij haar burgers staat». Het kernwoord in deze verklaring is «transparantie». De instellingen, de besluitvorming, de discussies moeten rekening houden met de basis. Er wordt gezocht naar systemen om de nationale parlementen zoveel mogelijk bij het Europees gebeuren te betrekken. Wij juichen dit toe, het is een begin. Meer nog, het is pure noodzaak.

Zo kom ik tot mijn derde en laatste punt: het economisch en het sociaal deel van het Verdrag van Maastricht. Wij weten allen dat de niet-toetreding van België tot de EMU catastrofaal zou zijn. Uit de EMU-boot vallen betekent een daling van onze export, een slechte zaak voor onze economie en het verlies van duizenden arbeidsplaatsen. Onze fractie steunt dan ook ten volle het convergentieplan van de regering. Nochtans willen wij een aantal bekommernissen uitdrukken.

Ten eerste vrezen wij voor een Europa met twee snelheden.

Ten tweede betreuen wij de discrepantie tussen het economische en het sociale deel. Het valt mij op dat reeds vele collega's in hun uiteenzetting bezorgd bleken over de sociale aspecten en het sociale beleid van de Europese Gemeenschap. Zo is er een bijkomende convergentienorm in verband met de werkgelegenheid en de sociale bescherming wenselijk. Hoe zal men in de komende jaren immers het probleem van de steeds toenemende werkloosheid in Europa oplossen? Hoe zal men de bestaande verschillen inzake sociale zekerheid, lonen en arbeidsvoorwaarden wegwerken?

Ten derde betreuen wij de institutionele ingewikkeldheid van het sociale protocol. De CVP-fractie pleit er dan ook voor de onderhandelingen over dit belangrijke sociale deel zo snel mogelijk te hervatten met het oog op een verdere harmonisatie van de verschillende nationale wetgevingen en de opname ervan in het communautair gedeelte. Wij zijn ervan overtuigd dat de EMU op stevige sociale fundamenteën moet rusten en dat dit niet hoeft te leiden tot sociale afbraak.

Maastricht heeft volgens de CVP-senaatsfractie heel wat te bieden.

Primo, de bestaande Gemeenschap wordt omgevormd tot een Europese Unie, bestaande uit drie pijlers. De slagkracht van Europa wordt hierdoor op alle terreinen enorm uitgebreid.

Secundo, door de invoering van het Europees burgerschap, door de erkenning van het beginsel van de subsidiariteit, door de vermindering van het democratisch deficit, is Maastricht het instrument bij uitstek om de kloof met de burger te dichten.

Tertio, naast het realiseren van de doelstelling van de EMU, worden allerlei niet-economische materies in de structuur van het verdrag gebracht. De werking en de instrumenten zijn nog onvoldoende communautair, maar de onthaalstructuur is in elk geval gecreëerd.

De CVP-fractie is van mening dat de ratificatie er zo snel mogelijk moet komen. Europa heeft nood aan één gezicht, intern, maar ook met een grote openheid op de wereld, eerst en vooral tegenover de nieuwe kandidaten. Wie de *acquis communautaire* aan-

vaardt en voldoet aan de overige criteria, mag niet langer de speelbal blijven van het gebrek aan interne consensus, maar de verdiepingsovereenkomst moet voorrang krijgen op de verruimingsoperatie. Daarom willen wij ook zo vlug mogelijk vooruit. Er moeten nieuwe onderhandelingen worden gestart om de zwakkere domeinen te versterken, in het bijzonder het sociale domein. Maastricht is enkel de eerste stap op een nog lange weg. Wij mogen ook niet vergeten dat België binnen afzienbare tijd, namelijk vanaf 1 juli 1993, weer het Europees voorzitterschap waarneemt, wat een enorme inspanning zal vragen van de regering en het Parlement. De CVP verwacht dat België zijn verantwoordelijkheid op zich neemt en overeenkomstig onze Europese ambities, het verdrag ongewijzigd en snel ratificeert. Voor ons is het duidelijk. Het is «Maastricht or not to be». Ons standpunt is onomwonden «ja» voor het Verdrag van Maastricht. (Applaus.)

M. le Président. — La parole est à M. Jonckheer.

M. Jonckheer. — Monsieur le Président, en dix minutes, je dois essayer d'expliquer la position des écologistes dans ce débat sur le Traité de Maastricht. Dans les sondages réalisés par la Communauté européenne, qui interrogent les citoyens sur leurs préoccupations principales, trois grands thèmes sont cités, leur ordre variant selon les pays : l'emploi et le travail, la qualité de vie dans ses dimensions d'environnement et d'éducation et, enfin, la paix.

Si les citoyens doutent de la Communauté européenne, comme en témoignent les résultats aux référendums, s'ils doutent surtout, comme le montrent d'autres sondages, de la capacité du monde politique à répondre tant soit peu à ces préoccupations que je viens de mentionner, c'est qu'effectivement, jusqu'ici, le bilan de la Communauté est insuffisant sur ces trois points, non seulement en Europe mais aussi au-delà.

Le projet de traité, pour un ensemble de raisons qui tiennent à son mode de négociation, à son contenu et aussi à son mode de fonctionnement, n'apporte selon nous que peu d'espoir. Les préoccupations des citoyens n'y sont pas suffisamment rencontrées. Pour l'être, une hiérarchie différente des priorités poursuivies aurait dû être présentée à Maastricht. C'est une de nos thèses centrales que je défendrai par la suite.

Toutefois, un changement dans les priorités politiques poursuivies suppose une volonté, voire un volontarisme, et une capacité d'infléchir les tendances lourdes de l'économie mondiale de la part des autorités politiques, à quelque niveau que ce soit. Ces deux conditions ne sont pas évidentes à remplir. Nous devons certainement faire preuve d'un peu d'humilité quant à l'impact du politique dans l'avenir de nos sociétés. Mais ces deux conditions vont à l'encontre d'un imaginaire politique aujourd'hui proche de zéro et d'une soumission de la pensée politique aux impératifs de la seule compétitivité mondiale.

Soyons clairs sur les prémisses : nous ne critiquons pas pour le plaisir. Nous montrons d'ailleurs ces jours-ci, sur un autre sujet, notre capacité à formuler des compromis et à en accepter. Quand on y songe bien, dire «non» en politique n'est pas plus facile qu'affirmer un «oui».

Le débat sur la construction européenne touche à l'essentiel du futur de nos sociétés. C'est la raison pour laquelle les écologistes se sont prioritairement attachés au contenu du traité, davantage qu'aux déclarations d'intention. En effet, le bilan actuel ne prête pas à l'optimisme. On peut évidemment adopter la démarche inverse, celle décrite par Edgar Morin par exemple, qui consiste à privilégier la dynamique potentielle de la Communauté européenne au détriment de l'examen précis du contenu du traité. Nous avons choisi la démarche inverse.

Je reconnais que dans d'autres pays européens, tous les écologistes n'ont pas eu la même attitude.

Puisqu'en Belgique, comme partout dans la Communauté européenne, les deux courants principaux de la pensée politique, le courant libéral et le courant social-démocrate, se rejoignent pour approuver ce traité — n'est-ce pas d'ailleurs un «oui» résigné que j'entends depuis ce matin ? — ...

M. De Croo. — Pas du tout.

M. Jonckheer. — ...je crois que la spécificité des écologistes et leur responsabilité en ces circonstances est de dire les raisons d'un «non» à Maastricht, pour dire les raisons d'un «oui» à une Europe plus soucieuse des hommes et de leur milieu, ici comme partout dans le monde.

Je souhaite expliciter certains points de notre attitude. Les écologistes sont très clairement et sans ambiguïté favorables à un processus d'intégration politique européenne, d'intégration supranationale et décentralisée, qui combine les niveaux européen, nationaux et régionaux.

Ce processus d'intégration est évidemment souhaitable pour un certain nombre d'enjeux. J'en mentionnerai trois qui nous tiennent particulièrement à cœur, comme, je l'espère, à l'ensemble de cette assemblée.

L'enjeu de paix, évoqué à de nombreux égards, est d'autant plus difficile à rencontrer qu'il doit préserver des identités nationales sans reverser dans les nationalismes auxquels l'Europe a été malheureusement coutumière jusqu'il y a peu.

Un second enjeu se pose en matière d'environnement et de qualité des milieux. L'expression «la pollution n'a pas de frontière» est fort bien connue et l'approche de cette problématique suppose évidemment une régulation publique au niveau européen.

Enfin, un troisième enjeu se place sur le plan économique. «L'effet de taille» de l'Europe, comme disent les économistes, devrait lui donner un degré de liberté supplémentaire, que les Etats nationaux, pris individuellement, ont perdu.

Voilà trois enjeux qui justifient certainement ce processus d'intégration européenne et qui motivent le soutien que les écologistes lui apportent.

Ce «oui» à l'intégration européenne se heurte néanmoins aux réalités de la Communauté européenne telle qu'elle se présente pour le moment. Je crois qu'il convient de revenir un instant sur l'acquis actuel de la Communauté européenne, car, contrairement à ce qui a été avancé, le Traité de Maastricht se situe davantage dans le prolongement de l'actuelle construction européenne, plutôt qu'il ne représente un saut qualitatif nouveau.

Quels sont ces acquis communautaires ? Pour l'essentiel, et avec le recul du temps, je crois que l'on peut affirmer, et les écologistes ne sont pas seuls à le faire, qu'il a été procédé à la constitution d'une zone d'économie développée au sein d'un ensemble qui s'est mondialisé et régionalisé en même temps. L'Amérique du Nord, l'Europe et l'Asie du Sud-Est sont engagées dans une compétition. Rappelons simplement qu'elles constituent 20 p.c. de la population mondiale. Rétrospectivement, l'union douanière, le marché commun, rebaptisé marché intérieur, et, aujourd'hui, la monnaie unique participent de la constitution de ce pôle de production et de consommation sans égal dans l'histoire. Le schéma est clair : dans la bataille pour la compétitivité mondiale, le marché unique et la monnaie unique sont deux outils indispensables pour protéger, nous dit-on, le modèle social européen, c'est-à-dire un régime de négociation entre partenaires sociaux et un système de sécurité sociale développé.

Les principales forces politiques et les opérateurs économiques se rejoignent d'ailleurs sur ce schéma qui a sa cohérence, sa consistance propre. Ce schéma commande les axes principaux de la législation communautaire, mais il contient ses propres contradictions et il nous paraît aveugle par rapport à ses propres échecs.

Les écologistes ont porté un regard très critique sur ce modèle, essentiellement en indiquant qu'il n'était pas généralisable à la planète entière à la fois parce qu'il la pillait et parce qu'il la polluait en même temps.

Je citerai trois exemples de l'acquis de la Communauté européenne : d'abord, la politique agricole, un chef-d'œuvre de non-écologie ; ensuite, le cinquième programme-cadre en matière d'environnement qui souligne, aux dires mêmes de la Commission, que la dégradation des milieux se poursuit toujours actuellement malgré les 300 directives prises dans le domaine de l'environnement ; enfin, l'impact du marché intérieur.

N'est-il pas remarquable que, dans le rapport Cecchini, toute l'argumentation sur le coût de la «non-Europe» n'a, à aucun moment, intégré la dimension environnementale ? En outre, les rapport successifs commandités par la commission chargée d'éva-

luer l'impact sur l'environnement du marché intérieur ont permis de constater une dégradation supplémentaire de l'environnement, notamment — mais pas uniquement — par l'augmentation prévue du transport routier.

Jacques Delors reconnaissait voici quelques jours au Parlement qu'il nous fallait une « nouvelle manière de calculer », ce que les écologistes disent depuis vingt ans. Mieux vaut tard que jamais ! Toutefois, je ne trouve pas cet état d'esprit dans Maastricht. Pourquoi ne pas prendre, par exemple, dès à présent, l'initiative d'une nouvelle méthode de calcul qui nous ferait envisager de manière différente la compétitivité ? Pourquoi laisser cette initiative au programme des Nations Unies pour le développement ou à des travaux d'experts à l'OCDE ? C'est d'une volonté politique collective dont nous avons besoin. De plus, nous devons être capables de reconnaître — et c'est ce qui est probablement difficile à accepter — que la Communauté reste porteuse d'un vieux modèle de croissance qui a épuisé ses limites et que l'agenda du XXI^e siècle exige d'autres priorités.

J'en viens à présent au projet de traité sur l'Union européenne. Le rapport du Parlement européen, rapport Martin — et je salue en passant le travail fourni par nos collègues — contient autant d'arguments pour dire « non » à Maastricht que pour dire « oui » et les travaux des comités d'avis du Sénat et de la Chambre font état d'un certain nombre de critiques très radicales.

Selon moi, ce projet de traité innove beaucoup moins qu'on voudrait nous le faire croire. En effet, c'est un traité qui nous propose une Europe « à la carte » selon les domaines, notamment en matière sociale et monétaire. Il nous propose également une Europe hybride selon les modes de gouvernement puisque l'on y trouve de l'intergouvernemental et la règle de l'unanimité juxtaposé au système communautaire au sens strict.

Enfin, c'est également un traité contradictoire au niveau de ses objectifs. En effet, la contradiction reste entière entre les contraintes du Marché unique et les objectifs d'emploi et d'environnement. Elle est présente aussi au niveau de la monnaie unique qui, comme je l'ai dit ce matin, doit être un instrument de notre fameuse compétitivité, mais qui paradoxalement, en cette période de transition au cours de laquelle se développent des opérations de dévaluation compétitive, va accentuer la récession au niveau de nos économies européennes, si rien n'est fait entre-temps.

La démarche des écologistes depuis la signature du projet de traité a été, au vu de critiques que je viens d'énoncer, particulièrement modérée à mon avis. En effet, depuis cette signature, nous avons subordonné notre assentiment au traité au dépôt d'amendements concernant notamment des matières relatives au mécanisme de décision, et ce en conformité, je le souligne, avec les résolutions prises par cette même assemblée avec les onze autres parlements nationaux et le Parlement européen, lors des Assises de Rome.

C'est la raison pour laquelle d'ailleurs Ecolo et Agalev supportent l'amendement déposé par notre collègue Ludo Dierickx à la proposition de résolution soumise à notre vote après le traité proprement dit.

Quel paradoxe d'entendre le président du groupe CVP au Sénat plaider à la fois pour une modification des critères de convergence — en effet, il a plaidé pour un critère en matière d'emploi et une harmonisation de la législation sociale, toutes choses qui ne sont pas contenues dans le traité — et pour une ratification immédiate du traité !

Lors de différents débats, M. de Donnée m'a opposé la crainte de perte de virginité. Monsieur de Donnée, j'ai cherché un autre exemple, bien connu également : celui de la bouteille à moitié vide ou à moitié pleine. J'accepte volontiers une bouteille de vin à moitié pleine ; il paraît que c'est le signe de la maturité politique. Mais cela ne m'empêche pas de tester la qualité du vin et de préférer de l'eau si je constate que le vin a un goût de bouchon.

En conséquence, les écologistes disent « oui » à un processus d'intégration européenne ; « oui » à une autre hiérarchie de priorités pour une meilleure cohésion sociale et un développement soutenable en Europe ; « oui » à un volontarisme politique qui présup-

pose toutefois une confiance suffisante dans la possibilité d'infléchir politiquement le cours des événements ; « oui » enfin à une renégociation rapide du traité avant 1996.

En raison de ces quatre « oui » et faute d'avoir obtenu des signaux du gouvernement, nous dirons malheureusement « non » au traité tel qu'il est. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Le débat sur le Traité de Maastricht est dominé par une évidence : il existe un très large accord du Parlement sur la nécessité de ratifier ce traité.

Cette très large majorité, il est vrai, porte à la fois sur les grandes insuffisances du traité et sur ses aspects positifs. Nous tirons des uns et des autres la même conclusion, à savoir que ce traité doit être approuvé.

L'essentiel des positions que je défendrai a été exprimé de façon satisfaisante dans deux documents qui se trouvent au dossier : la résolution de la Chambre votée le 17 juillet 1992 et l'avis du comité d'avis du Sénat. Ces deux documents, très explicites, détaillent parfaitement les aspects positifs et négatifs comme les insuffisances du traité. Je puis donc me dispenser d'évoquer à nouveau ces considérations essentielles, fondamentales, que je tiens ici pour acquises après tout ce qui a déjà été dit.

De ces avis, il ressort que le Traité de Maastricht n'est pas celui qu'idéalement le gouvernement belge eût souhaité conclure. Le traité est la résultante, la conjonction de volontés différentes ; il est le plus petit commun dénominateur des douze membres de la Communauté. C'est sans doute ce caractère réducteur du concours de volonté inévitable qui suscite ces insatisfactions émanant d'un peu partout. Il est vrai que le climat européen autour de la ratification du Traité de Maastricht est encore plus morose aujourd'hui que lorsque la Chambre des représentants l'a approuvé au mois de juillet.

Je ne vais pas analyser les causes de cette insatisfaction ; elles sont multiples et contradictoires.

Certains sont déçus parce qu'ils attendaient davantage d'un traité. On peut les comprendre, mais je suis convaincu qu'il nous rejoindront à un moment donné du parcours. J'ai écouté avec beaucoup d'attention M. Jonckheer. Je puis admettre certains de ses avis. Je crois que nous nous retrouverons dans une volonté de renégocier le traité le plus rapidement possible.

D'autres s'opposent au Traité de Maastricht et, en vérité, à l'approfondissement de la réalité européenne. Ils sont nombreux dans les Etats de la Communauté européenne. Se manifestent, en effet, en Europe une désillusion, une inquiétude face à l'avenir, une démolition qui se développe face à la montée des nationalismes et des intégrismes à l'est et à l'impuissance de l'Europe de l'Ouest à les juguler et à les dominer. Je suis persuadé que si le référendum français avait eu lieu en 1989 ou 1990 au moment de la chute du mur de Berlin, une large majorité de Français aurait approuvé le traité.

Tout se passe comme si la montée à l'est de ces violences, de cette intolérance, au lieu de fortifier — comme il se devrait — l'Union européenne, ravivait les réflexes nationalistes et ressuscitait une frilosité peureuse à l'égard de l'Europe ou encore développait des courants xénophobes. Cette xénophobie s'adresse d'ailleurs non seulement aux émigrants de l'est — ne nous y trompons pas — mais vise aussi les Européens de l'Ouest. J'ai été frappé par la façon dont l'Allemagne démocratique d'aujourd'hui a été présentée par certains adversaires du traité. Elle est révélatrice d'une véritable xénophobie. Est aussi significative la réaction de partisans du traité qui, en France, ont, sans nuances, axé l'essentiel de leur argumentation de défense sur la nécessité de contrôler ce qu'ils ont appelé l'impérialisme allemand, sans souligner la convergence en France, en Allemagne, en Belgique ou ailleurs d'un grand projet démocratique commun. L'Europe est donc frappée par une sorte de crise de l'avenir qui atteint tant ses défenseurs que ses adversaires.

Le caractère inaccessible du traité a, par ailleurs, souvent été dénoncé. L'image de l'Europe est atteinte — il est vrai — par la complexité de ses actes fondateurs. Le Traité de Maastricht s'est consigné dans une écriture d'où ont été soigneusement éliminés

tous les germes d'enthousiasme. L'appréciation du traité est ainsi dominée par son juridisme et la spécialisation de ses textes, mais aussi, probablement, par l'insuffisance, voire l'absence d'élaboration par des mandataires publics. En d'autres termes, l'appréciation du traité est marquée par ce qu'on a appelé le déficit démocratique.

Il ne convient pas de dramatiser. Depuis sa naissance, la démocratie, en effet, est toujours en déficit. Elle est toujours en conflit avec les technocraties qui la protègent autant qu'elles la menacent. L'Europe est d'ailleurs, dans une large mesure, une création de la technocratie. Mais il est certain qu'aujourd'hui, elle ne pourra survivre et se développer que si elle est soutenue par un large investissement populaire. Ce traitement du déficit démocratique implique donc des mesures précises et concordantes et, en premier lieu, l'information de la population.

Je partage les critiques sur les dangers du référendum français. On peut à juste titre souligner les ambiguïtés fondamentales qu'il a revêtues, l'ambiguïté des critiques qui s'adressaient davantage au gouvernement qu'au Traité de Maastricht lui-même. Toutefois, on ne peut nier le véritable investissement populaire qu'il a suscité.

Nous devons ouvrir un débat sur la communication publique, sur l'intégration de la population dans les affaires européennes.

J'en viens à un second type de mesures qui touchent précisément à la revalorisation des parlements et tout d'abord du Parlement européen, dont beaucoup de résolutions ont souligné la nécessité d'accroître autant que possible les compétences de décision. Le traité comprend quelques points positifs mais ils sont très limités.

Par ailleurs, on a mis en évidence la possibilité d'élargir, par une interprétation très large des traités, les droits du Parlement européen à l'information et à la consultation.

J'en viens à un troisième point qui m'intéresse plus particulièrement.

Une politique de contacts avec les parlements nationaux doit être développée. Il faut rappeler que la véritable réalité parlementaire, si affaiblie soit-elle dans notre pays et chez nos voisins, se trouve toujours aujourd'hui, au niveau des Etats. Comme l'a dit Jacques Delors — ses propos m'avaient frappés — le contrôle démocratique doit s'exercer « par la double expression de la souveraineté populaire » : le Parlement européen et les parlements nationaux.

Ainsi, le traitement du déficit démocratique tout comme le développement de l'Europe passeront par une collaboration accrue entre le Parlement européen et les parlements nationaux, mais aussi par la modification des rapports entre les gouvernements et les parlements nationaux.

A cet égard, monsieur le Président, il convient de soutenir la résolution de la Chambre des représentants qui annonce qu'elle prendra l'initiative de convoquer en 1993 une nouvelle conférence des parlements de la Communauté européenne. Je demande que le Sénat soit associé à cette très heureuse initiative.

J'estime par ailleurs que des réunions périodiques, au moins annuelles, devraient avoir lieu entre les représentants des parlements nationaux et du Parlement européen. Enfin, des initiatives précises peuvent compléter cet éventail de mesures. M. Delors a affirmé récemment à la Chambre que désormais un membre de la Commission européenne serait chargé d'informer régulièrement les parlements nationaux, mais « pas celui de son pays », a-t-il ajouté. J'espère que cette idée, sera très rapidement mise en application.

D'autres initiatives peuvent être soutenues : des contacts entre les commissions du Parlement européen et les commissions de la Justice, de l'Intérieur, des Affaires étrangères des parlements nationaux. Cela devrait être davantage organisé et précisé.

Enfin, je le répète, il faut modifier les rapports entre les parlements et les gouvernements.

Aujourd'hui, le journal *Le Soir* faisait état d'un fait significatif. Au Danemark, la Commission des Affaires européennes a des pouvoirs très particuliers. « Chaque ministre danois », dit le président de cette commission, « qui va participer à un Conseil des

ministres européens, doit d'abord passer devant notre commission et expliquer quelle position il compte y prendre. Si une majorité de la Commission est d'un autre avis, il devra modifier sa position. » C'est un pouvoir important, surtout si la décision requiert l'unanimité à Bruxelles.

Cette évocation d'un exemple danois — qui doit être appréciée — me donne une occasion de saluer ici M. Martens, ancien Premier ministre et nouveau président de la commission d'avis. Cette réforme danoise est intéressante. Les parlementaires danois sont moins européens que nous, en tout cas beaucoup moins fédéralistes mais ils prennent l'Europe au sérieux. Les Danois envisagent de créer un Conseil européen qui regroupera les membres de la Commission parlementaire, les députés européens danois, les partenaires sociaux, les membres de mouvements anti- et pro-européens.

Il s'agira, dit-on, d'élargir le débat au-delà du cercle strictement politique et de formuler des propositions nouvelles. Il s'agit là d'une initiative intéressante.

M. De Croo. — L'exemple danois est intéressant. Il s'agissait d'un des compromis établis dans le cadre de l'acceptation d'intégrer — pour la première fois, évidemment — le Danemark dans la Communauté. Peut-être faut-il s'en inspirer lorsque, avançant davantage dans les pouvoirs concédés aux organes supranationaux, il conviendrait d'y impliquer mieux encore nos parlements nationaux.

M. Lallemand. — Nous sommes d'accord. Il faut réfléchir aux meilleurs moyens de collaboration. Je ne cite d'ailleurs ces exemples non pas pour demander qu'on les copie mais pour démontrer que nous pouvons faire beaucoup plus que nous ne l'avons fait pour intégrer davantage l'Europe dans les mécanismes parlementaires et, par là même, dans l'opinion publique.

Dès lors, mes chers collègues, il est assurément possible de trouver autant de raisons techniques, économiques et sociales qui permettent de critiquer ou d'approuver Maastricht.

Il est certainement important de rappeler ici que le développement économique ne peut pas être la seule valeur directrice de l'évolution européenne. L'Europe doit, au contraire, se donner d'autres modèles de croissance que celui du capitalisme sauvage. L'effondrement du tatcherisme et du reaganisme est un signe des temps. L'Europe ne survivra pas si sa politique est dominée par de telles conceptions. Dès lors, d'une manière ou d'une autre, une politique sociale et économique appropriée doit être mise en place afin d'arrêter et de résorber la croissance du chômage, sous peine, comme le disait un de mes prédécesseurs à cette tribune, de voir l'Europe capoter face à l'hostilité populaire.

En d'autres termes, il faut, comme l'a dit M. Martens, substituer, à des conceptions strictement économiques, une vision politique, un projet global de société européenne dominés par les valeurs humanistes générées par l'histoire européenne. Aujourd'hui, lorsque nous discutons de l'Europe, ces perspectives politiques doivent nous préoccuper.

Avec raison, certains ont souligné que le Traité de Maastricht allait développer une Europe à plusieurs vitesses. La demande adressée aux « Onze » par le Danemark pose clairement le problème. Le Danemark ne souscrira ni à la monnaie unique, ni à la défense et aux politiques communes en matière de droit d'asile. Il en ira de même pour la politique de police commune. Il ne souscrira pas davantage à la citoyenneté européenne, sauf en matière de droit de vote. Enfin, il vient d'affirmer qu'il veut préserver ses normes sociales, sans aucune ingérence possible de la Communauté. En fait, le Danemark refuse toute évolution fédéraliste de l'Europe. Mais il ne s'oppose pas, nous fait-il savoir, au fait que les autres Etats poursuivent la construction européenne dans les domaines qu'il rejette. Les Britanniques pourraient d'ailleurs adopter une attitude semblable.

Dès lors, il est évident qu'une logique est à l'œuvre au cœur du Traité de Maastricht. Elle est inscrite dans le traité lui-même, puisqu'il a permis à la Grande-Bretagne et au Danemark de disposer de la faculté de renoncer à la monnaie unique lors de la troisième phase de l'Union économique et monétaire. Il faut rappeler aussi que d'autres institutions ont consacré une disparité dans la

composition des institutions européennes. L'accord de Schengen a notamment été souscrit par huit États sur douze. L'UEO va s'inscrire dans la politique de sécurité commune: ni le Danemark ni l'Irlande n'en font partie.

Une constatation peut être faite: tous ces sous-ensembles comprennent au moins les six pays fondateurs et souvent huit pays parmi les douze européens. L'élargissement de la Communauté ralentit sa dynamique. Il est possible que, demain, faute de conviction commune, les Européens soient contraints de se rabattre sur des solutions de rechange. Elles devront être examinées de manière approfondie, comme le demandaient Karl Pohl et Alain Minc. De même, Jacques Delors disait: «S'il est désormais impossible d'avancer d'un même pas à douze, pourquoi ne pas envisager d'aller de l'avant avec un noyau dur?» La question devra recevoir une réponse dans des temps qui, à mon sens, ne sont pas très lointains.

Enfin, il faut bien noter que le Traité de Maastricht est associé à des innovations qui font peur à un certain nombre de personnes. Tout d'abord, il réalise la première approche, fût-elle, il est vrai, particulièrement timide, d'une union politique. Ensuite, il affirme un fait capital, une citoyenneté européenne. Il ouvre aussi un espace public à tous les Européens. Enfin, il définit aussi un espace pluriculturel.

Ces innovations, dont on a critiqué l'insuffisance, ont cependant contribué à faire monter, dans certaines couches de la population, une peur: celle de perdre, au sein de cette nouvelle Europe, une identité nationale, celle d'être menacé par la multiplicité des échanges. On a entendu, en France, d'étranges arguments sur les risques de dégradation de la culture française, dégradation qu'allait entraîner le traité.

A cette occasion, fait impressionnant, un nationalisme réducteur a affirmé la nécessité d'un repli national, c'est-à-dire d'une soustraction face à l'Europe. Ces personnes, ces intellectuels ont oublié que la vitalité des cultures nationales, en Europe, s'affirme précisément dans cette capacité d'ouverture à d'autres courants européens, ouverture pouvant aller jusqu'au risque de se perdre, qui est — paradoxalement — le risque qu'il faut prendre pour fonder et élargir son identité nationale et sa culture. Rubens n'est pas moins flamand — au contraire — parce qu'il a assimilé et magnifié un formidable héritage italien.

Une des raisons pour lesquelles nous approuverons le traité est précisément qu'il faut s'inscrire dans la dynamique de ce dernier, dynamique qui vise à la fois à mettre fin aux conceptions dominantes des États-Nations et à affirmer les réalités régionales mais en empêchant celles-ci de se tourner vers de nouveaux nationalismes. L'idéologie européenne que le traité relaie détruit le prestige des visions totalitaires et exclusivistes des nationalismes. Elle fonde le fait régional mais en retenant et en arrêtant les projets nationalitaires.

C'est pour cette raison que des pays comme le nôtre, comme l'Espagne ou l'Italie, sont si profondément impressionnés par cette construction européenne et intéressés par le traité. Ce dernier réalise, en effet, un assemblage, une coexistence nationale, mais dans le souci d'une intégration des différences et d'une consécration de celles-ci. Il lance l'aventure d'une intégration. Cette conception domine tout le débat.

Je suis profondément d'accord avec Edgard Morin lorsqu'il affirme: «Aujourd'hui, une course de vitesse est engagée, en Europe, entre les processus de dissociation et d'intégration et de désintégration et ceux d'association et d'intégration. Le sens premier et fondamental du Traité de Maastricht, qui surclasse tous les autres, est «association». Il est la seule résistance possible contre des ruptures formidables, dont certaines prennent déjà la forme de guerre, comme la guerre atroce en Yougoslavie, entre nations qui ont pourtant vitalement intérêt à l'union.»

Le rejet du traité en raison de ses insuffisances serait un retour en arrière qui ouvrirait plus largement la porte aux forces de destruction des idéaux universalistes dont nous nous revendiquons profondément. Maastricht construit sans doute un ensemble insuffisant et fragile mais il le construit. L'assentiment au traité est peut-être discutable mais il soutient la force unificatrice essentielle qui peut assurer un avenir au projet européen. Jean Daniel a déclaré, à propos du «oui» au Traité de Maastricht: «La planète

est divisée par deux courants irrépressibles: la mondialisation des problèmes et la balkanisation des ethnies. Face à cela, il n'y a pas d'ambition plus généreuse et plus utile que celle qui va vers l'unité, au moment où tout se divise, qui va vers le regroupement, au moment où tout se disloque et à l'ouverture, au moment où tout se ferme.»

Cette réflexion est aussi la nôtre et c'est pourquoi nous approuverons ce traité malgré ses faiblesses et ses incohérences. Nous l'approuverons avec détermination parce que l'expérience de l'Acte unique a démontré qu'un texte imparfait peut receler des capacités opérationnelles inattendues pouvant conduire à d'importantes réalisations. Nous l'approuverons parce qu'il est non pas un aboutissement, mais un relais pour d'autres départs. Nous contribuerons ainsi à ce dépassement historique de ce que nous sommes et dont le Traité de Maastricht constitue une importante prémisse. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Erdman.

De heer Erdman. — Mijnheer de Voorzitter, het Verdrag van Maastricht heeft de grens tussen België en Nederland definitief vastgelegd. Maar dit was in 1843! Wie kon toen vermoeden dat de Belgische stad van weleer, die in een «voorloper»-politiek van «land for peace» aan Nederland werd afgestaan, tot een voor Franssprekenden moeilijk uitspreekbaar symbool zou worden van een verdere stap naar de Europese eenmaking?

Zonder de politico-historische evolutie opnieuw te schetsen — het past hier trouwens hulde te brengen aan het globaal en volledig werk van de rapporteurs — en zonder de wordingsgeschiedenis van het verdrag nogmaals te ontleden, kan worden gesteld dat de structuur in een Griekse tempelvorm een fronton laat rusten op drie pijlers.

De heer Mouton, ondervoorzitter, treedt als voorzitter op

Indien op het forum van deze tempel anonieme figuren achter maskers van efficiëntie, doeltreffendheid, rendementen, stabiliteit rondwelen in een decor van donkerblauw en twaalf gouden sterren, dan heeft de burger gelijk wanneer hij met groeiend Euroscepticisme meer democratie, meer inspraak, meer doorzichtigheid en meer openheid vraagt. Dan waarderen wij het symbolisch gebaar van de heer Jacques Delors, die naar de nationale parlementen toestapt om in een open confrontatie de Europese eenmaking te bepleiten, te verklaren, te verduidelijken. Dit is een inhoudelijk belangrijk initiatief.

Dan is het even noodzakelijk dat de technici, en zelfs de Europeparlementsleden, afstappen van de Olympos van Schumann of van Straatsburg om voor de burgers dezelfde inspanning als onze regering te leveren, opdat eenieder de Europese integratie als het enige werkbare toekomstperspectief zou ervaren.

Na het Deens referendum en aan de vooravond van een voor ons land belangrijke stemming, aan de vooravond van een Brits signaal, zou het bijzonder onverstandig zijn om mee te werken aan een «bandwagon-effect» en in geladen bewoordingen de Europese Gemeenschap te typeren als een «Brusselse dictatuur» of «geldverslindende bureaucratie». Hier zou men geheel inspielen op een populistische demagogie, die zelfs de Europese integratie in gevaar brengt en er geenszins toe bijdraagt dat de Europese Gemeenschap naar een sociaal democratisch Europa evolueert.

Terecht kan men de vraag stellen welk ander perspectief men de burgers van Europa kan aanbieden, wat de risico's zijn als het integratieproces wordt afgeremd, welke kans wordt vergooid indien grote uitdagingen aan de vooravond van een nieuwe eeuw niet succesvol en gezamenlijk worden opgevolgd. Daarvoor is voorlichting en doorzichtigheid nodig. Daarvoor is ook nodig: een constant uitwisselen van gegevens, het vertalen van conceptuele begrippen, een bewustwording van eensgezindheid, zonder dat de tegenstellingen tussen degenen die pleiten voor meer en anderen die pleiten voor minder integratie tot een blokkering van het proces mag leiden.

Het Deens referendum heeft de aandacht gevestigd op de noodzakelijke wisselwerking tussen een abstracte democratische besluitvorming en het democratisch draagvlak van de juiste opties.

Het Franse referendum heeft een dynamiek ontwikkeld waarbij, ondanks de hypothec van een intern debat, talloze publicaties over pro en contra de burger betrokken hebben in het Europese discours, daar waar hij voordien mat, soms moedeloos aan de kant bleef staan, het gebeuren over zich heel liet glijden, zich er wel bewust van zijnde dat de beslissingen van Brussel zijn dagelijks leven beheersen, wel geconditioneerd door een symbool-EG als rem op zijn eigen onbegrensde verwachtingen.

En indien, geïnspireerd door een extreem rechts allegaartje, dat er niet voor terugschrikt zich aan de Europese vleespotten te verrijken met het doel de democratie in ditzelfde Europa te ondermijnen, Le Pen Jeanne d'Arc heeft aangeroepen om dan liefst nog met horden skinheads uit Rostock met gestrekte arm het lieleblanke France etnisch te zuiveren, en indien hier te lande sommigen van hun geestesgenoten naar het referendum willen grijpen om waarschijnlijk enkele punten van de zeventig door de *vox populi* te zien verwerpen, dan is ons antwoord klaar en duidelijk: voor ons is het Europa van morgen zeker niet het vierde *Reich* van de *Übermensch*, ook niet van de technocratische *Übermensch*!

Indien voor ons de Europese-gemeenschapsintegratie het enige werkbare toekomstperspectief is en de Europese Gemeenschap een toonbeeld van stabiliteit, welvaart en welzijn in een turbulent Europa moet zijn, dan kan alleen Europa het passende antwoord geven op de belangrijke internationale uitdagingen en nieuwe risico's op het einde van de 20e eeuw of het begin van een nieuwe eeuw.

Indien wij niet willen dat de Europese politiek het werk wordt van « Helmuth, John, François et les autres », dan is voor een klein land als België de Europese integratie de enige wijze om een inbreng te behouden of te verkrijgen in de internationale politieke en economische aangelegenheden, zeker aan de vooravond van een Belgisch voorzitterschap, dat, zoals het nu, gelukkig, traditie wordt, ook parlementair intens moet worden voorbereid.

Onze goedkeuring van het Verdrag van Maastricht is niet zonder voorbehoud. Wij zijn realistisch genoeg om vast te stellen dat het verdrag niet perfect is, maar wel het meest haalbare. Het is realistisch, coherent en voluntaristisch. Het is een ernstige stap naar verdere democratisering.

Toen in 1957 de toenmalige minister werd geïnterpelleerd door Henri Rolin en Paul Struyve omdat de Senaat meende niet voldoende betrokken te zijn bij de onderhandelingen die moesten leiden tot het ondertekenen van het Verdrag van Rome, zegde Paul-Henri Spaak dat ieder zijn eigen bevoegdheden en zijn eigen verantwoordelijkheden had. Maar hij voegde eraan toe: « Je me suis permis, il y a de longues années déjà, de me servir d'une comparaison culinaire: ce que vous avez le droit de connaître et ce que nous avons le devoir de vous donner c'est le menu. Mais laissez-nous préparer les plats à la cuisine comme nous l'entendons. »

Vandaag mogen wij inderdaad reeds in de keuken komen kijken, mogen wij zelfs duidelijk zeggen dat wij de gerechten — met de woorden van Henri Rolin van destijds — « peu cuit, très cuit ou à point » wensen.

Aan de vooravond van fundamentele hervormingen in ons land, waarbij de betrokkenheid van het nationale Parlement bij de Europese besluitvorming in fundamentele teksten wordt opgenomen, zijn wij er ons wel van bewust dat de kans op een echt Europees sociaal beleid en een gemeenschappelijk veiligheidsbeleid nog niet gegrepen werd, maar dat het perspectief ingebouwd is. De Europese integratie is een schoksgewijs proces, waarbij in opeenvolgende fasen vooruitgang geboekt wordt op basis van allesbehalve perfecte compromissen gesloten tussen de lidstaten.

Er zijn eveneens bijkomende maatregelen op het gebied van leefmilieu en sociale politiek nodig, niet alleen om ons te verzetten tegen de wedloop tussen de lidstaten onderling, maar ook omdat wij weten dat bepaalde problemen niet ophouden aan de landsgrenzen. Bovendien moet de solidariteit niet alleen gelden in de schoot van elke lidstaat, maar ook tussen de lidstaten zelf.

De Europese bevoegdheden op het gebied van het leefmilieu en de sociale politiek mogen niet worden beschouwd als een afbraak van de nationale en regionale bevoegdheden in deze materies. Te veel mensen denken nu reeds dat Maastricht een afbraak zal betekenen van de sociale verworvenheden in de rijkste lidstaten.

Voorzeker hadden wij als Vlaamse socialisten een sterker sociaal Europa gewenst. Voorzeker hadden wij niet van het Europa van de intrestvoeten, van de speculatie gedroomd, maar hadden wij op het Europa van de solidariteit gewacht. Wij droomden van een Europa dat zich niet zou opsluiten om zijn eigen patrimonium te beheren, maar zich open zou opstellen ten opzichte van het arme Zuiden, van de nieuwe democratieën van het Oosten die bedreigd worden door een opkomend fascistisch nationalisme en die niet alleen wachten en hopen op hulp en bijstand, maar ook op een lichtpunt in de evolutie naar de toekomst. Nu is het niet langer de tijd voor een koele analyse van teksten. Wij moeten nu bewijzen dat de politiek in een groots project gevoelsmatig, maar daarom niet irrationeel, kan reageren.

Het is geen holle retoriek wanneer wij vandaag een Europa wensen dat bekwaam is een ideaal te verwezenlijken, jongeren te verzamelen rond grote ambities, zoals het veroveren van de ruimte en de bescherming van de aarde en, vóór alles, voor de verdediging van de vrijheid tegen elke discriminatie, tegen elk opkomend verschijnsel van onderdrukking.

Wij wensen een Europa dat drager moet zijn van een humanistische boodschap, bekwaam een organisatorisch sociaal model te leveren voor de wereld van de 21e eeuw.

Wij wensen een Europa dat zich kan verrijken in de verscheidenheid van de volkeren waaruit het is samengesteld en dat niet zoekt naar een uniformering of een standaardisatie van gedragingen.

Is het dan zo ondenkbaar, is het dan politiek zo utopisch in de verscheidenheid de eenheid te kunnen terugvinden in de betrachting naar een Europa dat morgen een antwoord moet geven op de economische matheid, het onveiligheidsgevoel, de hoge werkloosheid, het migratieprobleem, de crisis van de politiek? Is het politiek doemdenken te menen dat verdeeldheid bij het proces van de Europese integratie in de kaart speelt van degenen die het groot politiek ongenoegen exploiteren?

Is het dan zo utopisch, is het dan politiek ondenkbaar dat de democraten in ons land, ongeacht hun soms gefundeerd voorbehoud, hun duidelijk recht op kritiek, hun eigen motivering, als antwoord aan de jeugd, gedreven door die grootse ambities, naar de toekomst gericht, hand in hand en over de verscheidenheid heen, een signaal kan geven van eensgezindheid in de benadering van dit toekomstperspectief? In die geest zal de SP-fractie het Verdrag van Maastricht goedkeuren. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Croo.

De heer De Croo. — Mijnheer de Voorzitter, met dit debat, dat reeds werd voorafgegaan door een debat in twee commissies van de Senaat, kan men twee wegen uit. Men kan de zwakheden, de dubbelzinnigheden, de aarzelingen, de onvolkomenheden en de complexiteit van het Verdrag van Maastricht voortdurend in het daglicht stellen, om vervolgens genuanceerd een houding te bepalen die dan positief kan zijn omdat er geen alternatief is. Men kan ook vragen dat er meer informatie wordt gegeven, dat het zogenoemde « democratisch deficit » wordt gewerkt. Men kan voortdurend aanhalen dat wij er niet in slagen de drijfveer te blijven tussen de openbare opinie en de instanties waar de besluiten worden genomen.

De heer Swaen treedt opnieuw als voorzitter op

Thans kijken wij belangstellend uit naar de aanwijzingen die men in Westminster zal geven. Wij hebben trouwens ook allen met passie het Franse referendum gevolgd. Ik wil vandaag echter iets filosofischer zijn. Ik wil de Senaat kort onderhouden over wat mijns inziens de politieke betekenis is van het Verdrag van Maastricht. Ik wil het ook hebben over de diepgang van de Europese Gemeenschap, over enkele gevaren die volgens mij schuilen achter sommige concepten, en ook over *fortress Europe*. Tenslotte zal ik mijn betoog met enthousiasme, maar ook met omzichtigheid besluiten.

Ik wil enkele woorden zeggen over de politieke betekenis van ons Europa. De Europese Gemeenschap is geboren na de drie opeenvolgende oorlogen die dit continent heeft gekend. De

oorlog van 1870, van 1914-1918 en van 1939-1945. De laatste was de ergste met 35 miljoen slachtoffers. Men heeft gehoopt dat dit zich niet meer zou herhalen en dat de protagonisten Frankrijk en Duitsland, in die mate met elkaar zouden worden verzoend dat een vierde oorlog in West-Europa niet meer mogelijk is.

Na vijftig jaar vrede rijst bijvoorbeeld de vraag wat, zonder de Europese Gemeenschap in het bedroevend drama van ex-Joegoslavië, de houding zou zijn geweest enerzijds van Duitsland en anderzijds van Frankrijk. Wij mogen niet vergeten dat één van de grootste voordelen van de Gemeenschap, die met vallen en opstaan vooruitgaat, haar diepe politieke betekenis is.

Van de Europese Economische Gemeenschap is men naar de Europese Gemeenschap gegaan en evolueert men nu langzaam, maar zeker naar de Europese Unie. Ik deel de mening van gewezen Eerste minister Martens die in de commissie heeft gezegd dat de verruiming naar de zeven lidstaten van de vrijhandelszone voorafgaandelijk en volledig aan de verdieping van de Gemeenschap moet beantwoorden. Landen uit het vroegere Oost-Europa dreigen immers een nationalistische weg op te gaan en willen zich eerst waarmaken bij eigen volk of natie. Aan deze psychologische drang naar eigenheid moet worden weerstaan. Hij moet ondergeschikt zijn aan de integratie, sociaal en economisch, van deze landen in een vrije markteconomie met gepaste maatschappelijke correcties.

Vragen kunnen ook worden gesteld rondom verdoken gevaren. Ik ben er niet van overtuigd dat iedereen de concepten van regio's en subsidiariteit met dezelfde genereuze Europese blik bekijkt.

Er is enerzijds het principe van de subsidiariteit en anderzijds het belang dat nationale en binnenkort regionale parlementen hechten aan inspraak in de voorbereiding van beslissingen in verband met de Europese Unie. Het debat in Groot-Brittannië moet een mentale ommekeer tot stand brengen in het Westminster-parlement. De beslissingen zullen minder en minder de uiting zijn van de volkswil die in dit parlement is vertegenwoordigd. De vraag van de parlementsleden van de lidstaten om voorafgaandelijk betrokken te worden bij elke beslissing kan op een dubbele wijze worden geïnterpreteerd. Enerzijds is er de afscherming van een restsovereiniteit met het leggen van sommige institutionele tijdbommen voor de toekomst en anderzijds het beter laten werken op het regionale of nationale vlak van mechanismen tot het nemen van beslissingen, gevrijwaard van elk overdreven bureaucratisch centralisme.

Ook omtrent de regio's rijzen vragen. Lidstaten zijn geboren uit een nood naar eigen profielen: grenzen, taal, beslissingsstructuren, rechtsmachten, sociale systemen, politieke aspecten en veiligheidsaspecten, normen voor onderwijs en voor cultuur. Willen wij wel de afbraak van deze eigenheden?

Hier mag de regionale impact niet uit de weg worden gegaan. Vlaanderen, Catalonië, Beieren en andere gewesten wensen bevoegdheden over te nemen die hun eigen nationale Staat aan het verre Europa verliest. Er mag evenwel geen verkramping komen op het vlak van de regio's. Het is niet wenselijk op minicentralismen over te stappen om afgestane bevoegdheden van de eigen lidstaat over te nemen.

Het Verdrag van Maastricht moet in elk geval voorkomen dat Europa een op zichzelf gesloten economische en monetaire unie wordt — ook als het slaagt op politiek en democratisch vlak — en ook inzake veiligheid en buitenlandse zaken. Geen *Fortress Europe* dus. Een in zichzelf gekeerd Europa met amper 8 pct. van de wereldbevolking en zonder al te noemenswaardige investeringen voor defensie en eigen veiligheid zou twee nadelen hebben: ten eerste, dat het zich beperkt tot een sociale, fiscale, economische en monetaire realiteit, zelfs als het maar een gedeelte van de lidstaten omvat — *l'Europe à deux vitesses* — op het einde van de twintigste eeuw; en ten tweede, dat het een niet-durvende, logge, eenheid wordt die meer op handel drijft dan op technologische vooruitgang.

Ann. parl. Sénat de Belgique - Session ordinaire 1992-1993
Parlem. Hand. Belgische Senaat - Gewone zitting 1992-1993

Als Europa een *Fortress* wordt zou het wel eens over tien, twintig à dertig jaar kunnen worden uitgesloten van het wereldgebeuren als men ziet wat ons te wachten staat: de nieuwe Noord Amerikaanse eenheidsmarkt; Japan en zijn enorme invloed op het ontwaken van onder meer de volksrepubliek China; Indië, Pakistan en Brazilië — de grote reuzen, vandaag nog met leren voeten, kunnen morgen ontwaken — de dynamische naties van het Verre Oosten, waar niet alleen Taiwan, Hong Kong en Thailand, maar ook Vietnam een rol zullen spelen.

Tenslotte moet in een beweeglijk, filosofisch, taalkundig, cultureel en historisch opengereten West-Europa dat zich langzaam cicatriseert, een nieuwe verdieping van de Europese Unie met enthousiasme en voorzichtigheid worden benaderd. Wij pleiten voor enthousiasme omdat dit de boodschap is van een humanistische, vrije samenleving, economisch bekwaam om alle sociale vang- en noodnetten uit te zetten. Europa moet een model zijn voor een nog groot aantal onderontwikkelde landen in de wereld en zo nodig een democratische dam opwerpen tegenover het militerend integrisme dat langzaam, maar zeker driekwart van de Europese grenzen nadert.

Wij pleiten tegelijk voor voorzichtigheid omdat door een te plotsere over- of inplanting van een te abstract systeem er afstotingsverschijnselen kunnen ontstaan, wat tot een diepgaande crisis kan leiden.

Dan zijn er nog een aantal punten en waarden die Europa zeker niet uit het oog mag verliezen: het inkapselen van het grote Duitsland, de dialoog — die weliswaar duur is — met de landen van het gewezen Sovjetimperium, de kolossale verantwoordelijkheid, historisch en moreel, tegenover de arme derde wereld en het Westers beschavingsmodel, evenwel zonder ouderwets paternalisme dat fel contrasteert met het islamitisch integrisme.

Dames en heren, ik wil niet pretentius doen, maar ik meen dat de liberalen van in den beginne, samen met anderen, vanuit een genereuze humanistische inspiratie ons type van beschaving verdraagzaam en vooruitstrevend hebben willen waarmaken. Dit verdrag is een nieuwe stap op de lange, maar onomkeerbare weg van de Unie van de Europese volkeren. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. de Donnée.

M. de Donnée. — Monsieur le Président, il y a beaucoup à dire sur les imperfections du Traité de Maastricht. Divers collègues ne s'en sont d'ailleurs pas privés aujourd'hui. Toutes ces critiques, fondées pour la plupart, doivent cependant céder le pas devant les trois raisons fondamentales qui justifient la ratification du traité.

D'abord, le traité transcende la dimension économique des traités existants et consacre la finalité politique, humaine, sociale et culturelle de l'Union européenne.

Ensuite, il pose les fondements juridiques d'une politique étrangère et de sécurité commune.

Enfin, il impose la création d'une monnaie unique qui, à partir de 1999, s'étendra d'un noyau dur, d'abord, à tous les Etats membres ensuite.

Examinons de plus près ces trois apports fondamentaux du traité et, premièrement, sa dimension humaine.

Actuellement, les nationalismes et les rivalités économiques ont tendance à diviser les Européens. Mais face aux forces centrifuges du nationalisme et de la concurrence économique, quatre forces centripètes nourrissent heureusement le processus créant une union sans cesse plus étroite entre les peuples d'Europe et, en particulier, entre les peuples des Douze: une conception de l'homme issue de la tradition judéo-chrétienne; une organisation démocratique de la Cité, respectueuse des droits de l'homme et soucieuse de solidarité; l'indivisibilité de leur sécurité; des cultures diversifiées certes, mais plongeant leurs racines dans le même terreau.

Une Communauté européenne à douze, à quinze, à dix-neuf ou plus, qui ne serait qu'une zone de libre-échange, une Europe des marchands ou des banquiers, serait tôt ou tard vouée à l'éclate-

ment. Les secousses qui ont ébranlé, il y a quelques semaines, le système monétaire européen ont démontré, une fois de plus, la fragilité de l'architecture économique de la Communauté. Dès que les choses vont mal sur le plan économique, les égoïsmes nationaux redressent la tête, les querelles interétatiques fleurissent, chacun rejette sur l'autre la faute de ses malheurs, chacun a tendance à reprendre tout ou partie de ses billes! Il faut donc tout mettre en œuvre pour renforcer les liens socioculturels, voire spirituels et éthiques, qui sont à la base de la marche des Européens vers une union politique sans cesse plus étroite.

Le Traité de Maastricht répond — sans doute insuffisamment pour d'aucuns, mais très largement à mes yeux — à cette exigence en dotant la Communauté de nouvelles compétences ou de compétences élargies dans le domaine de la politique sociale, de l'éducation, de la formation professionnelle, de la jeunesse et de la culture. Il serait évidemment détestable de vouloir faire de l'Europe un vaste melting-pot qui gommerait les spécificités culturelles qui constituent une richesse irremplaçable de notre continent. Mais il est essentiel de renforcer le sentiment des Européens qu'au-delà de leur diversité, ils partagent un héritage culturel commun et des valeurs communes, et le Traité de Maastricht va dans ce sens.

Examinons deuxièmement la politique étrangère et de sécurité commune. La sécurité des Européens est indivisible. Leur sécurité ne connaît pas, comme l'économie et le social, de contradictions entre des intérêts à court et à long terme. La motivation profonde des pères de l'Europe en créant la CEEA en 1951 était d'éviter de nouvelles guerres en Europe.

Et pourtant, la guerre du Golfe et la Yougoslavie nous ont rappelé cruellement que la Communauté européenne, géant économique et géant commercial, n'est toujours qu'un nain politique, voire pire encore, un conglomérat de nains politiques sur l'échiquier international.

Malgré les prétentions de certains pays, plus aucun membre de la Communauté n'est capable de jouer isolément un rôle majeur pour prévenir ou gérer des conflits importants en Europe ou ailleurs. Seule une action communautaire pourrait être efficace. Soyons clairs: tant que la Communauté n'aura pas de politique étrangère et de défense commune, elle ne sera pas à même de gérer des crises majeures sans les Etats-Unis, même lorsque ses intérêts justifieraient qu'elle s'en distancie.

En matière de politique étrangère et de sécurité commune, le traité va dans le bon sens, bien qu'il reste beaucoup trop timide. En affirmant explicitement que l'Union européenne se donne pour objectif d'affirmer son identité sur la scène internationale, notamment par la mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune, le traité ouvre la porte à tous les espoirs en la matière. Bien sûr, il ne s'agit encore que d'espoirs, car dans la réalité, la progression vers une politique étrangère et de sécurité commune dépendra de la volonté politique des Douze d'aller de l'avant. Le Conseil devra décider à l'unanimité qu'une action de politique étrangère ou de sécurité fera l'objet d'une action commune. Tous les blocages restent donc possibles, d'autant plus que le traité ne fixe aucune obligation de résultats dans un délai précis.

Par ailleurs, quelle sera la crédibilité d'une politique de sécurité commune tant que la Communauté ne disposera pas d'un outil militaire commun? Rappelez-vous, comme le disait Machiavel, que «l'Histoire se rit des prophètes désarmés». L'absence de volonté politique pourrait donc renvoyer aux calendes grecques la mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune efficace.

Je ne suis donc pas dupe du langage prometteur certes, mais vague du traité. Je crois néanmoins qu'il ouvre définitivement la barrière du chemin qui doit nous conduire à une politique étrangère et à une défense commune. Nous pouvons donc, grâce à Maastricht, avoir en la matière l'optimisme de la volonté plutôt que le pessimisme de l'intelligence.

J'en viens à la monnaie unique. C'est l'acquis le plus concret et le plus important du traité. Elle ne constitue certes pas la finalité de l'Union européenne, mais elle est un outil indispensable pour éviter l'éclatement à terme du grand marché et pour rendre irréversible la marche vers l'union politique des Etats membres de la

Communauté. Je me bornerai à formuler quatre remarques sur la monnaie unique, sujet que mon collègue M. Hatry a parfaitement analysé ce matin.

Nous avons déjà dans les faits une monnaie commune: le deutsche mark. Mais nous ne siégeons pas au comité de direction de la Bundesbank. Si les Douze avaient partagé le pouvoir sur le mark, la République fédérale allemande n'aurait pu financer l'unification allemande comme elle l'a fait. Les taux d'intérêt seraient plus bas et la crise actuelle serait moins profonde. La création de l'écu permettra de partager le pouvoir sur la politique monétaire en Europe.

La crise monétaire du mois de septembre a démontré que la souveraineté monétaire, à laquelle certains sont tant attachés en France et en Grande-Bretagne, n'était en fait que le droit de dévaluer sa monnaie. Cette crise a aussi démontré qu'il est impossible de maintenir la stabilité entre onze monnaies qui coexistent sur un marché, sans entrave à la circulation des capitaux.

La monnaie unique forcera la porte de l'union politique: elle obligera les Etats membres à adopter une politique étrangère commune. Elle fera, en effet, de l'écu une monnaie équivalente au dollar et au yen, avec l'accroissement de responsabilités que cela implique sur l'échiquier international et la nécessité qui en découle d'y parler d'une seule voix.

Tous les Etats membres ne pourront adopter la monnaie unique dès 1999. Il ne peut toutefois — M. Claes l'a dit à juste titre ce matin — être question d'accorder à certains des dérogations définitives ou structurelles en la matière. Ces pays se mettraient de facto en marge du grand marché, lequel ne pourra fonctionner durablement et efficacement sans monnaie unique. Les marchés financiers les en excluraient sans qu'il faille une décision juridique à cet effet.

Je suis persuadé que, malgré leurs réticences psychologiques, compréhensibles étant donné leur passé impérial, les Britanniques finiront par adopter la monnaie unique. La solution alternative serait leur ralliement à la zone dollar! Peut-on en effet imaginer un livre viable coincée entre le dollar et l'écu? Non, évidemment!

Voilà donc, malgré ses lacunes, les trois grandes raisons de dire «oui» au Traité de Maastricht. Je les résume: la dimension humaine incontestable du traité, les perspectives qu'il ouvre en matière de politique étrangère et de sécurité commune et la décision irréversible de créer une monnaie unique dans la Communauté.

Supposons un instant que Maastricht soit ratifié par les Onze cette année et par le Danemark l'an prochain, malgré ses répu gnances. Quelles sont les grandes tâches qui nous attendent pour la suite? J'en vois deux, prioritaires, primordiales mais difficiles à réaliser. On peut les résumer en deux questions.

D'abord, comment rapprocher l'Europe des citoyens, comment ranimer la grande vague populaire porteuse de la construction européenne à la fin des années 80?

Ensuite, comment préparer et réussir l'inéluctable élargissement de la Communauté, auquel M. Hasquin faisait allusion tout à l'heure?

Voyons d'abord comment résorber le divorce entre les dirigeants européens et l'opinion publique. Soyons clairs: le seul remède est la relance économique, la création d'emplois. Ceux qui ont voté contre Maastricht en France, et ceux qui répugnent à voir ratifier le traité en Angleterre, sont des mécontents économiques: agriculteurs, transporteurs, sidérurgistes, mineurs, bref tous ceux qui ont peur pour leur emploi, leur niveau de vie et auxquels des politiciens irresponsables ont fait croire que leurs angoisses et leurs souffrances étaient dues à l'unification européenne.

Il faut certes mieux informer le public, renforcer les pouvoirs du Parlement européen, créer un Comité des régions, nommer un médiateur ou un ombudsman ou prendre d'autres initiatives pour combler le déficit démocratique. Mais ce n'est pas ce déficit-là qui éloigne les citoyens de l'Europe. Evitons tout nombrilisme parlementaire: c'est le déficit d'emplois qui a détourné les citoyens de l'Europe, du message des pères fondateurs et de ceux qui portent aujourd'hui ce message à bout de bras.

Il est donc urgent, comme le propose Jacques Delors, que les Douze prennent des initiatives en matière de relance économique, une fois levée l'hypothèque sur la croissance que constitue l'incertitude de la ratification et celle de la création d'une monnaie unique. Pourquoi ne pas accélérer le développement des réseaux transeuropéens dans les secteurs des transports, des télécommunications, de l'énergie et les investissements d'intérêt commun en matière d'environnement? Ces volets du «paquet Delors II» mériteraient incontestablement la priorité et devraient bénéficier de l'urgence. Ce faisant, on contribuerait à la fois à la relance de la conjoncture et au renforcement de la cohésion économique et sociale entre les Etats membres.

J'en viens au deuxième défi majeur — j'insiste sur ce mot car il en existe beaucoup d'autres, mais ils ont une importance secondaire — celui de la préparation et de la réussite de l'élargissement de la Communauté.

Il faut à tout prix éviter deux écueils en la matière.

D'abord, nous ne pouvons transformer l'Europe en une vaste zone de libre échange sans réelle dimension politique, c'est-à-dire sans politique étrangère et de sécurité, sans citoyenneté européenne, sans monnaie unique adoptée par tous dans un délai prévisible. Cette Europe-là ne pourra qu'éclater, après une période plus ou moins longue de pagaille économique et sociale.

Ensuite, nous ne pouvons pas non plus créer une Europe des malentendus, en ne mettant pas les points sur les «i» avec les candidats à l'adhésion quant à la vocation essentiellement politique de l'Union européenne. Nous ne pouvons pas prendre le risque d'admettre dans la Communauté des Etats qui revendiqueraient demain, à l'instar d'une majorité de Danois aujourd'hui, de ne manger que les corinthes du gâteau ou de se voir attribuer des privilèges qui en feraient des passagers clandestins de la sécurité et de la prospérité communes. Nous devons donc être intransigeants sur l'engagement à prendre par chaque candidat à l'adhésion d'accepter tout le Traité de Maastricht et tout l'acquis communautaire.

Monsieur le Président, pour toutes les raisons que j'ai énoncées, mon groupe votera «oui» sur le Traité de Maastricht. Mais nous dirons «non» à toute velléité de diluer la Communauté dans une vaste zone de libre échange comme un sucre dans une tasse de thé! (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Dierickx.

De heer Dierickx. — Mijnheer de Voorzitter, het is iedereen wel bekend, ik spreek hier in eigen naam.

Op het Verdrag van Maastricht kan heel wat kritiek worden uitgebracht, maar één vraag moet ons denken hierover domineren: Is er wel een alternatief, kunnen wij dit verdrag wel verwerpen? Lopen wij dan niet het risico terug te keren naar de conflictsituaties en de spanningen tussen de nationale Staten zoals wij die vóór de twee wereldoorlogen hebben gekend? Willen wij terug naar de situatie van 1939? Willen wij een Europa waarin de politiek er vooral in bestaat de eigen inflatie en werkloosheid zoveel mogelijk op de buurlanden af te wentelen? Willen wij het risico lopen het Duitse nationalisme opnieuw een goed geweten te verschaffen? Willen wij een Europa gedomineerd door een verenigd Duitsland, zoals sommige Duitsers het zelf ook vrezen? Ook zij zien geen andere uitweg dan een federaal Europa; een SPDer, Hänsch, zei het op de Assisen van Rome: een federaal Europa of een Europa gedomineerd door Duitsland.

Het Verdrag van Maastricht heeft uiteraard zijn eigen inhoud, maar krijgt toch ook een bijzondere betekenis door de debatten eromheen. Na het horen van de argumenten van een Le Pen, een Seguin, en een Chevènement en van vele rechtse krachten die zich tegen Maastricht verzetten, vraag ik mij af hoe men zich nog zomaar tegen dit verdrag kan uitspreken. Het moet worden gesitueerd in de huidige politieke context.

Zoals andere sprekers vóór mij reeds hebben gezegd, is het project om Europa te verenigen het grootste staatkundige project van deze eeuw, groter dan die van Marx en Lenin. Als wij in Europa een federale multiculturele rechtsstaat willen, betekent dit in essentie dat wij in ons continent de machtsverhoudingen tussen de Staten willen vervangen door rechtsverhoudingen tussen de Sta-

ten en de burgers. In de twee wereldoorlogen samen lieten 76 miljoen burgers het leven. Dat willen wij onmogelijk maken. Mogen wij door het verwerpen van Maastricht het risico nemen dit project ten gronde te richten?

Een centrale vraag werd daarnet reeds door de heer Jonckheer gesteld. Hoe staat het met *la potentialité dynamique* van Europa? Welke mogelijkheden liggen er besloten in de Europese integratie? Kan men nog denken aan een sociale politiek buiten de Europese dimensie? Is een drastische arbeidsduurvermindering mogelijk in één enkel land? Moet ook een regionale politiek niet noodgedwongen in het Europese kader worden gevoerd? En vooral, kan men een ecologische politiek voeren in één enkele lidstaat van de Europese Gemeenschap? Kan men de strijd aanvaarden tegen de vervuiling van water en lucht in één enkel land? Voor de groenen is de belangrijkste vraag uiteindelijk: kunnen wij de economie in een minder destructieve richting heroriënteren in één of in enkele landen?

Ook het onthaal van vluchtelingen en migranten moet worden georganiseerd in een Europees democratisch verband.

Mijnheer de Voorzitter, wij moeten ons taalgebruik over Europa veranderen. Wij zullen de burgers van dit continent er niet van afhouden nationalistisch te reageren, als wij er alleen mee doorgaan hen uit te leggen wat de techniek is van de «codecisie», van het medebeslissen en wat bepaalde maatregelen hen opbrengen in geld.

Ik wil niet overdrijven, maar wij moeten toch inzien dat de nationale Staten, die op dit ogenblik Europa vormen, voor een groot deel gebouwd zijn op wat we mogen noemen: politiek romantisme. Wij hebben in het verleden van dit romantisme gebruik en misbruik gemaakt, maar kunnen wij bij de opbouw van Europa afstand doen van elke vorm van politiek romantisme? Moeten wij, in plaats van steeds maar te spreken over de institutionele en de commerciële problemen waarmee wij allen zo zeer begaan zijn, niet meer aandacht besteden aan de rijkdom van het cultureel en natuurlijk patrimonium van dit continent, aan de sociale ingesteldheid die ons kenmerkt en moeten wij niet meer spreken over de verantwoordelijkheid van dit continent ten opzichte van de wereld? Wat zal er gebeuren wanneer de Europese constructie morgen in elkaar zakt, wanneer het Europees Parlement terug naar huis wordt gestuurd? Welke hoop blijft er dan nog voor hen die buiten de EG gewikkeld zijn in gewelddadige conflicten waarvan men denkt dat ze eeuwigdurend zijn? Maar Fransen, Duitsers en Italianen bewijzen nu dat conflicten niet eeuwig zijn.

Mijnheer de minister, er wordt veel gesproken over het democratisch deficit. Is het sinds de late middeleeuwen niet steeds zo geweest, dat de parlementen hebben moeten strijden tegen de vorsten om hun bevoegdheden uit te breiden? Zal ook het Europees Parlement zich niet moeten weren tegen de ministerraden, zoals vroeger de Staten-generaal zich moest weren tegen de dynastische machthebbers? Maastricht geeft dan de parlementsleden nieuwe actiemogelijkheden.

De heer Lallemand heeft gesproken over het Deense voorbeeld. Ik ben het met hem niet eens. Het zou gevaarlijk zijn te doen alsof wij de Europese democratie echt helpen wanneer wij in elk nationaal parlement een commissie oprichten die aan de nationale minister een imperatief mandaat geeft. Het is niet op die manier dat wij de democratie verrijken. De enige methode om van de Europese democratie een werkelijke democratie te maken, is aan het Europees Parlement initiatiefrecht te geven, wetgevende macht en voor een deel ook grondwetgevende. Ik heb amendementen van die strekking ingediend.

Mijnheer de Voorzitter, wij kunnen pessimistisch zijn over Maastricht. Ik zou in dit verband de volgende formule willen gebruiken. Een bestaand besluitvormingsproces kan worden gedemocratiseerd, een onbestaand niet. De politieke leiders hebben een moeilijke opdracht, want de confusie is in de geesten nog steeds zeer groot. Wij spreken nog steeds over de vereniging van Europa, maar tegelijkertijd over het zelfbeschikkingsrecht van alle volkeren. Over soevereiniteit en samenwerking spreken in eenzelfde zin maakt het niet gemakkelijk voor de burger. Ook in België hebben we het tegelijkertijd over een vereniging op Europees niveau en een splitsing op nationaal. Ik ga daar echter nu niet verder op in.

Is het eigenlijk wel zinvol zo maar tegen Maastricht te zijn? Moeten wij niet meer gekant zijn tegen Major, tegen de Bundesbank, of tegen onszelf? Het zijn tenslotte onze gedachtenstromingen die de nationale regeringen vormen en de nationale regeringen schragen. Het zijn die nationale regeringen die de kracht niet opbrengen om het Europa te verwezenlijken dat door ons zozeer wordt gewenst.

Mijnheer de Voorzitter, ik eindig met de volgende zin. Wij hebben behoefte aan staatslieden die niet als noodzakelijk aanvaarden wat populair is, maar die populair maken wat noodzakelijk is. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Verreycken die in zijn toespraak eveneens zijn amendementen zal verdedigen.

De heer Verreycken. — Mijnheer de Voorzitter, reeds in 1980 adviseerde de Raad van State over het stemrecht voor vreemdelingen: «De onderzochte wetsvoorstellen zijn niet overeen te brengen met de thans geldende bepalingen van de Grondwet.»

In 1986 werd door de regering dezelfde vraag gesteld, waarop de Raad van State droogjes antwoordde: «Bij een nieuw onderzoek van de bewuste kwestie stelt de Raad van State vast dat er geen enkel rechtsgevegeven voorhanden is dat grond zou opleveren voor een andere conclusie.»

Opnieuw, naar aanleiding van Maastricht, zegt de Raad van State: «De vreemdelingen die al dan niet EEG-onderdanen zijn kunnen niet deelnemen aan de gemeenteraadsverkiezingen.» De Raad van State reikt wel een redplank aan en zegt: «Het is niet geraden het verdrag goed te keuren, alvorens artikel 4 van de Grondwet te herzien.»

De regering hoont de Raad van State weg. Het verslag van de commissiewerkzaamheden vermeldt de woorden van de minister: «De regering acht het verkieslijk te weten welke richting de Commissie en de Raad ter zake zullen uitgaan, vooraleer te beslissen hoe de Grondwet aangepast moet worden.» Met andere woorden: keur eerst «Maastricht» goed, wacht dan af wat de Europese instanties ermee zullen aanvangen, en pas daarna de Grondwet aan, conform de bevelen van de eurocraten! Is er nog iemand die kan betwijfelen dat de veelbeleden subsidiariteit hier volkomen wordt uitgehouden en omgekeerd?

De regering, bij monde van de minister in de commissie, zocht zich blijkbaar een ongeluk naar argumenten om toch de Grondwet te kunnen omzeilen. Zij werd daarin niet gesteund door de Raad van State en evenmin door het «Adviescomité voor Europese aangelegenheden», dat in zijn evaluatieverslag duidelijk bepaalde dat «de bepaling van artikel 8b van het verdrag aan buitenlanders een recht verleent dat door de Grondwet uitdrukkelijk alleen is toegekend aan de houders van de Belgische nationaliteit». De evaluatiecommissie besluit dat het niet voorafgaand wijzigen van de Grondwet, dezelfde Grondwet schaadt in de functie van waarborg voor de rechten van de burgers.

Wat doet de minister in uiterste nood? Hij beroept zich op de autoriteit van een andere Raad van State om toch maar gelijk te krijgen. Ik citeer: «De Raad van State van Luxemburg heeft over dit punt een advies uitgebracht dat in de tegenovergestelde richting gaat van het advies van onze Raad van State.» Wat een opluchting!

De uitwerking van een advies van een buitenlandse Raad van State op onze besluiten moet nihil zijn. Indien niet, dan beroep ik mij vanaf nu op de besluiten van de Raad van State van Patagonië en op de uitspraken van de Patagonische consul, om uitspraken van onze Raad van State te kunnen verwerpen.

Vandaag wordt u dit gevraagd. Vandaag wordt u gevraagd om toch de Grondwet te wijzigen, bij gewone meerderheid. Want wanneer u dit verdrag goedkeurt, inbegrepen het artikel 8b dat een burgerschap van de unie invoert, wijzigt u de facto artikel 4 van de Grondwet. De internationale verdragen hebben immers voorrang op de nationale wetgeving.

Ratificatie van dit verdrag zal aan niet-houders van de nationaliteit stemrecht toekennen, terwijl Belgen nog steeds lijden onder stemplicht. Ratificatie van dit verdrag zal van de Grondwet een bibliotheekversiering maken.

Het is dezelfde Grondwet waarmee men mij al regelmatig om de oren heeft geslagen om mij duidelijk te maken dat bepaalde wetsvoorstellen niet conform de Grondwet waren. Deze Grondwet kan nu klaarblijkelijk probleemloos terzijde worden geschoven.

Mijn beroep op de Grondwet betekent allermindst een goedkeuring van het burgerschap van de unie. Het Vlaams Blok verwerpt een Europees staatsburgerschap. Men kan maar tot één gemeenschap behoren, met name tot die gemeenschap waarmee men taal, grondgebied, cultuur en geschiedenis deelt.

Ik wens geen anoniem smeltkroesburger te worden, maar Vlaming te blijven. Dit volksnationalisme, dat het welzijn van het eigen volk nastreeft, vormt de grondslag van de partij die ik vertegenwoordig.

Wij hebben het helemaal niet nodig dat senatoren van andere partijen hier komen vertellen wat het Vlaams Blok eigenlijk bedoelt met zijn slogan «Eigen volk eerst». Wij hebben geen nood aan betweterigheid of aan interpretatoren. Het is voor ons helemaal geen probleem ons te bekennen tot een compromisloos nationalisme, tot het afwijzen van de kunstmatigheid die ons wordt opgedrongen en van de smeltkroesstaat.

Alvast één van de kleinere volkeren van Europa heeft het Europese gevaar ingezien. Ondanks een grootscheepse campagne vanwege haast alle partijen, alle vakbonden, alle sociale organisaties, zegden de Denen «nee» tegen dit verdrag. Wat hun volle recht was. Een recht dat hooghartig werd afgewezen door de Europese smaakmakers.

Dit naast zich neerleggen van de Deense afwijzing is alvast illustratief voor het lot dat alle kleinere volkeren beschoren is in een mastodont-Europa, dat men ons wil opdringen. Het verbaal toegekende zelfbeslissingsrecht wordt minachtend afgewezen wanneer het een ander geluid dan het Eurofiele te horen geeft. Zelfs de eigen Europese unanimiteitseis wordt niet gehandhaafd!

Is dat het Europa waar wij op afstevenen? Het Europa waarin een ambtenarenverdrag, opgemaakt in een volkerenvreemde ivooren toren, meer waard is dan een politiek feit, meer waard is dan een Deens referendum? Een hatelijk Europa, dat zijn wil opdringt aan de volkeren? Voor zo'n Europa, totaal ongevoelig voor de eigenheid van de samenstellende delen, bedank ik nadrukkelijk.

Het lijkt me trouwens onmogelijk om dit verdrag in zijn totaliteit goed te keuren, niet enkel omdat het de Grondwet wijzigt zonder dat daarvoor een tweederde meerderheid werd gevonden, maar ook omdat in de aanhef wordt vermeld dat de lidstaten, met inbegrip van Denemarken, vertegenwoordigd door de Deense Koningin, de Deense ministers van Buitenlandse Zaken en van Economische Zaken, «overeenstemming hebben bereikt».

Deze aanhef is reeds fout, vermits de Deense Koningin, noch haar ministers enig mandaat ter zake kregen vanwege de Deense bevolking. Een goedkeuring van het verdrag met ongewijzigde aanhef is een goedkeuring van een onbestaand verdrag, is een goedkeuring van een tekst die niet klopt. Ik vraag me dus af of de regering deze onjuiste aanhef zal amenderen of een foute tekst door de meerderheid zal laten goedkeuren.

Het verdrag lijkt een vlucht naar voor te willen inluiden vanwege de centralisten. Bevoegdheden worden toegewezen aan een centraal, bevoogdend Europees niveau. Het lijkt me aangewezen, gezien de decentralistische evolutie in de verschillende lidstaten, om een Europa te bouwen gestoeld op vrije volkeren.

Na het wegvallen van de moordende communistische druk, verschenen in Oost-Europa volkeren waarvan de staatsnationalisten nog nooit hadden gehoord. Nu wordt algemeen aanvaard dat deze volkeren recht hebben op zelfbeschikking, op onafhankelijkheid, op een eigen natie. Ook in West-Europa spreekt men gemeenzaam van Fransen, Duitsers, of Belgen, ten minste voorlopig nog. Er komt zeker een tijd waarin ook Basken, Bretonen, Galiciërs, Occitanen, Walen, Vlamingen, Friezen, naast zo vele andere volkeren, even volwaardig zullen zijn als Kroaten, Slovenen, Tsjechen, Slovakken, Esten, Letten en Litouwers.

Aan hen wordt wel onafhankelijkheid gewaarborgd. Dáár is er dus geen enkel probleem, hier wordt diezelfde onafhankelijkheid, diezelfde natievorming niet gewaarborgd. De huidige ontwikkeling kan echter niet worden afgeremd door ideologisch

gekleurde sneren naar alle nationalist en extreem-nationalisten die in dit debat naar voren zijn gebracht. Evenmin hebben alle heilige verklaringen kunnen beletten dat een muur is gevallen, hoewel iedereen dacht dat deze voor de eeuwigheid was gebouwd. Europa, het Europa van de Staten hoeft dus helemaal niet op te treden als een soort van super-België, door volkeren te beknotten. De opmerkingen in het verdrag dat cultuur en onderwijs « zo nodig kunnen worden aangevuld » geven blijk van een onaanvaardbare inmenging van bovenuit. Een inmenging die haaks staat op de beleden subsidiariteit, die trouwens omgekeerd wordt ingevuld door het verdrag. Bevoegdheden worden helemaal niet toegewezen aan de niveaus die het dichtst bij de bestuursde liggen. Bevoegdheden worden weggetrokken naar ambtenaren op bovenniveau.

Artikel 38 uit het verdrag dat de notie subsidiariteit invoert, moet worden herschreven. Zeer duidelijk moet daarin worden gesteld dat volksgebonden materies, zoals cultuur en onderwijs niet aan inmenging onderhevig kunnen zijn. Ook dit zwakke onhoudbare artikel, dat een omgekeerde subsidiariteit organiseert, moet ons ertoe aanzetten om het verdrag in zijn huidige redactie af te wijzen. Wat de Europese volkeren zelf kunnen doen, moet niet worden voorgedraaid door Eurofielen, door Eurocraten.

Ik vat samen. Het Vlaams Blok kan geen omgekeerde subsidiariteit aanvaarden en eist dat cultuur en onderwijs tot de onaangetaste bevoegdheden van de volkeren blijven behoren. Het Vlaams Blok wijst het burgerschap van de unie en het daaraan gekoppelde stemrecht voor niet-nationaliteitshouders af als bedreigend voor de eigen volksgemeenschap.

Het lijkt me aangewezen om dit Eurofiel verdrag ter beoordeling voor te leggen aan de volkeren die België bewonen. Een adviserende volksraadpleging kan toch niemand beangstigen. De voorbije volksraadplegingen in Denemarken, Ierland en Frankrijk toonden trouwens aan dat de interesse van de bevolking zeker werd gewekt door het loutere uitschrijven van een raadpleging.

Wanneer ik zojuist de heer Erdman hoorde verwijzen naar die verschillende referenda, verbaasde het mij toch dat hij eerst toejuichte dat de bevolking werd gesensibiliseerd door het uitschrijven van een referendum, dat de bevolking daardoor interesse ging betonen en zich ging verdiepen in de materie, om hem daarna het organiseren van een referendum in eigen land te horen afwijzen met argumenten van 50 jaar geleden. Ik vraag mij af of de bewustmaking van de burgers, het aanzetten tot eigen onderzoek van de materie alleen maar goed is zolang het ver van ons bed, in het buitenland gebeurt, tenzij de Belgische Eurofielen vrezen dat het Deense voorbeeld, samen met de Britse onwil, het Franse ongenoegen en de Duitse wrevel school zouden maken. Misschien vrezen degenen die belang hebben bij Groot-Brussel — de nieuwe Europese betonstad, helemaal niet het middelpunt van Europa, maar wel het toppunt van middelmatigheid in Europa — wel dat lobbyisten worden teruggewezen.

Indien deze bedenkingen onjuist zijn, dan zal het voorstel van het Vlaams Blok tot het houden van een volksraadpleging worden onderzocht. Zelfs het Studiecentrum tot hervorming van de Staat stelt vast dat het invoeren van een raadplegingsreferendum niet ongrondwettig is, en dat een referendum dus probleemloos kan worden gehouden.

Het is mijn overtuiging dat de ware draagwijdte van dit volksontkennende verdrag vele Vlamingen en Walen ertoe zal aanzetten het af te wijzen. Wanneer zij zich in de materie moeten verdiepen, zullen zij de ware draagwijdte ervan leren kennen. Het Vlaams Blok zal het hen in ieder geval reeds voordoen bij de stemming. Wij zeggen nee aan Maastricht omdat wij ja zeggen aan het Europa der volkeren dat wij nastreven.

Het lijkt mij niet aangewezen om de amendementen die door mijn fractie werden ingediend nogmaals apart en uitvoerig toe te lichten. In de voorbije uiteenzetting bleef ik vooral stilstaan bij de motieven waarop ze zijn gebaseerd en ik kon de achterliggende doelstellingen ervan meer dan voldoende duidelijk maken.

Ik leg er alleen de nadruk op dat onze houding ten opzichte van het Verdrag van Maastricht en van Europa, noch onze amendementen tot doel hebben Europa tegen te werken, maar wel het Europa der volkeren voor te bereiden.

In Europa wonen volkeren, leden van volksgemeenschappen, en geen universeel uitwisselbare objecten die men overal probleemloos kan inplanten, die zolang ze werken, rendabel zijn en zwijgen.

De erkenning van de identiteit, van de soevereiniteit van de volkeren en van de zelfbesliste subsidiaire toewijzing van bevoegdheden naar een bovenniveau moet en zal de eerste bekommerning zijn van volksnationalisten. Dit is volkomen in tegenpraak met wat ons nu in de maag wordt gesplitst.

Dat wij ter vrijwaring van de volksbelangen steeds in een conflictsituatie zullen terechtkomen met staatsnationalisten die enkel feodale grenzen als bepalend aanvaarden, zal ons er allerminst van weerhouden om onze opdracht voort te zetten. (Applaus.)

M. le Président. — La parole est à M. Cerexhe.

M. Cerexhe. — Monsieur le Président, l'Union européenne est un concept qui n'est pas neuf. Au sommet de Paris, en 1972 déjà, les chefs d'Etat et de gouvernement déclaraient qu'il y avait lieu de transformer leurs relations en une Union européenne.

Le préambule à l'Acte unique européen en 1987 indiquait déjà clairement que l'objectif poursuivi était de faire progresser l'Union européenne.

Le Traité de Maastricht donnera aujourd'hui à cette Union européenne un contenu positif au niveau des compétences et va aussi parfaire la structure institutionnelle. En effet, je suis convaincu que le débat institutionnel dans le cadre de l'Union européenne est capital. Dès lors qu'on touche à des points aussi essentiels de la souveraineté nationale que la monnaie, la sécurité et la défense, il y a lieu de s'interroger sur la nature démocratique des entités auxquelles ces transferts sont opérés.

Je voudrais très brièvement évoquer quelques aspects de cette problématique institutionnelle en tentant de répondre à deux questions. D'abord, le système institutionnel des Communautés aujourd'hui, de l'union demain, a-t-il une assise suffisamment démocratique? Ensuite, existe-t-il chez les Européens une prise de conscience de leur solidarité et de leur destin commun?

Envisageons d'abord le problème du fonctionnement des institutions. L'idée de Pierre Uri en 1952 et en 1958, au moment de la création des Communautés européennes, relevait réellement du génie. Conscient que l'Europe ne pouvait pas se faire sans les Etats mais qu'elle ne pouvait pas non plus se fonder exclusivement sur ceux-ci, il avait imaginé un processus de décision basé sur un dialogue entre la Commission, expression de la conscience européenne et de la légitimité communautaire, et le Conseil, expression de la légitimité des Etats. Mais il faut reconnaître que, dans ce dialogue, le Parlement intervenait d'une manière tout à fait marginale et à titre purement consultatif.

Si les Traités de Luxembourg de 1970 et de 1975 ont permis d'accroître les compétences du Parlement en matière budgétaire, c'est à partir de son élection au suffrage universel direct que la dimension démocratique de la Communauté a manifesté ses faiblesses désignées par le vocable de « déficit démocratique ».

A ces faiblesses le Traité de Maastricht apporte-t-il aujourd'hui une réponse? En partie, oui. Le Parlement sera demain mieux associé au processus de décision. A cet égard, je voudrais me référer à l'article 189 du Traité de Maastricht qui m'apparaît fondamental. Alors que dans le texte du Traité de Rome, l'article 189 prévoyait qu'il appartenait au Conseil et à la Commission de prendre les directives et les règlements, aujourd'hui, le Traité de Maastricht a une portée tout autre. Je cite l'article 189: « Le Parlement européen ... » — remarquez qu'il est nommé en premier lieu — « ... conjointement avec le Conseil et la Commission prennent les règlements et les directives. »

Concrètement, comment va se traduire ce renforcement du rôle du Parlement européen?

D'abord, son pouvoir de contrôle sur la Commission est accru. Désormais, outre la possibilité de déposer une motion de censure — qui n'a d'ailleurs jamais abouti — le Parlement va participer — comme dans un régime parlementaire classique — à l'investi-

ture de la Commission, celle-ci tirera donc sa légitimité non seulement de l'accord des gouvernements mais également du vote du Parlement et aura par conséquent une légitimité populaire.

Ensuite, les moyens de pression du Parlement sur la Commission sont également renforcés par l'article 137A du traité qui lui donne la possibilité, à la majorité de ses membres, d'inviter la Commission à lui présenter des propositions. Le Parlement se voit ainsi reconnaître — ce qui m'apparaît tout à fait légitime au niveau d'une institution parlementaire — un certain droit d'initiative auquel — il faut le regretter — la Commission s'était opposée, voulant conserver pour elle seule le monopole de l'initiative parlementaire.

Enfin, Maastricht développe le rôle législatif du Parlement qui n'est plus, comme à l'origine, un organe purement consultatif. La procédure de coopération, qui avait déjà été mise en place en 1987 par l'Acte unique européen, est développée. Mais l'élément le plus novateur réside dans la reconnaissance au Parlement d'un pouvoir de codécision, c'est-à-dire, dans un certain nombre de secteurs, d'un véritable droit de veto.

Si l'on ajoute que l'exigence de l'avis conforme du Parlement, actuellement nécessaire pour quelques actes importants, comme l'adhésion de nouveaux Etats ou l'association d'Etats tiers, est étendue à d'autres domaines, on se rend compte que le Parlement et que les institutions européennes obtiennent une véritable dimension démocratique, ce qui devra permettre de renforcer la crédibilité du Parlement.

Mais tout n'est pas parfait sur le plan institutionnel. S'il est vrai que l'union dispose, avec ses trois piliers, d'un cadre unique, il convient de reconnaître que dans un certain nombre de domaines, les véritables acteurs de l'union restent les Etats, soit directement, soit indirectement à travers le Conseil européen. Il conviendra d'être très attentif afin d'éviter toute contamination des procédures communautaires par des procédures de type intergouvernemental.

Mais, comme d'autres, je regretterai la complexité des procédures de décision au niveau communautaire, complexité qui risque, sinon de rendre le pouvoir occulte, du moins de l'occulter.

Je répondrai à présent à ma deuxième interrogation. Maastricht répond-il à la nécessité d'une prise de conscience par les Européens de leur appartenance à l'Europe? Il est vrai qu'en organisant la libre circulation des personnes et en prohibant toute discrimination fondée sur la nationalité, le Traité de Rome avait déjà jeté les bases d'une citoyenneté européenne. Le permis de conduire et le passeport européens ont concrétisé cette situation. Le Traité de Maastricht réalise à cet égard une avancée importante. D'une part, il affirme dans un texte qu'«est citoyen de l'union toute personne ayant la nationalité d'un Etat membre». D'autre part, il donne à cette citoyenneté un contenu, notamment politique, en reconnaissant le droit de vote actif et passif aux élections municipales et européennes.

Si l'on ajoute à cela une protection commune diplomatique extérieure, la citoyenneté européenne apparaît probablement comme une des expressions et une des manifestations les plus tangibles de la logique fédérale qui préside à la construction de l'Europe.

Mais ce sera probablement la réalisation de l'union économique et de l'unité monétaire qui constituera le facteur le plus important de cette solidarité européenne. En 1776, c'est le dollar qui a fait, en partie, les Etats-Unis d'Amérique. Demain, ce sera peut-être l'écu qui constituera le ciment de la construction européenne.

Monsieur le Président, quelles conclusions peut-on émettre quant à l'après-Maastricht? L'Union européenne, à travers le Traité de Maastricht, réalise sans aucun doute un saut qualitatif important dans la voie de l'union politique. Le traité donne à cette union une dimension plus humaine à travers un certain nombre de politiques, dans les domaines de la culture, de la santé, de la protection du consommateur, de la citoyenneté, notion à laquelle je viens de faire allusion.

Mais l'union sera très rapidement confrontée à deux problèmes fondamentaux: d'une part, celui de l'élargissement et, d'autre part, celui de l'application et de l'interprétation du principe de subsidiarité.

De nombreux Etats souhaitent adhérer à l'union: les pays de l'AELE, Malte, Chypre, la Turquie et un certain nombre de pays de l'Est. Alors que le Traité de Maastricht engage un processus qui doit conduire à une Europe fédérale, peut-on prendre le risque de perturber cette évolution par un élargissement à des pays dont les structures économiques, sociales et industrielles ne sont pas comparables à celles des Douze et surtout à des pays dont le statut politique pourrait faire obstacle à la réalisation des finalités politiques de l'Union?

En réalité, avant de s'engager dans la voie de l'élargissement, il faut donner à l'union une base constitutionnelle sans laquelle on risque l'aventure. Celle-ci pourrait se traduire par l'échec ou l'affaiblissement de l'Union européenne, ce qui n'exclut pas que nous ayons des modalités de coopération ou d'association à respecter à l'égard des candidats.

Nous allons être confrontés à un deuxième défi: le problème de l'interprétation du principe de subsidiarité. Ce principe domine, aujourd'hui, l'ensemble du traité. Il ne figurait pas, en tant que principe général, dans les traités instituant les Communautés européennes. En soi, ce principe est parfaitement légitime. Il ne faut faire, au niveau communautaire, que ce que les Etats, en raison de leur dimension ou de l'impact de l'action, ne peuvent réaliser isolément.

Prenons garde, cependant. Invoquer la subsidiarité et l'appliquer à une construction qui reste embryonnaire et non encore définie pourrait cacher une opération de démantèlement.

Le principe de subsidiarité risque d'être invoqué par les tenants de l'Europe des Etats pour empêcher le développement de l'intégration et faire échec à ce que Robert Schuman voulait en 1952 et que beaucoup d'entre nous souhaitent encore aujourd'hui: une fédération européenne à laquelle le PSC se rallie. (Applaudissements.)

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw Maes.

Mevrouw Maes. — Mijnheer de Voorzitter, op hetzelfde moment dat wij dit debat voeren over het Verdrag van Maastricht wordt het ook in Groot-Brittannië besproken. Het zou goed zijn mochten wij hier over monitoren beschikken om dat debat, dat daar ongetwijfeld meer gepassioneerd is dan hier, te kunnen volgen. Wij zouden dan kunnen vaststellen dat de pleidooien om het Verdrag van Maastricht goed te keuren daar gehouden worden door een combinatie van lieden die zich zelden in elkaars politiek gezelschap bevinden. Hetzelfde kan worden gezegd van degenen die pleiten voor een neen-stem.

Vannacht blijkt er een grote rel te zijn uitgebroken omdat de heer Bangemann zich voor een federaal Europa heeft uitgesproken, daar waar de heer Major zich heeft beijverd om aan zijn Britse partijgenoten uit te leggen dat dankzij zijn inspanningen het verenigd federaal Europa voor goed van de baan was. Men heeft er de verslagen bijgehaald van de besprekingen in Maastricht zoals zij zijn verschenen in een nummer van *Vrij Nederland*, gecommentarieerde notulen, waaruit blijkt dat velen de federale droom niet hebben opgegeven. Zoals de heer de Donné hier sprak van «l'Europe des malentendus» was er ook in Maastricht een «Europe des malentendus». Maastricht wekt nergens enthousiasme.

Mijnheer Dierckx, u hebt daarstraks gepleit voor populariteit. Wel, Maastricht is niet populair.

De vele vergaderingen die in de Senaat aan het verdrag werden gewijd, waren boeiend en verhelderend. Daarvan getuigen de uitstekende verslagen van onze collega's Stroobant, Hatry, De Backer en Henneuse. Wij hadden de gelegenheid de negatieve en de positieve aspecten tegen elkaar af te wegen in het Adviescomité en in de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen. De weerslag daarvan is terug te vinden in het verslag én in het voorstel van resolutie waarover wij straks moeten stemmen.

Deze resolutie die de positieve houding van de meerderheid vergezelt bevat, zoals de resolutie van de Kamer, talloze punten van kritiek. Deze betreffen hoofdzakelijk, maar niet uitsluitend het democratisch deficit, het achterblijven van het sociale Europa ten opzichte van het economische en het monetaire en het feit dat slechts elf en niet twaalf lidstaten de sociale grondrechten onderschrijven.

Mijnheer de minister, wij treden deze kritiek volkomen bij. Wij gaan hem echter niet herhalen want hij kwam hier uitvoerig aan bod. Het is echter juist dat uiteindelijk Maastricht, zoals in *Vrij Nederland* stond, een tombola van grote en kleine wensen was waarin vooral de grote Staten hun slag hebben thuisgehaald, met name Frankrijk, Duitsland en vooral Groot-Brittannië. Het is aan hen te wijten dat het Europees Parlement niet meer macht kreeg zoals Nederland en België wilden. Het is aan hen te wijten dat er geen echt politiek Europa tot stand is gekomen. Het is aan hen te wijten dat het federale concept moest falen tegen de zin van Duitsland. Het is ook aan hen te wijten dat wij ver staan van de verwezenlijking van de Europese droom.

Bij ons en bij ons niet alleen heerst derhalve een gevoel van ontgoocheling. Van meetaf aan stond de Volksunie positief tegenover de uitbouw van een federaal Europa als garantie voor vrijheid, vrede, welvaart en welzijn. Nochtans voldoet de realisatie van het Europees project niet aan onze verwachtingen.

De Europese Gemeenschap is ongetwijfeld een succes op het vlak van de vrije markteconomie en ook vandaag zeggen wij ja aan de Europese Monetaire Unie. De economische samenwerking die een garantie was voor een goede verstandhouding en vrede tussen de Europese landen, is niet de enige factor voor een goed buurtschap. De tegenstellingen met het Oostblok hebben ongetwijfeld ook een zekere samenhang in de hand gewerkt. We kunnen ons zelfs afvragen of niet precies het uiteenvallen van dit blok geleid heeft tot een haastig tot stand brengen van een politieke unie, zonder de nodige voorbereiding.

In dit verband wil ik graag de verklaringen van gewezen Eerste minister Martens aan *Vrij Nederland* citeren: «In Maastricht waren we nog bezig met het Europa dat naar ieders overtuiging automatisch tot stand zou komen. Dat is een misvatting gebleken. Mijn niet te schokken conclusie is: we waren bezig met het Europa van de technocraten, de diplomaten en in de derde plaats pas, de politici. Alles draaide om het compromis. Alles was al vorgebakken... Alle belangrijke hervormingen in de EG zijn voorafgegaan door diepgaande studies... Aan de Economische en Monetaire Unie is een zeer diepgaand rapport-Delors voorafgegaan. Met de Europese politieke unie is het allemaal anders gelopen. Die is geboren uit een impuls: de omwenteling in Oost-Europa. Er was geen referentiekader, er was geen fundamentele studie aan voorafgegaan. De ideeën waren niet helder. We beseften niet waar we mee bezig waren. We hadden niet in de gaten dat onze besluitvorming mijlenver van de publieke opinie verwijderd was.»

Dit besef overheerst inderdaad vandaag de discussie over Europa. Het creëren van een politieke unie is onvoldoende geslaagd om van een succes te kunnen spreken. In Maastricht is aanvaard dat Groot-Brittannië zich apart opstelt tegenover bijna het geheel van het verdrag. Groot-Brittannië wil niet weten van een sociale paragraaf, van een monetaire unie, van een politieke unie, van een uitzicht op een federaal Europa. Blijkbaar was de behoefte om het eengemaakte Duitsland verder te verankeren in de Gemeenschap belangrijker dan de eigen Britse bijdrage tot een echt verenigd Europa. Het treft mij dat vandaag in *The Guardian* onder de titel «A Treaty too far» een advertentie verschijnt voor een boek waarin volgende vraag wordt gesteld: «Can a federal Europe absorb Germany, a country whose economy is the seize of the economies of France and the UK combined? Or will Germany dominate the new Europe...»

De heer De Croo. — Mevrouw Maes, wat is uw alternatief?

Mevrouw Maes. — Daar zal ik het zo dadelijk over hebben. Een paar van mijn ideeën staan zelfs in de resolutie.

De redenen waarom Denemarken zich naderhand bij referendum tegen Europa uitsprak, werden op dat moment als niet ter zake van de hand gedaan. Pas nadat ook de Franse burgers zich ei zo na tegen Maastricht hadden uitgesproken, moest men wel erkennen dat de Europese constructie dreigt niet langer te worden gedragen door het democratisch draagvlak van de burgers en dat de vrees voor een bureaucratische superstaat, die enkel goed is voor bevoorrechte ambtenaren en belangengroepen, niet alleen bij extremisten leeft.

In Birmingham heeft de Europese Raad zich geconcentreerd op de vraag hoe de Gemeenschap meer de zaak van de burgers kan worden. De Raad heeft daar een aantal goede voornemens gemaakt inzake transparantie en concrete suggesties geformuleerd in verband met de openbaarheid van de eigen werkzaamheden, iets waarvoor ook voorzitter Swaen in zijn openingstoespraak heeft gepleit. Hij heeft daarin scherp aangeklaagd dat de Ministerraad, die tegelijk regering en parlement is, «in zijn parlementaire functie elke vorm van openheid schuwt». Dit zijn de woorden van de heer Swaen.

De Europese Raad heeft zich daarover nu zorgen gemaakt, maar toch heeft men in Birmingham, vooral met opluchting, geconstateerd, dat men aan de Deense bezwaren zal kunnen tegemoetkomen door een aantal afwijkingen toe te staan zonder nieuwe onderhandelingen te voeren. Hierbij rijst toch de evidente vraag, mijnheer De Croo: als men zo gerust is in het grote aantal voorstanders, waarom is men dan zo bevreesd voor nieuwe onderhandelingen? Dat is ook mijn antwoord aan de heer Dieckx. Het alternatief voor de verwerping van het Verdrag van Maastricht is niet de terugkeer tot 1939, maar wel naar de verdragen vóór Maastricht en kijken of men niet iets beter tot stand kan brengen. (*Applaus.*) Men gaat er echter eerder van uit dat nieuwe onderhandelingen niet tot een succes kunnen leiden.

Toch leeft bij de kleine landen de vraag naar hun invloed op het Europees niveau. Zal het Deense voorbeeld met het afdwingen van afwijkingen op een aantal terreinen de enige manier zijn om in de toekomst de groten te dwingen rekening te houden met de kleinen? De wijze waarop de Europese Gemeenschap ten bate van Frankrijk de GATT-onderhandelingen blokkeert, doet het ergste vrezen. Toch zullen degenen die Europa liever uitbreiden met rijke dan met arme partners rekening moeten houden met de kritiek van de burgers. Noorwegen vraagt zich af wat er nog zal overblijven van zijn sterke democratische en sociale tradities, wanneer de beslissingen in Brussel worden genomen. Andere landen brengen kritiek uit op het opgeven van de neutraliteit, nog voordat een Europees defensiebeleid werd geformuleerd. Ook de voorzitter van het Oostenrijks parlement heeft deze kritiek hier vorige week naar voren gebracht.

Binnen de Twaalf bestaan er grote welvaartsverschillen en zolang de sociale pijnen bij de groei naar eenheid door voldoende financiële injecties kunnen worden verzacht, zullen de landen rond de Middellandse Zee hun kritiek wellicht inslikken en hun burgers in toom kunnen houden. Het pleidooi van sommigen voor een Europa met twee snelheden lijkt desalniettemin niet op de eerste plaats ingegeven door democratische, maar wel door economische en financiële bekommernissen.

Als men Europa een duurzame onderbouw wil geven, volstaat het economische belang niet, want als het erop aankomt is dit uiteindelijk een eigenbelang. Een verenigd Europa zal pas dan kans op slagen hebben wanneer alle burgers het als een gemeenschappelijk vaderland erkennen. Solidariteit zal maar worden opgebracht wanneer een gemeenschappelijk ideaal binnen de grote Europese culturele ruimte kan worden bereikt.

Deze ruimte is groter dan de ruimte van de Twaalf, zelfs groter dan die ruimte, eventueel vergroot met deze van de landen van de Europese Vrijhandelsassociatie. Zij aanvaardt ook Polen, Hongarije, Tsjechië en Slovakije, die zich kandidaat stelden voor de Gemeenschap, maar aan wie de huidige Gemeenschap restricties voor hun handel oplegde. Er is zelfs geen kalender met enige hoop voor hun toetreding. Willen wij deze landen bijgevolg echt de kans geven om zich om te vormen van Sovjetsatellieten tot echte welvarende democratische landen? Zal de vraag naar verruiming of verdieping van de Gemeenschap, die ook in dit debat vaak werd gesteld, worden beantwoord door een antwoord «à la carte», of naargelang het om een armer of een rijk land gaat? Zien wij het Europa van de toekomst als een rijke vesting van landen in een wereld vol armoede en geweld? Voor de wereldvrede zou dit een belangrijk vooruitzicht zijn. Maastricht geeft er ook geen antwoord op. De vraag naar een democratisch Europa wordt afgedaan met het subsidiariteitsbeginsel. Ik kom daar nog op terug, omdat het niet duidelijk is. Ik stel in de resolutie een verduidelijking voor.

Binnen de Europese culturele ruimte moet naast het respect voor de mensenrechten ook het respect voor de culturele identiteit en de historische eigenheid van de regio's en territoriale gemeenschappen vooropstaan. Dit is onvoldoende erkend en gewaardeerd. Dat is dan ook, zoals door de heer Kuijpers vanmorgen is uiteengezet, de zwaarste, maar niet de enige reden voor onze neenstem. Wij willen immers dat het comité van advies een echt besluitvormend beslissend comité is, dat ons de garantie biedt dat het op democratische wijze zal zijn samengesteld. Immers, 150 jaar Vlaamse beweging betekent 150 jaar strijd voor de erkenning van onze culturele identiteit in België. 150 jaar strijd voor de sociale ontvoogding, voor de erkenning van de menselijke waardigheid van de kleine Vlaamse mens in de fabriek, in het leger en aan het front, de strijd voor politieke medezeggenschap en voor democratische rechten zijn allemaal waarden die niet in marktketenen kunnen worden uitgedrukt. Ook anderen komen daarvoor op. Deze droom willen wij niet opgeven, maar binnen en buiten de Gemeenschap willen wij, samen met de voorstanders van deze waarden, blijven groeien naar een echte Europese eenheid in verscheidenheid, ten bate van de vrijheid, de rechtvaardigheid en de vrede.

Van Wilderode heeft in een vers gedicht: «De wereld die wij willen is Europa, uit zoveel eeuwen ongeduld verzameld en toegezegd aan wie geen wanhoop kennen.» (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. Desmedt.

M. Desmedt. — Monsieur le Président, lors de ma première intervention, j'ai tenté de démontrer que le Traité de Maastricht constitue une avancée incontestable sur la voie d'une Europe fédérale et démocratique.

Il faut cependant constater une grande indifférence du citoyen à l'égard de la construction européenne et même, bien souvent, une sourde hostilité. Cette attitude a des causes diverses. Beaucoup craignent, à tort, des retombées négatives de cette Europe qui se bâtit. Par ailleurs, et notamment en Belgique, on ne perçoit généralement l'Europe qu'à partir de la Commission et de la lourde machine administrative qu'elle entraîne.

Pendant près de trente ans, soit depuis le Traité de Rome jusqu'à l'Acte unique, le rôle de l'Europe a été presque exclusivement économique, ce qui a donné à son action un aspect technocratique et qui est resté présent jusqu'à ce jour, les compétences des institutions européennes semblant fort éloignées des soucis quotidiens des citoyens. Il n'est, dès lors, pas étonnant que le rejet qui se manifeste souvent à l'égard du pouvoir national soit encore plus vif à l'égard de la Communauté européenne.

Il importe donc que l'Europe fournisse un véritable effort de relations publiques envers les citoyens européens, et ce n'est pas de la façon dont le Traité de Maastricht est présenté qu'on améliorera cette situation. Il nous appartient à tous — et notamment à nous, parlementaires nationaux — de faire, dans ce domaine, un effort d'explication et de clarification.

Le traité introduit la notion de citoyenneté de l'Union européenne qui devrait intéresser tous les Européens.

Tout d'abord, il faudrait que chacun comprenne que le principe de la libre circulation va bien au-delà d'un concept économique, mais représente vraiment l'abolition des frontières et la libre circulation totale des personnes. De même, la protection diplomatique accordée par tout Etat de la Communauté à tout ressortissant de celle-ci a une portée concrète qui va au-delà de sa valeur symbolique.

Le droit de vote et d'éligibilité accordé à tout ressortissant européen, où qu'il réside dans la Communauté, pour les élections européennes et communales, est également fort important. Le FDF considère qu'il eût été hautement souhaitable de modifier sans tarder l'article 4 de la Constitution pour permettre l'applicabilité de ce principe.

De même, nous regrettons vivement les tergiversations du gouvernement belge, qui empêcheront concrètement l'application de cette disposition lors des élections communales d'octobre 1994. On ne peut pas à la fois se dire européen et en refuser — fût-ce partiellement — les conséquences pour des motifs partisans.

Un autre aspect du déficit démocratique réside évidemment dans le rôle réduit dans lequel est maintenu le Parlement européen. Il est évident que, par le Traité de Maastricht, les pouvoirs du Parlement européen n'augmenteront pas en fonction de l'élargissement des compétences de la Communauté. De même, ce Parlement reste privé de ce qui fait l'essence même du rôle d'un Parlement, à savoir le droit d'initiative législative. Cela est regrettable. C'est le Conseil des ministres qui reste le véritable moteur législatif au niveau de la Communauté. De plus, toutes les matières intergouvernementales continuent à échapper au contrôle du Parlement.

Cependant, de timides améliorations apparaissent dans le Traité: tout d'abord, le pouvoir de codécision qui concerne certaines matières limitativement énumérées et plus techniques que politiques. Au terme d'une procédure complexe, le Parlement peut obtenir le retrait d'un projet. C'est peu de chose. Par contre, le Parlement disposera d'un certain pouvoir d'investiture du président et de la Commission qu'il peut, par ailleurs, censurer.

On note donc un certain progrès quant au rôle du Parlement, mais il est nettement insuffisant, et on peut s'étonner de la méfiance que manifestent ainsi les gouvernements à l'égard d'une assemblée composée d'élus directs. Il y a donc encore beaucoup à faire dans ce domaine.

Le problème de l'élargissement futur de la Communauté est complexe: à trop s'élargir, la Communauté ne risque-t-elle pas de perdre son identité? Actuellement, nous constatons déjà qu'un important pays membre freine l'intégration européenne dans divers domaines tels que l'union monétaire, la politique sociale ou la politique de sécurité. Cependant, nous avons des obligations morales à l'égard des pays de l'Europe de l'Est qui frapperont à la porte de la Communauté. Sachons que leur intégration sera longue et difficile.

Monsieur le Président, la construction européenne va dans le sens de l'histoire. Elle est la seule chance, pour notre continent, de tenir sa place dans le monde. Cette construction a, en fait, commencé au lendemain de la seconde guerre mondiale et, formellement, lors de la signature du Traité de Rome, en 1957. Depuis — on l'oublie trop facilement — les Etats-membres ont vécu dans la paix avec un niveau de vie de plus en plus élevé.

L'Europe doit devenir un modèle de civilisation, de tolérance et de pluralisme. La citoyenneté européenne doit, à terme, conduire à l'élimination des nationalismes réducteurs.

Bien qu'imparfait, comme toute œuvre humaine, le Traité de Maastricht constitue une étape importante dans cette direction. Nous l'approuverons donc, non par résignation ou faute de mieux mais, au contraire, avec une grande conviction. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Seeuws.

De heer Seeuws. — Mijnheer de Voorzitter, in oktober jongstleden voerde de Raad van Europa een uitvoerig debat over de politieke consequenties van het Verdrag van Maastricht, onmiddellijk dus na het nipte «ja» van het Franse referendum.

Dit verdrag maakt van de Gemeenschap de harde kern van het «Grote Europa», waarvan de grondslag nu reeds in de Europese Raad wordt gelegd door de toetreding van landen uit Oost- en West-Europa die nog geen toegang hebben tot de Twaalf.

Het is natuurlijk geen toeval dat de Raad dit debat juist dan organiseerde: de inwerkingtreding van het verdrag heeft immers niet enkel politieke gevolgen voor de Twaalf maar ook voor het geheel van de andere Europese staten.

De uitslag van de referenda in Denemarken en in Frankrijk hebben echter aangetoond dat de Europese Unie er slechts komt indien de burgers de Europese gedachte steunen.

De debatten over de goedkeuring van het Verdrag van Maastricht hebben de vervreemding van de burger duidelijk gemaakt. Het is niet alleen ingewikkeld gebleken, zoals de samenwerkingsprocedure aantoonde, het heeft ook de gebreken blootgelegd met betrekking tot het onvoldoende aan bod komen van de sociale en ecologische aspecten en van het fameuze «democratisch deficit».

De politiek verantwoordelijken hebben zich indertijd wellicht teveel laten leiden door de verheven Europese doeleinden die ze nastreefden en die werden geconcretiseerd in de preambules en de Verdragen van Parijs, Rome en Maastricht, waarover ze — niet ten onrechte — een enthousiaste en populaire bijval verwachtten.

De reeds vermelde referenda brachten onttnuchtering omdat daardoor aan het licht kwam dat er bij de bevolking wellicht veel hoop leefde, maar dat er ook veel vragen en onzekerheden bleven over de realisatie van «dit ene grote Europese huis».

Er is wellicht een beoordelingsfout gemaakt over wat de man in de straat «denkt» maar dat mag voor ons, politiek verantwoordelijken, geen reden tot paniek zijn: de burger is niet tegen Europa, maar hij is wellicht bang voor het onbekende Europa dat steeds dichterbij komt en waarvan hij niet goed weet wat het hem zal brengen.

Dertig jaar lang hebben Europese politiek leiders gewerkt aan het grote ideaal: «nooit meer oorlog». Ze hadden begrepen dat een eengemaakte Europese markt en een politieke unie vrede en welvaart zouden waarborgen voor de Europese volkeren. Om de burger daarvan te overtuigen zullen de nationale en de regionale regeringen dan ook zelf veel meer duidelijke informatie moeten geven.

Tijdens de succesvolle conferentie over de rol van de nationale parlementen in de Europese éénmaking, die het Belgisch Parlement op initiatief van Voorzitter Swaelen vorig jaar met de Raad van Europa organiseerde, werd meermaals de noodzaak onderstreept van een betere participatie van de burger in dit integratieproces.

De conferentie van volgend jaar zal terecht dieper ingaan op deze participatiegedachte, omdat het van levensbelang is voor het wezen zelf van een doorvoeld democratisch Europa.

In dit verband moet ook een tweede fundamentele schakel in de Europese eenmaking nog meer onze aandacht krijgen. Ik bedoel dan de erkenning van regionale dimensies van het Verdrag van Maastricht en het ingebouwde principe van de «subsidiariteit».

Het unieverdrag biedt inderdaad een betere bescherming tegen de volgens sommigen ongewenste Euro-inmenging, onder meer inzake onderwijs en cultuur, instrumenten bij uitstek van culturele eigenheid en Europese verscheidenheid.

De Gemeenschap mag deze materies dan niet enkel in een economische context bekijken.

Zich enkel maar door de commerciële belangen van de zogenaamde «cultuurparagraaf» laten leiden, biedt evenmin een afdoende bescherming tegen de culturele vervlakking, laat staan tegen een ontaarde nationalistische eigen-volk-eerst-filosofie, zoals kamerlid Van der Maelen het zo krachtig uitdrukte in zijn betoog.

Inderdaad, wanneer na de komende Grondwetsherziening de regio's ook bij ons op internationaal vlak bevoegdheid krijgen, kunnen we in een federaal verband mee bouwen aan een aantrekkelijk Europa, en zullen ook onze kunstenaars de beste culturele ambassadeurs blijken te zijn.

Voor dit Europa willen wij, socialisten, ons ten volle inzetten. (Applaus.)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Tavernier.

De heer Tavernier. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb vandaag goed geluisterd naar de minister van Buitenlandse Zaken, naar de rapporteurs en ook naar de meeste sprekers. De meesten hebben de kritiek van de groenen op het Verdrag van Maastricht niet ontkracht, maar integendeel bevestigd en zelfs versterkt.

Dit verdrag geeft ons geen democratische structuren en heeft te weinig oog voor de sociale dimensie. Bovendien stellen wij ook vragen bij het bereiken van de opgelegde monetaire, economische en budgettaire normen en het ontbreken van dwingende sociale en ecologische normen.

Annl. parl. Sénat de Belgique - Session ordinaire 1992-1993
Parlem. Hand. Belgische Senaat - Gewone zitting 1992-1993

Geregeld wordt de groenen door sommige mensen een defaitistische houding verweten. Ik stel echter vast dat precies de klassieke politieke partijen in verband met het verdrag blijken geven van defaitisme. Zij verklaren immers: «Maastricht or not to be» en beweren dat we het verdrag gevoelsmatig moeten benaderen en niet te veel mogen analyseren. Een andere spreker stelde zelfs het verwerpen van het Verdrag van Maastricht gelijk met een terugkeer naar de conflicten van vóór de Tweede Wereldoorlog. Deze mening kunnen we niet delen. We geloven dat het verdrag verbeterd moet worden en weigeren daarvoor te wachten tot 1996.

Wanneer de groenen tegen het verdrag stemmen, dan is dit niet vanuit een soort populistische demagogie en ook niet vanuit de benadering van het Vlaams Blok.

Integendeel! Wij zijn tegen het Verdrag van Maastricht omdat we voor Europa zijn, maar dan een Europa dat beantwoordt aan wat de parlementen van de twaalf lidstaten en het Europees Parlement in Rome hebben gevraagd. Wij zijn de Denen dankbaar, omdat zij door hun «nee» een schok hebben teweeggebracht bij de zelfgenoegzame Europese instellingen en hen tot een soort gewetensonderzoek hebben gedwongen. Wij zijn de Fransen dankbaar, omdat zij door het debat over hun referendum — ondanks alle bedenkingen die men daarbij kan hebben — de discussie over de toekomst van Europa op straat hebben gebracht. Dat is niet alleen gebeurd in Frankrijk, maar ook in België. Naar aanleiding van het Frans referendum verschenen immers ook in België in bepaalde kranten speciale Europese bijlagen. De Kamer van volksvertegenwoordigers organiseerde zelfs een studiedag over het verdrag, meer dan twee maanden nadat het er werd goedgekeurd. Gelukkig kwam deze studiedag er vóór het debat in de Senaat.

De toekomst van Europa is te belangrijk om enkel besproken te worden op bijeenkomsten van staatshoofden en regeringsleiders, in vergaderingen van ministers of in de verschillende parlementen. Europa verdient een ruim, diepgaand politiek en publiek debat en geen verdrag dat iedereen blijkbaar zo vlug mogelijk wil wijzigen. Uiteindelijk hebben alle discussies en studiedagen ons enkel versterkt in onze mening. Agalev en Ecolo zijn voor Europa, maar in overgrote meerderheid tegen Maastricht. (Applaus.)

De Voorzitter. — Het woord is aan Vice-Eerste minister Claes.

De heer Claes, Vice-Eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken. — Mijnheer de Voorzitter, ik kom niet opnieuw op het spreekgestoelte om een uitgebreide repliek te geven op de 38 uiteenzettingen van vandaag. Wel wil ik ingaan op enkele punten.

Eerst een algemene bedenking ten behoeve van degenen die hier tegen het Verdrag van Maastricht hebben gepleit. Mij zult u niet horen beweren dat al de tegenstanders moeten worden gerangschikt onder de «populistische demagogen».

Ik erken graag dat ik tijdens enkele uiteenzettingen niet alleen welgemeende, maar ook eerbiedwaardige argumenten heb gehoord. Ik heb evenwel ook vindingrijke, maar veelal erg kunstmatige en ongeloofwaardige argumenten horen aanvoeren. Net alsof er morgen minder ecologische problemen zouden zijn zonder Maastricht en alsof er in de toekomst meer solidariteit met de derde wereld zou zijn zonder Maastricht!

Het spijt me dat bij de tegenstanders zelfs de idee niet is opgekomen om de nochtans onbetwistbare voordelen die de Europese constructie tot op heden voor de volkeren in Europa heeft opgeleverd, ook maar eventjes in herinnering te brengen.

Bovendien werd er geen enkel geldig en haalbaar alternatief voorgesteld. Ik geloof echt niet dat in een materie zoals deze de «alles- of niets-theorie» geldig kan zijn.

De heer Valkeniers. — Dat hebben wij toch niet gezegd.

De heer Claes, Vice-Eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken. — Toch wel, mijnheer Valkeniers, daar komt het op neer. De stap-na-stap-strategie doet het bij u blijkbaar niet.

Wanneer men het waar moet maken met twaalf lidstaten en in de toekomst met vijftien of zestien lidstaten, dan is dit de enig mogelijke strategie die trouwens door het gezond verstand wordt gedictieerd.

Je voudrais dire à MM. Wintgens et Daerden, et même à M. Jonckheer, que je partage leur analyse globale en ce qui concerne l'Union monétaire et économique. Je n'éprouve aucune difficulté à approuver le plaidoyer de M. Jonckheer en faveur d'une harmonisation fiscale plus poussée et d'une politique économique volontariste beaucoup plus développée que ne le permet aujourd'hui le Traité de Maastricht.

Aan de heer De Grauwe wil ik zeggen dat ik het met een belangrijk gedeelte van zijn analyse eens ben. In de derde fase van de Monetaire Unie zijn geen devaluaties meer mogelijk, en is men dus onvermijdelijk aangewezen op een politiek die waakt voor een voortdurende convergentie tussen de economieën van al de Staten die deel uitmaken van de EMU.

Ik deel echter niet zijn pessimisme in verband met het aantal lidstaten dat in 1997 of 1999 zal voldoen aan de criteria. Ik deel nog veel minder zijn pessimisme wat het Duitse aanpassingsvermogen betreft.

Ik ben het helemaal niet met hem eens als hij de heer Delors verdenkt van schizofrenie, als die terzelfder tijd de Monetaire Unie en de noodzaak van een bepaalde relance-politiek bepleit. Het beste antwoord heeft de heer De Grauwe overigens gekregen in de uiteenzetting van de heer de Donnée, die toch een geestesgenoot van hem is. Hij verdedigde hier het standpunt dat het gebruik van een enkele frank in Europees verband veel meer rendement heeft dan het gebruik van die zelfde frank op nationaal vlak. Dat is het wat de voorzitter van de Commissie heeft bedoeld.

Ik blijf er dus bij dat de realisatie van de Monetaire Unie niet alleen zal zorgen voor het wegvallen van de transactiekosten, maar door het elimineren van de wisselonzekerheden ook zal zorgen voor een verlaagde intrestvoet. Hierdoor zullen we een zone creëren die de investeerders aantrekt en waarin meer tewerkstelling en een grotere koopkracht tot stand komt. Met andere woorden, er zal een zone ontstaan met een versterkte dynamiek en met een prijsstabiliteit die, zo nodig, kan gelden als een alternatief voor de dollar-zone.

Ik voeg er ter attentie van de heer De Croo aan toe dat deze zone zich niet zal mogen ontwikkelen als een nieuwe protectionistische zone, als een *European fortress*. Dit veronderstelt weliswaar in hoofdte van Japan en van de Verenigde Staten de nodige reciprociteit.

De heer De Roo heeft terecht een pleidooi gehouden voor een sociaal Europa. Aan de heer Stroobant moet ik zeggen dat ik geen tegenspraak zie tussen de vrije markt enerzijds en de sociale bekommelingen die hij hier heeft ontwikkeld anderzijds.

Ik meen niet dat de Europese integratie zal resulteren in een nivellering naar beneden. Degenen die de geschiedenis van de voorbije dertig jaar schrijven, zullen moeten vaststellen — en ik zeg dit ook ter attentie van de ecologen — dat precies dankzij de Europese constructie het levensniveau in landen als Griekenland, Portugal en Spanje verhoogd is en dat deze beweging met de vernieuwde en de verstevigde dynamiek van het Verdrag van Maastricht wordt voortgezet.

Je ne vois pas en quoi, madame Nélis, le Traité de Maastricht menacerait la solidarité envers le tiers monde. J'attire votre attention sur le fait que le «Paquet Delors II» implique le doublement des moyens affectés à la politique extérieure, lesquels passeraient annuellement de 3 à 6 milliards d'écus. En formulant cette proposition, qui n'est d'ailleurs pas contestée, et en soulignant la nécessité d'accomplir un effort accru vis-à-vis de l'Europe centrale et de l'Est, M. Delors estime qu'il conviendra d'augmenter encore l'aide accordée au tiers monde.

En ce qui concerne l'Union politique, je partage entièrement le plaidoyer de M. de Donnée en faveur d'une politique étrangère et de défense commune qui ne se décide plus sur la base de la règle de l'unanimité.

L'UEO est, monsieur Pécriaux, l'instrument tout indiqué pour le développement d'une politique de sécurité et de défense.

Mijnheer Vermeiren, het is momenteel niet mogelijk een precies antwoord te geven op de vragen die u terzake hebt gesteld. De optie is in het Verdrag van Maastricht niet volledig gelicht alhoewel niet kan worden ontkend dat de WEU volop bezig is met het treffen van de nodige structurele maatregelen. Wij zouden er, rekening houdend met de stijgende instabiliteit in Centraal- en Oost-Europa, zeer verstandig aan doen de WEU niet alleen te beschouwen als de basis voor een Europees defensiebeleid, maar terzelfder tijd, met het behoud van de transatlantische solidariteit, als de Europese pijler binnen de NAVO.

Mijnheer de Voorzitter, ik wil nog even stilstaan bij degenen — en niet in het minst bij de heer Wilfried Martens — die gepleit hebben voor het accentueren van de politieke finaliteit van de Europese constructie. De heer Martens heeft er terecht op gewezen dat de politieke unie meer is dan een «omhulsel». Zij is een stap naar wat hij heeft genoemd, de realisatie van de Europese ambitie bij uitstek, namelijk een Europa dat morgen spreekt met één stem, dat morgen politiek handelt als één man. Wij mogen, zo zei de heer Martens, de interne dynamiek van het verdrag niet onderschatten. Ik voeg eraan toe dat wij moeten vermijden dat die dynamiek kan verzwakken. Ik zie op dat punt drie gevaren.

Het eerste gevaar schuilt in ondoordachte of overdreven toegevingen die wij zouden doen ten aanzien van lidstaten die vandaag moeilijkheden ondervinden bij de ratificatie van het verdrag. Ik wil niet terugkomen op wat ik vanmorgen heb gezegd inzake de houding die wij zouden moeten aannemen ten opzichte van Denemarken.

Het tweede gevaar bestaat mijns inziens in een foutieve interpretatie van het subsidiariteitsprincipe waardoor dit begrip zou worden gebruikt als een middel tot geleidelijke verzwakking, ja zelfs ontbinding van de Europese constructie.

Het derde gevaar schuilt in te verregaande concessies bij de onderhandelingen die moeten leiden tot de uitbreiding van de Gemeenschap. Ik denk daarbij enerzijds, aan wat de heer Martens de Angelsaksische, de zuiver economische interpretatie van de Europese idee heeft genoemd en waarbij ik anderzijds, het zonder meer aanvaarden van het begrip van de neutraliteit voeg.

Mevrouw Maes, met alle respect voor de neutrale politiek die bepaalde landen hebben moeten of willen voeren de voorbije decennia, moet u mij toch eens uitleggen ten aanzien van wie of wat men vandaag neutraal moet zijn. Men kan inderdaad geen land verplichten om in naam van de democratie zijn buitenlandse politiek te wijzigen. In naam van diezelfde democratie, kan men andere landen die het vaste voornemen hebben om een politieke unie te ontwikkelen, echter ook niet verplichten op dit voornemen terug te komen omwille van de neutraliteit. Het zou uitermate gevaarlijk zijn morgen landen toe te laten, zonder meer acceptierend dat de politiek van de neutraliteit wordt aanvaard als zijnde verzoenbaar met de uiteindelijke optie van de politieke unie.

Mevrouw Maes. — Maar dan moet er binnen de twaalf eensgezindheid bestaan over de defensie. Zo ver zijn wij nog niet.

De heer Claes, Vice-Eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken. — Dat heb ik ook niet gezegd, mevrouw Maes. Ik beweer enkel dat het gevaarlijk zou zijn de politieke unie als dusdanig te willen verzoenen met het concept van neutraliteit. Kandidaat-lidstaten die aandringen op een spoedige integratie moeten de gevolgen van hun kandidatuurstelling terzake aanvaarden.

Indien wij een rol willen spelen op wereldniveau dan moeten wij dit doen — zoals de heer De Croo en ook de heer Martens hebben opgemerkt —, met het vaste voornemen een boodschap van democratie en in het bijzonder van stabiliteit en vrede uit te dragen, met de bedoeling de mensenrechten te verdedigen om aldus het racisme en het verkeerd begrepen nationalisme te bestrijden, met de bedoeling het begrip solidariteit te consolideren zowel in de Gemeenschap als tegenover de arme landen buiten de Gemeenschap, met de bedoeling onze humanistische concepties verder uit te bouwen en uit te dragen, er zorg voor dragend dat de mens hierbij centraal staat, met de bedoeling — en nu richt ik mij tot degenen die daaraan mochten twijfelen — de veelheid van culturen die altijd de rijkdom van de Europese beschaving hebben

uitgemaakt, te behouden. Aldus zal de Europese beschaving in de toekomst niet alleen een inspiratiebron, maar ook een model van dialoog zijn.

Met respect voor eenieder's overtuiging, meen ik toch dat mevrouw Maes en de heer Kuijpers de draagwijdte van het regionale aspect van het Verdrag van Maastricht onderschatten. Het Comité van de regio's zal niet alleen voor bepaalde materies verplicht advies uitbrengen, het zal ook over alle mogelijke ontwerpen van beslissing ongevraagd een advies kunnen geven. Zoals ik vanmorgen al zei, kan ik mij moeilijk inbeelden dat de vertegenwoordiger van de Bondsregering een advies van één of ander Land zonder meer naast zich zou leggen.

Bovendien is er artikel 146 dat de Gemeenschappen en de Gewesten voor de materies waarvoor ze bevoegd zijn, de mogelijkheid geeft in de plaats te treden van de nationale minister, niet alleen om hun stem te laten horen maar ook om hun wil door te drukken. Dit lijkt mij onbetwistbaar een belangrijke stap vooruit in de erkenning van het Europa van de regio's waarvoor bovendien het begrip van de subsidiariteit moet spelen en liefst in de zin bedoeld door de heren De Roo, Cerexhe en Stroobant. Democratie en efficiëntie moeten hierbij vooraan staan. Op het Europese niveau wordt alleen datgene behandeld wat minder efficiënt zou gedaan worden op het lokale, het regionale of het nationale niveau. Dit veronderstelt evenwel dat het *acquis communautaire* wordt erkend, dat de institutionele evenwichten worden gerespecteerd en dat het subsidiariteitsprincipe niet wordt gebruikt als een blocagemiddel, als een ontbindingsmiddel.

Ik deel de ongerustheid van de heer Seeuws niet over de toevoeging van de materies cultuur en onderwijs. Uit het verdrag blijkt zeer duidelijk dat Europa de cultuur en het onderwijs niet wil reglementeren. Het wil ze alleen promoten en dus verrijken. Het is mijn innige overtuiging dat een jonge man of vrouw die de kans heeft een diploma te halen in één of andere universiteit van de Twaalf — morgen wellicht de Vijftien — een verrijkende ervaring opdoet. Het is in die zin dat we de bepalingen inzake kunst, cultuur en onderwijs in het verdrag moeten lezen.

Enfin, à M. Hatry, je dirai ceci: plus que jamais, les défis auxquels nous sommes confrontés plaident non pas pour « moins d'Europe », mais pour « plus d'Europe ». Certes, il doit s'agir d'une Europe plus transparente où une place plus importante est réservée à l'information du citoyen et où sans doute, monsieur Lallemand, on trouvera le moyen d'organiser un dialogue beaucoup plus structuré également avec les parlements nationaux. Sur ce point, comme M. Dierickx, je ne crois pas que la formule danoise, que vous avez citée, monsieur Lallemand, doit être considérée comme un bon exemple. Se fonder sur l'hypothèse selon laquelle un ministre national doit obtenir un mandat impératif avant de participer à un débat au niveau européen, revient à prendre l'option sur une sorte de gouvernement d'assemblées. A mon avis, cela pourrait hypothéquer d'avance le travail au niveau européen. Il serait donc préférable de développer des ponts entre la Commission européenne et les parlements nationaux, entre le Parlement européen et le Parlement national, sans pour autant exiger qu'un mandat impératif précède la procédure de discussion et de décision.

M. Lallemand. — Je suis tout à fait d'accord avec vous, monsieur le ministre. J'ai cité le Danemark simplement comme exemple.

M. Claes, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères. — Ma conclusion s'adressera plus particulièrement à M. Jonckheer.

C'est notre option qui nous sépare, monsieur Jonckheer: j'ai choisi une dialectique que vous avez refusée, celle d'Edgard Morin. En effet, en ce qui me concerne, je ne fais pas uniquement confiance à la dynamique de l'Europe mais également et surtout à la volonté et au savoir-faire des Européens. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close.

Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene beraadslaging gesloten.

L'article unique du projet de loi est ainsi rédigé:

Article unique. Le Traité sur l'Union européenne, les 17 protocoles et l'acte final avec 33 déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992, sortiront leur plein et entier effet.

Enig artikel. Het Verdrag over de Europese Unie, de 17 protocollen en de slotakte met 33 verklaringen, opgemaakt te Maastricht op 7 februari 1992, zullen volkomen uitwerking hebben.

De heer Verreycken stelt volgende amendementen voor:

« 1° In dit artikel het woord « volkomen » te doen vervallen. »

« 2° Aan dit artikel de volgende bepalingen toe te voegen :

« A. Van deze uitwerking zijn de artikelen uit het verdrag, de slotakte en de protocollen uitgesloten, die inbreuken betekenen op de identiteit der volkeren.

B. De goedkeuring van de in hoofding omschreven teksten kan pas uitwerking hebben na een voorafgaande Grondwetswijziging inzake de politieke rechten.

C. De goedkeuring van de in hoofding omschreven teksten, met de hierboven toegevoegde beperkingen, wordt onderworpen aan een adviserende volksraadpleging.

D. Het verdient aanbeveling het begrip « subsidiariteit » verdragsrechtelijk duidelijk te omschrijven. »

« 1° A cet article, supprimer les mots « plein et entier. »

« 2° Compléter cet article par les dispositions suivantes :

« A. Ne sortiront pas leurs effets les articles du traité, de l'acte final et des protocoles qui portent atteinte à l'identité des peuples.

B. L'approbation des textes précités ne peut sortir ses effets qu'après une modification préalable de la Constitution portant sur les droits politiques.

C. L'approbation des textes précités, moyennant les restrictions prévues ci-dessus, est soumise à une consultation populaire.

D. Il y a lieu de définir clairement en droit des traités la notion de subsidiarité. »

Ik neem aan dat deze amendementen werden verdedigd tijdens de algemene bespreking.

De heer Verreycken. — Inderdaad, mijnheer de Voorzitter.

De Voorzitter. — De stemming over de amendementen en de stemming over het enig artikel worden aangehouden.

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article unique sont réservés.

VOORSTEL VAN RESOLUTIE MET BETREKKING TOT DE GOEDKEURING VAN HET VERDRAG VAN MAASTRICHT

Beraadslaging

PROPOSITION DE RESOLUTION RELATIVE A L'APPROBATION DU TRAITE DE MAASTRICHT

Discussion

De Voorzitter. — Wij vatten de bespreking aan van het voorstel van resolutie met betrekking tot de goedkeuring van het Verdrag van Maastricht.

Nous abordons l'examen de la proposition de résolution relative à l'approbation du Traité de Maastricht.

Het voorstel van resolutie luidt:

« Le Sénat,

I

a) Considérant que le Traité de Maastricht constitue une étape indispensable pour la Communauté européenne dans la perspective de la réalisation d'une Union européenne;

b) Considérant que l'Union européenne est, à l'échelon mondial, un important facteur de maintien de la paix dans le monde, de stimulation du progrès social, de réalisation d'une stabilité politique essentielle et de consolidation des acquis démocratiques; que ce processus de démocratisation doit se faire de préférence dans l'esprit des conclusions auxquelles sont arrivés les délégués du Parlement européen et des parlements nationaux aux Assises européennes de Rome (27-30 novembre 1990); et que, par conséquent, l'Union européenne fait barrage au nationalisme extrémiste;

c) Considérant que la réalisation de l'Union européenne et, plus précisément, de l'espace économique communautaire sans frontières intérieures constitue une condition indispensable à la préservation et au développement de la compétitivité de l'économie européenne;

d) Considérant que la réalisation d'une politique communautaire dans les domaines économique, social et politique ouvre la voie à une construction communautaire dans bon nombre de domaines nouveaux, tels que l'environnement, l'enseignement, la culture, la recherche scientifique, la protection des consommateurs, etc.;

e) Considérant que les politiques qui se sont traduites dans les termes du traité constituent un progrès déterminant que les circonstances politiques et économiques, tant intérieures qu'extérieures, rendent indispensables;

f) Considérant que l'accord sur l'Union économique et monétaire constitue le progrès le plus visible et le plus complet sur le plan de l'unification. Les objectifs finaux et les calendriers en sont définis de façon non équivoque;

g) Considérant que l'on constate cependant un déséquilibre entre le degré d'intégration atteint pour l'Union économique et monétaire et celui, beaucoup moins développé, dans la politique sociale, d'une part, et la coopération mise sur pied dans les domaines de la politique extérieure et de sécurité et de la politique intérieure, d'autre part;

h) Considérant que le caractère fortement intergouvernemental maintenu dans les deux derniers domaines ne permet pas encore, à défaut de volonté politique, à l'Union de jouer le rôle politique que son poids économique exige désormais;

i) Considérant que l'absence d'un parallélisme nécessaire entre la politique économique et la politique sociale est regrettable et risque de mettre en péril, à long terme, le développement cohérent de la Communauté européenne;

II

a) Considérant que, pour que le traité puisse être mis en œuvre le plus tôt possible, la ratification doit être achevée dans le délai prévu avant la fin de l'année en cours. Plusieurs tâches majeures et urgentes attendent en effet la Communauté;

b) Considérant que les négociations en vue de l'élargissement aux Etats candidats à l'adhésion qui acceptent l'acquis communautaire et satisfont dès à présent aux critères communautaires de convergence ne peuvent être entamées qu'après la ratification du traité par tous les Etats membres; que lesdites négociations ne peuvent cependant compromettre en aucune manière le processus d'approfondissement;

c) Considérant que la reprise de négociations s'impose également afin de consolider les secteurs les plus faibles de l'union: la politique étrangère et de sécurité commune, la coopération dans les domaines de la justice et des affaires intérieures, la politique sociale et la politique fiscale; qu'une unification plus poussée dans ces activités passe nécessairement par le développement d'un processus de décision plus démocratique dans ces mêmes domaines;

d) Considérant qu'il manifeste son inquiétude face au précédent que constitue le protocole conclu entre onze Etats membres sur la politique sociale. Il prend note du malaise exprimé par les partenaires sociaux au sujet de la mise sur pied de la concertation sociale à l'échelle de onze Etats membres, alors que la plupart d'entre eux n'ont qu'une expérience minime ou inexistante de ce type de concertation; qu'il s'interroge également au sujet des problèmes juridiques créés par la juxtaposition des dispositions existantes dans le traité et dans le nouveau protocole;

Considérant que tout en considérant qu'un accord à onze est préférable à l'absence de tout accord, il estime qu'au moment où la cohésion économique et sociale prend rang de priorité parmi les objectifs de la Communauté, l'absence d'un socle social minimal commun à tous les Etats membres de l'union jette une hypothèque sur cet objectif jugé essentiel, surtout au vu des résultats atteints dans l'Union économique et monétaire;

e) Considérant que, dans le souci de la démocratisation et de la transparence, il est tout aussi urgent de rendre la prise de décisions communautaires plus efficace par les mesures suivantes: la réduction du nombre de procédures d'association du Parlement européen et leur simplification dans un souci de maniabilité et de rapidité, l'extension du vote à la majorité qualifiée au sein du Conseil de ministres et la réforme de la composition de la Commission européenne et du Parlement européen; qu'on salue la création du Comité des régions, qui constitue un début appréciable du rôle plus grand que doivent jouer les régions dans la construction européenne;

f) Considérant qu'au moment où l'on inclut un chapitre concernant la citoyenneté de l'union dans le traité, il est pour le moins impératif d'informer les citoyens au sujet du nouvel ensemble dont ils vont faire partie; que ces améliorations devront être accompagnées d'une meilleure information du public au sujet du fonctionnement de l'union;

g) Considérant qu'il se félicite de l'introduction explicite du principe de subsidiarité dans le traité et qu'il souhaite que l'efficacité de son application soit renforcée par une définition plus précise et par la création d'instances et de procédures de décision;

h) Considérant que, dans la perspective de la démocratisation, du principe de subsidiarité et du souci de la transparence, la reconnaissance du rôle des parlements nationaux constitue une étape importante;

i) Considérant qu'il souligne que leur action ne peut se borner aux termes de la « déclaration relative au rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne », à savoir que les parlements nationaux doivent « disposer des propositions législatives de la Commission en temps utile pour leur information ou pour un éventuel examen »; qu'il s'agit pour eux de contrôler l'action de leurs gouvernements dans la prise de décision communautaire tant en amont qu'en aval,

III

Estime que, sous peine de désintégration à brève échéance, l'Union européenne était tenue de réaliser à Maastricht un progrès au moins aussi significatif que celui de l'accord atteint;

Estime que, vu les tâches importantes et urgentes qui attendent la Communauté, il est clair que le succès de l'intégration européenne dépend de la célérité avec laquelle celles-ci seront menées à bien;

Estime que la réalisation de ces objectifs nécessite la poursuite rapide des négociations engagées au cours des conférences intergouvernementales de Rome.»

« De Senaat,

I

a) Overwegende dat het Verdrag van Maastricht een onontbeerlijke etappe vormt voor de Europese Gemeenschap gezien in het perspectief van de verwezenlijking van een Europese Unie;

b) Overwegende dat de Europese Unie op wereldvlak een belangrijke factor is voor de instandhouding van de wereldvrede, het stimuleren van de sociale vooruitgang, de verwezenlijking van een noodzakelijke politieke stabiliteit en de consolidatie van de democratische verworvenheden; dat dit democratiseringsproces best gebeurt in de geest van de conclusies waartoe de afgevaardigden van het Europese Parlement en van de nationale parlementen zijn gekomen op de Europese Assisen van Rome (27-30 november 1990); dat de Europese Unie hiermede een dam opwerpt tegen het extremistisch nationalisme;

c) Overwegende dat de realisatie van de Europese Unie en meer bepaald van de gemeenschappelijke economische ruimte waarin de binnengrenzen verdwenen zijn, een noodzakelijke voorwaarde vormt ten einde de concurrentiepositie van de Europese economie te vrijwaren en te ontwikkelen;

d) Overwegende dat de verwezenlijking van een gemeenschapsbeleid op het economische, het sociale en het politieke vlak de mogelijkheid opent om heel wat nieuwe gebieden open te stellen voor een communautaire constructie als daar zijn: het milieu, het onderwijs, de cultuur, het wetenschappelijk onderzoek, de consumentenbescherming en andere;

e) Overwegende dat de beleidsaspecten die tot uiting komen in het verdrag een beslissende stap vooruit betekenen, die onontbeerlijk geworden is gelet op zowel de binnenlandse als de buitenlandse politieke en economische omstandigheden;

f) Overwegende dat het akkoord over de Economische en Monetaire Unie de meest zichtbare en ook de meest volledige vooruitgang betekent op het gebied van de eenmaking. De einddoelstellingen en de tijdschema's ervan zijn op ondubbelzinnige wijze vastgelegd;

g) Overwegende dat men evenwel een gebrek aan evenwicht vaststelt tussen de verwezenlijkte graad van integratie op het stuk van de Economische en Monetaire Unie en de veel minder belangrijke graad van integratie op het gebied van het sociaal beleid en op het gebied van de samenwerking wat de buitenlandse politiek, het veiligheidsbeleid en de binnenlandse politiek betreft;

h) Overwegende dat, op de laatste twee gebieden, de vrij sterke intergouvernementele aanpak het, bij gebrek aan politieke wil, niet mogelijk maakt dat de Unie de politieke rol vervult die haar economisch gewicht voortaan vereist;

i) Overwegende dat men het gebrek aan een noodzakelijk parallelisme tussen de economische en de sociale politiek moet betreuren, waarbij men het risico loopt dat de coherente uitbouw van de Europese Gemeenschap op lange termijn in het gedrang zou worden gebracht;

II

a) Overwegende dat om het verdrag zo spoedig mogelijk te kunnen uitvoeren, de ratificatieprocedure beëindigd moet zijn binnen de vooropgestelde termijn, d.w.z. vóór het einde van dit jaar. Verschillende omvangrijke en dringende taken wachten immers de Gemeenschap;

b) Overwegende dat de onderhandelingen met het oog op de toetreding van Staten die de gemeenschappelijke verworvenheden aanvaarden en nu reeds aan de convergentiecriteria beantwoorden, slechts aangevat mogen worden na ratificatie van het verdrag door alle lidstaten; dat die onderhandelingen evenwel in generlei mate het verdieppingsproces in gevaar mogen brengen;

c) Overwegende dat opnieuw onderhandelingen moeten worden gevoerd met het oog op de consolidatie van de zwakste sectoren van de unie: het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid, de samenwerking op het gebied van de justitie en de binnenlandse zaken, het sociaal beleid en het fiscaal beleid; dat voor een verder doorgedreven eenmaking op die terreinen een democratischer besluitvorming noodzakelijk is;

d) Overwegende dat hij zich zorgen maakt over het precedent dat het door elf lidstaten gesloten protocol over het sociaal beleid vormt. Er wordt nota genomen van het onbehagen van de sociale partners over het organiseren van het sociaal overleg op het niveau van elf lidstaten; de meeste van die Staten hebben immers slechts een minieme of niet-bestaande ervaring met dit soort overleg; dat men zich eveneens vragen stelt over de juridische problemen die voortvloeien uit het zich naast elkaar bevinden van bepalingen in het verdrag en in het nieuwe protocol;

Overwegende dat, afgezien van het feit dat een overeenkomst tussen elf Staten te kiezen is boven het ontbreken van een overeenkomst, hij van mening is dat de afwezigheid van een minimale sociale pijler die gemeenschappelijk is voor alle lidstaten van de unie, de economische en sociale cohesie die op het ogenblik geacht wordt de voornaamste doelstelling te zijn, ernstig in gevaar brengt, vooral in het licht van de resultaten die bereikt werden in de Economische en Monetaire Unie;

e) Overwegende dat met het oog op de gewenste democratisering en doorzichtigheid, de gemeenschappelijke besluitvorming dringend doeltreffender moet worden gemaakt door de volgende maatregelen: de beperking van het aantal associatieprocedures van het Europees Parlement en hun vereenvoudiging die gericht moet zijn op een betere hanteerbaarheid en bespoediging, de uitbreiding van de stemming met gekwalificeerde meerderheid in de Raad van ministers en de hervorming van de samenstelling van de Europese Commissie en van het Europees Parlement; overwegende dat het Comité van de regio's werd opgericht, dat een op prijs te stellen eerste stap vormt naar de grotere rol die de regio's moeten spelen in de Europese eenmaking;

f) Overwegende dat op het ogenblik waarop men in het Verdrag een hoofdstuk over het burgerschap van de Unie opneemt, de burgers ten minste geïnformeerd moeten worden over de nieuwe entiteit waarvan zij deel zullen uitmaken; dat die verbeteringen gepaard moeten gaan met een betere voorlichting van het publiek over de werking van de unie;

g) Overwegende dat hij zich erover verheugt dat het subsidiariteitsbeginsel uitdrukkelijk in het verdrag werd opgenomen en dat het wenselijk is dat de doeltreffendheid van de toepassing ervan kracht wordt bijgezet door een nauwkeuriger bepaling en door het in het leven roepen van besluitvormingsinstanties en -procedures;

h) Overwegende dat in het vooruitzicht van de democratisering, de invoering van het subsidiariteitsbeginsel en het streven naar meer doorzichtigheid, de erkenning van de rol van de nationale parlementen een belangrijke etappe vormt;

i) Overwegende dat hij onderstreept dat hun werk zich niet mag beperken tot de « verklaring betreffende de rol van de nationale parlementen in de Europese Unie », d.w.z. dat de nationale parlementen tijdig moeten kunnen « beschikken over de wetgevende voorstellen van de Commissie om zich te informeren of om ze eventueel te onderzoeken »; overwegende dat het er voor hen om gaat toezicht uit te oefenen op het werk van hun regeringen bij de gemeenschappelijke besluitvorming in beide richtingen.

III

Meent dat om een uiteenvallen op korte termijn te voorkomen, de Europese Unie verplicht was te Maastricht een vooruitgang te boeken die ten minste zo betekenisvol was als die van de bereikte overeenkomst;

Meent dat gelet op de belangrijke en dringende taken die de Gemeenschap wachten, het duidelijk is dat het succes van de Europese integratie afhangt van de snelheid waarmee die taken tot een goed einde worden gebracht;

Meent dat de verwezenlijking van die doelstellingen de spoedige voortzetting van de onderhandelingen vereist die werden aangevat tijdens de intergouvernementele conferenties van Rome. »

De heer Dierickx stelt volgend amendement voor:

« In deel II, e), na de woorden « ... die gericht moet zijn op een betere hanteerbaarheid en bespoediging » de volgende tekst in te voegen:

« Het veralgemenen van « co-decisie »-procedure; het verlenen van het initiatiefrecht aan het Europees Parlement in het wetgevende vlak onder andere inzake Europese richtlijnen; het betrekken van het Europees Parlement bij de verdere verwezenlijking van de Europese Unie door aan het Europees Parlement de opdracht te geven een ontwerp van Grondwet op te stellen, ontwerp dat vervolgens dient te worden goedgekeurd door de democratieën van de lidstaten; »

« Au point e) de la II^e partie, insérer, après les mots « dans un souci de maniabilité et de rapidité », le texte suivant:

« La généralisation de la procédure de « codécision »; l'attribution du droit d'initiative au Parlement européen sur le plan législatif, notamment en matière de directives européennes; l'association du Parlement européen à la poursuite de la réalisation de l'Union européenne en chargeant le Parlement européen de rédiger un projet de Constitution, lequel devra ensuite être approuvé par les démocraties des Etats membres; »

Het woord is aan de heer Dierickx.

De heer Dierickx. — Mijnheer de Voorzitter, het Belgisch en ook het Italiaans Parlement zijn steeds bijzonder ambitieus geweest inzake de democratisering van de Europese instellingen. De drie elementen die wij aan de resolutie willen toevoegen zijn allicht gekend, want wij hebben die reeds meerdere malen in dit Parlement verdedigd. Ons amendement is gedacht als een steun aan het Europees Parlement. Dit is immers zeer druk doende om na te gaan hoe zijn reglement kan worden aangepast om het stelsel van de co-decisie, het samen beslissen, maximaal aan te wenden met het oog op een verdere democratisering van het besluitvormingssysteem. Wat wordt voorgesteld is niet revolutionair. Het gaat om een wens in verband met het verlenen van het initiatiefrecht aan het Europees Parlement inzake wetgevend werk.

Vervolgens vragen wij de veralgemening van het systeem van de co-decisie.

Op grondwetgevend vlak vragen wij geen grondwetgevende macht voor het Europees Parlement, maar de reeds in het verleden verdedigde idee dat het Europees Parlement een grondwetgevende opdracht zou krijgen. Het zou ten minste de taak moeten krijgen een ontwerp van grondwet uit te werken, dat vervolgens door de nationale democratieën zou moeten worden goedgekeurd. Ik ben van mening dat in een dergelijke grondwet bijvoorbeeld het beginsel van de subsidiariteit moet worden gepreciseerd en dat dit geen aangelegenheid is voor het Europees Hof van justitie. Door het goedkeuren van een resolutie aangevuld met deze wensen brengen wij een gezonde spanning teweeg tussen wat is en wat zou moeten zijn. (Applaus.)

De Voorzitter. — Mevrouw Maes stelt volgend amendement voor:

« Deel III aan te vullen als volgt :

« — Meent dat een grotere rol aan de regio's of aan de territoriale rechtsgemeenschappen in het besluitvormingsproces met betrekking tot aangelegenheden die hen direct of indirect betreffen moet worden toebedeeld in toepassing van het subsidiariteitsbeginsel; betreurt het derhalve dat aan de regio's niet het recht is toegekend zich tot het Hof van justitie te wenden;

— Meent dat dringend maatregelen moeten getroffen worden ten einde de transparantie van de besluitvorming te vergroten. De besluiten en stemmingen van de Raad op wetgevingsgebied moeten in openbare zittingen plaatsvinden, behalve wanneer de Raad bij specifieke aangelegenheden (bijvoorbeeld mandaten met betrekking tot internationale overeenkomsten) met eenparigheid van stemmen besluit de vergadering achter gesloten deuren te houden;

— Meent dat er maatregelen moeten worden genomen opdat de leden van de Commissie zo spoedig mogelijk via rechtstreekse verkiezingen worden aangewezen door de nationale parlementen (en niet meer door de regering, zoals dat momenteel het geval is) en het Europees Parlement het recht krijgt zijn vertrouwen in de afzonderlijke leden van de Commissie op te zeggen;

— Wijst elke interpretatie van het subsidiariteitsbeginsel van de hand die zich beperkt tot de verdeling van de bevoegdheden tussen de Gemeenschap en de lidstaten; is van mening dat de subsidiariteit een dynamisch beginsel is dat moet worden geïnterpreteerd met inachtneming van de bevoegdheden op elk van de verschillende niveaus, met inbegrip van de regio, zodat de besluiten kunnen worden genomen op het niveau dat het dichtst bij de burgers staat; is van mening dat de bevoegdheden van de diverse bestuurlijke niveaus duidelijk moeten worden omschreven en dat zij niet mogen worden overgeheveld naar een hoger niveau zonder de instemming van de autoriteiten van het betrokken lagere niveau. »

« Compléter la III^e partie par les dispositions suivantes :

« — Estime qu'il faut attribuer un plus grand rôle aux régions ou aux collectivités territoriales dans le processus décisionnel relatif aux questions qui les concernent directement ou indirectement, en application du principe de subsidiarité; regrette, dès lors, que les régions ne se soient pas vu accorder le droit de s'adresser à la Cour de justice;

— Estime qu'il y a lieu de prendre d'urgence des mesures visant à accroître la transparence du processus décisionnel. Les décisions et les votes du Conseil sur le plan législatif doivent avoir lieu dans des réunions publiques, sauf lorsque le Conseil décide, à l'unanimité des voix, de siéger à huis clos pour des questions spécifiques (par exemple les mandats relatifs aux accords internationaux);

— Estime qu'il y a lieu de prendre des mesures pour que les membres de la Commission soient désignés le plus rapidement possible par la voie d'élections directes par les parlements nationaux (et non plus par les gouvernements, comme c'est le cas actuellement) et pour que le Parlement européen obtienne le droit de retirer sa confiance à chacun des membres de la Commission;

— Rejette toute interprétation du principe de subsidiarité qui se limiterait à la répartition des compétences entre la Communauté et les Etats membres; considère que la subsidiarité est un principe dynamique devant s'interpréter dans le respect des compétences à chacun des différents niveaux, y compris celui de la région, de sorte que les décisions puissent être prises au niveau le plus proche du citoyen; estime qu'il convient de définir clairement les compétences des divers niveaux administratifs et qu'elles ne peuvent pas être transférées à un niveau supérieur sans l'accord des autorités du niveau inférieur concerné. »

Het woord is aan mevrouw Maes.

Mevrouw Maes. — Mijnheer de Voorzitter, deze resolutie is bijzonder goed wat het beschouwend gedeelte betreft, maar het besluitvormend gedeelte blijft mager. Ik stel bijgevolg voor het aan te vullen met vier essentiële punten, die niet tegenstrijdig zijn met wat vandaag door de meerderheid is gezegd.

In een eerste punt vragen wij dat een grotere rol wordt toebedeeld aan de regio's, in toepassing van het subsidiariteitsbeginsel. Wij betreuren dat de regio's zich niet tot het Europees Hof van justitie mogen wenden wanneer ze menen dat dit beginsel niet wordt gerespecteerd.

Een tweede punt, dat eveneens de goedkeuring van de meerderheid zal wegdragen, heeft betrekking op de openbaarheid van de stemmingen van de Raad op het gebied van wetgeving. Ook de heer Swaen heeft hierop in zijn openingstoespraak aangedrongen, al kan de Raad evenwel bij specifieke aangelegenheden met eenparigheid van stemmen beslissen de vergadering niet achter gesloten deuren te houden. Een orgaan dat zich onttrekt aan de openbaarheid onttrekt zich *de facto* aan alle controle.

Ten derde, vragen wij dat de leden van de Europese Commissie door rechtstreekse verkiezingen worden aangewezen door de nationale parlementen.

Tenslotte is er de afwijzing van het subsidiariteitsbeginsel, in zoverre het zich beperkt tot de verdeling van de bevoegdheden tussen de Gemeenschap en de lidstaten. Wij zijn van mening dat dit moet worden uitgebreid tot de bevoegdheden van de regio's. Ik ben ervan overtuigd dat dit niet tegenstrijdig is met wat wij vandaag hebben gehoord. Ik reken bijgevolg op goedkeuring. (Applaus.)

De Voorzitter. — Het woord is aan de rapporteur.

De heer Van Wambeke, rapporteur. — Mijnheer de Voorzitter, het amendement van de heer Dierickx hebben wij in de commissie besproken. De auteur stemde ermee in dat wij het amendement niet zouden aannemen, maar dat wij de tekst van zijn huidige amendement in het verslag zouden opnemen.

Ik lees trouwens in het verslag: « Uiteindelijk gaat de indiener van het amendement akkoord met een vermelding ervan in onderhavig verslag en beslist men... ». In de commissie werd het amendement dus niet aangenomen. De heer Dierickx heeft zich hier toen bij neergelegd op voorwaarde dat dit werd vermeld.

Om begrijpelijke redenen kon mevrouw Maes niet aanwezig zijn bij de besprekingen die in de commissie werden gevoerd, wat haar door niemand wordt verweten. Zij heeft bij de voorlezing van het verslag de idee geopperd om een amendement in te dienen. Hierop werd toen niet ingegaan.

Mevrouw Maes, het zou te ver gaan indien wij dit amendement vandaag zonder meer zouden aannemen. Het zou tenminste moeten worden terug verwezen naar de commissie.

Het is noodzakelijk dat wij vandaag zowel over het verdrag als over de resolutie stemmen. Ik meen dat ik namens de meerderheid van de Senaat, en zeker van de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen, kan zeggen dat wij er niet mee akkoord gaan om beide amendementen aan te nemen. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. Jonckheer.

M. Jonckheer. — Monsieur le Président, je ne puis que marquer mon étonnement et ma déception face au refus de l'amendement proposé par M. Dierickx. Je rappelle que le contenu de cet amendement a été approuvé aux Assises de Rome réunissant les parlements nationaux et une délégation du Parlement européen. Comment peut-on, deux ans après, faire marche arrière et refuser, dans une résolution, des principes aussi élémentaires qui figuraient d'ailleurs dans les interventions d'un certain nombre de parlementaires de la majorité et non des moindres au cours du débat de ce jour? (*Applaudissements.*)

ONTWERP VAN WET HOUDENDE GOEDKEURING VAN
HET VERDRAG OVER DE EUROPESE UNIE, VAN
17 PROTOCOLLEN EN VAN DE SLOTAKTE MET
33 VERKLARINGEN, OPGEMAAKT TE MAASTRICHT
OP 7 FEBRUARI 1992

Aangehouden stemmingen

PROJET DE LOI PORTANT APPROBATION DU TRAITE
SUR L'UNION EUROPEENNE, DE 17 PROTOCOLES ET
DE L'ACTE FINAL AVEC 33 DECLARATIONS, FAITS A
MAASTRICHT LE 7 FEVRIER 1992

Votes réservés

De Voorzitter. — Dames en heren, wij moeten thans stemmen over de aangehouden amendementen en over het aangehouden enig artikel van het ontwerp van wet houdende goedkeuring van het Verdrag over de Europese Unie, van 17 protocollen en van de slotakte met 33 verklaringen, opgemaakt te Maastricht op 7 februari 1992.

Nous devons procéder maintenant au vote sur les amendements et l'article unique réservés du projet de loi portant approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 protocoles et de l'acte final avec 33 déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992.

Wij moeten ons eerst uitspreken over de amendementen van de heer Verreycken bij het enig artikel.

Nous avons à nous prononcer, en premier lieu, sur les amendements déposés par M. Verreycken à l'article unique.

— De amendementen, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, worden niet aangenomen.

Ces amendements, mis aux voix par assis et levé, ne sont pas adoptés.

De Voorzitter. — Ik breng het enig artikel in stemming.

Je mets aux voix l'article unique.

— Aangenomen.

Adopté.

VOORSTEL VAN RESOLUTIE MET BETREKKING TOT DE
GOEDKEURING VAN HET VERDRAG VAN MAASTRICHT

Aangehouden stemmingen

PROPOSITION DE RESOLUTION RELATIVE A L'APPROBATION DU TRAITE DE MAASTRICHT

Votes réservés

De Voorzitter. — Dames en heren, wij moeten thans stemmen over de aangehouden amendementen van het voorstel van resolutie met betrekking tot de goedkeuring van het Verdrag van Maastricht.

Nous devons procéder maintenant au vote sur les amendements réservés de la proposition de résolution relative à l'approbation du Traité de Maastricht.

Wij moeten ons eerst uitspreken over de amendementen van de heer Dierickx.

Nous avons à nous prononcer, en premier lieu, sur les amendements déposés par M. Dierickx.

M. Jonckheer. — Monsieur le Président, je demande le vote nominatif.

M. le Président. — Cette demande est-elle appuyée? (*Plus de neuf membres se lèvent.*)

Le vote nominatif étant régulièrement demandé, il va y être procédé.

Wij gaan over tot de stemming.

Nous passons au vote.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

140 leden zijn aanwezig.

140 membres sont présents.

115 stemmen neen.

115 votent non.

24 stemmen ja.

24 votent oui.

1 onthoudt zich.

1 s'abstient.

Derhalve zijn de amendementen niet aangenomen.

En conséquence, les amendements ne sont pas adoptés.

Neen hebben gestemd:

Ont voté non:

MM. Anthuenis, Arts, Aubecq, Bartholomeeussen, Barzin, Bayenet, Beerden, Belot, Bock, Borremans, Bosman, Bouchat, Buchmann, Buelens, Mme Cahay-André, MM. Cerexhe, Cooreman, Mmes Cornet d'Elzius, Creyf, MM. De Backer, Decléty, De Croo, de Donnée, De Grauwe, Mme Delcourt-Pêtre, MM. De Loor, De Meyer, Deprez, De Roo, De Seranno, Desutter, Mme Detiège, MM. Deworme, Didden, Diegenant, Dighneef, Eeman, Erdman, Evrard, Flagothier, Garcia, Geens, Gesquiere, Geveno, Mme Gijsbrechts-Horckmans, MM. Goossens, Grosjean, Guillaume, Happart, Hatry, Henneuse, Hermans, Mme Herzet, MM. Hismans, Hofman, Hotyat, Houssa, L. Kelchtermans, Kenzeler, Lallemand, Lefevre, Lenfant, Leroy, Mme Lieten-Croes, MM. Mahoux, Mairesse, Marchal, L. Martens, W. Martens, Matthijs, Mmes Maximus, Mayence-Goossens, MM. Maystadt, Moens, Mouton, Ottenbourg, Pataer, Péciaux, Pinoie, Poulet, Quintelier, Raes, Scharff, Seeuws, Spitaels, Steenberg, Stroobant, Suykerbuyk, Swinnen, Taminiaux, Timmermans, Toback, Mme Tyberghien-Vandenbussche, M. Van Belle, Mme Van Cleuvenbergen, MM. Vandenbergh, Vandenhaute, M. Van den Poel-Welkenhuysen, M. Vandermeulen, Mme Van der

Wildt, MM. Vanhaverbeke, Vanlerberghe, H. Van Rompaey, Van Rompuy, Van Walleghem, Van Wambeke, van Weddingen, Mme Verhoeven, MM. Verleyen, Vermassen, Vermeiren, Verreycken, Weyts, Wintgens et Swaelen.

Ja hebben gestemd:

Ont voté oui:

MM. Benker, Bougard, Mme Buyle, MM. Capoen, Cuyvers, Daras, Mme Dardenne, MM. Desmedt, Dierickx, Dufour, Jonckheer, Kuijpers, Liesenborghs, Loones, Lozie, M. Maertens, Mmes Maes, Nélis, MM. Snappe, Tavernier, Ulburghs, Vaes, Valkeniers et Van Hooland.

Onthouden heeft zich:

S'est abstenu:

M. Hasquin.

De Voorzitter. — Wij moeten ons nu uitspreken over het amendement van mevrouw Maes.

Nous devons nous prononcer sur l'amendement de Mme Maes.

Mevrouw Maes. — Mijnheer de Voorzitter, ik vraag de naamstemming.

De Voorzitter. — Wordt deze vraag gesteund? (*Meer dan negen leden staan op.*)

Aangezien de naamstemming reglementair is gevraagd, zal ertoe worden overgegaan.

Wij gaan over tot de stemming.

Nous passons au vote.

— Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Il est procédé au vote nominatif.

142 leden zijn aanwezig.

142 membres sont présents.

114 stemmen neen.

114 votent non.

16 stemmen ja.

16 votent oui.

12 onthouden zich.

12 s'abstiennent.

Derhalve is het amendement niet aangenomen.

En conséquence, l'amendement n'est pas adopté.

Neen hebben gestemd:

Ont voté non:

MM. Anthuenis, Arts, Aubecq, Bartholomeeussen, Barzin, Bayenet, Beerden, Belot, Bock, Borremans, Bouchat, Buchmann, Mme Cahay-André, MM. Cerexhe, Cooreman, Mmes Cornet d'Elzies, Creyf, MM. De Backer, Decléry, De Croo, de Donnée, De Grauwe, Mme Delcourt-Pêtre, MM. De Loor, De Meyer, Deprez, De Roo, De Seranno, Desmedt, Desutter, Mme Detiège, MM. Deworme, Didden, Diegenant, Dighneef, Eeman, Erdman, Evrard, Flagothier, Garcia, Geens, Gesquiere, Gevenois, Mme Gijsbrechts-Horckmans, MM. Goossens, Grosjean, Guillaume, Happart, Hasquin, Hatry, Henneuse, Hermans, Mme Herzet, MM. Hismans, Hofman, Hotyat, Houssa, L. Kelchtermans, Kenzeler, Lallemand, Lefevre, Lenfant, Lenssens, Leroy, Mme Lieten-Croes, MM. Mahoux, Mairesse, Marchal, L. Martens, W. Martens, Matthijs, Mmes Maximus, Mayence-Goossens, MM. Maystadt, Moens, Mouton, Ottenbourg, Pataer, Pécriaux, Pinoie, Poulet, Quintelier, Scharff, Seeuws, Spitaels, Steenbergen, Stroobant, Suykerbuyk, Swinnen, Taminiaux, Timmermans, Tobback, Mme Tyberghien-Vandenbussche, M. Van Belle, Mme Van Cleuvenbergen, MM. Vandenberghe, Van den Brande, Vandenhoute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, M. Vandermeulen, Mme Van der Wildt, MM. Vanhaverbeke, Vanlerberghe, H. Van Rompaey, Van Rompuy, Van Wambeke, van Weddingen, Mme Verhoeven, MM. Verleyen, Vermassen, Vermeiren, Weyts, Wintgens et Swaelen.

Ja hebben gestemd:

Ont voté oui:

MM. Benker, Bosman, Bougard, Buelens, Mme Buyle, MM. Capoen, Kuijpers, Loones, Lozie, Mme Maes, MM. Raes, Ulburghs, Valkeniers, Van Hooland, Van Walleghem et Verreycken.

Onthouden hebben zich:

Se sont abstenus:

MM. Cuyvers, Daras, Mme Dardenne, MM. Dierickx, Dufour, Jonckheer, Liesenborghs, M. Maertens, Mme Nélis, MM. Snappe, Tavernier et Vaes.

M. le Président. — Les membres qui se sont abstenus sont priés de faire connaître les motifs de leur abstention.

Ik verzoek de leden die zich hebben onthouden, de reden van hun onthouding mede te delen.

M. Jonckheer. — Monsieur le Président, tout en partageant certains soucis de Mme Maes, le groupe Ecolo-Agalev ne peut marquer son accord sur deux points de ces amendements.

En premier lieu, la nomination des membres de la Commission européenne par les parlements nationaux me paraît contraire à tout esprit fédéral.

Deuxièmement, le transfert des compétences d'un niveau inférieur vers un niveau supérieur ne peut être réalisé sans l'accord des autorités du niveau inférieur. Cela peut être vrai dans une période constituante mais certainement pas pour l'approbation de directives par exemple.

PROJET DE LOI PORTANT APPROBATION DU TRAITE SUR L'UNION EUROPEENNE, DE 17 PROTOCOLES ET DE L'ACTE FINAL AVEC 33 DECLARATIONS, FAITS A MAASTRICHT LE 7 FEVRIER 1992

Vote

ONTWERP VAN WET HOUDENDE GOEDKEURING VAN HET VERDRAG OVER DE EUROPESE UNIE, VAN 17 PROTOCOLLEN EN VAN DE SLOTAKTE MET 33 VERKLARINGEN, OPGEMAAKT TE MAASTRICHT OP 7 FEBRUARI 1992

Stemming

M. le Président. — Mesdames, messieurs, nous devons nous prononcer maintenant sur l'ensemble du projet de loi portant approbation du Traité sur l'Union européenne, de 17 protocoles et de l'acte final avec 33 déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992.

Wij moeten ons nu uitspreken over het geheel van het ontwerp van wet houdende goedkeuring van het Verdrag over de Europese Unie, van 17 protocollen en van de slotakte met 33 verklaringen, opgemaakt te Maastricht op 7 februari 1992.

Le vote commence.

De stemming begint.

— Il est procédé au vote nominatif sur l'ensemble du projet de loi.

Er wordt tot naamstemming overgegaan over het ontwerp van wet in zijn geheel.

142 membres sont présents.

142 leden zijn aanwezig.

115 votent oui.

115 stemmen ja.

26 votent non.

26 stemmen neen.

1 s'abstient.

1 onthoudt zich.

En conséquence, le projet de loi est adopté.
Derhalve is het ontwerp van wet aangenomen.
Il sera soumis à la sanction royale.
Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

Ont voté oui:
Ja hebben gestemd:

MM. Anthuenis, Arts, Aubecq, Bartholomeeussen, Barzin, Bayenet, Beerden, Belot, Bock, Borremans, Bouchat, Buchmann, Mme Cahay-André, MM. Cerexhe, Cooreman, Mmes Cornet d'Elzius, Creyf, MM. De Backer, Decléty, De Croo, de Donnée, De Grauwe, Mme Delcourt-Pêtre, MM. De Loor, De Meyer, Deprez, De Roo, De Seranno, Desmedt, Desutter, Mme Detiège, MM. Deworme, Didden, Diegenant, Dierickx, Dighneef, Eeman, Erdman, Evrard, Flagothier, Garcia, Geens, Gesquiere, Gevenois, Mme Gijsbrechts-Horckmans, MM. Goossens, Grosjean, Guillaume, Happart, Hasquin, Hatry, Henneuse, Hermans, Mme Herzet, MM. Hismans, Hofman, Hotyat, Houssa, L. Kelchtermans, Kenzeler, Lallemand, Lefevre, Lenfant, Lenssens, Leroy, Mme Lieten-Croes, MM. Mahoux, Mairesse, Marchal, L. Martens, W. Martens, Matthijs, Mmes Maximus, Mayence-Goossens, MM. Maystadt, Moens, Mouton, Ottenbourg, Pataer, Pécriaux, Pinoie, Pouillet, Quintelier, Scharff, Seeuws, Spitaels, Steenbergen, Stroobant, Suykerbuyk, Swinnen, Taminiaux, Timmermans, Tobback, Mme Tyberghien-Vandenbussche, M. Van Belle, Mme Van Cleuvenbergen, MM. Vandenberghe, Van den Brande, Vandenhoute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, M. Vandermeulen, Mme Van der Wildt, MM. Vanhaverbeke, Vanlerberghe, H. Van Rompaey, Van Rompuy, Van Wambeke, van Weddingen, Mme Verhoeven, MM. Verleyen, Vermassen, Vermeiren, Weyts, Wintgens et Swaelen.

Ont voté non:
Neen hebben gestemd:

MM. Benker, Bosman, Bougard, Buelens, Mme Buyle, MM. Capoen, Cuyvers, Daras, Mme Dardenne, MM. Dufour, Jonckheer, Kuipers, Liesenborghs, Loones, Lozie, M. Maertens, Mmes Maes, Nélis, MM. Raes, Snappe, Tavernier, Ulburghs, Vaes, Valkeniers, Van Wallegghem et Verreycken.

S'est abstenu:
Onthouden heeft zich:
M. Van Hooland.

De Voorzitter. — Ik verzoek de heer Van Hooland de reden van zijn onthouding mede te delen.

De heer Van Hooland. — Mijnheer de Voorzitter, ik ben afgesproken met de heer Theo Kelchtermans.

PROPOSITION DE RESOLUTION RELATIVE A L'APPROBATION DU TRAITE DE MAASTRICHT

Vote

VOORSTEL VAN RESOLUTIE MET BETREKKING TOT DE GOEDKEURING VAN HET VERDRAG VAN MAASTRICHT

Stemming

M. le Président. — Mesdames, messieurs, nous devons nous prononcer maintenant sur l'ensemble de la proposition de résolution relative à l'approbation du Traité de Maastricht.

Ann. parl. Sénat de Belgique - Session ordinaire 1992-1993
Parlem. Hand. Belgische Senaat - Gewone zitting 1992-1993

Wij moeten ons nu uitspreken over het geheel van het voorstel van resolutie met betrekking tot de goedkeuring van het Verdrag van Maastricht.

Le vote commence.
De stemming begint.

— Il est procédé au vote nominatif sur l'ensemble de la proposition.

Er wordt tot naamstemming overgegaan over het voorstel in zijn geheel.

139 membres sont présents.
139 leden zijn aanwezig.
112 votent oui.
112 stemmen ja.
22 votent non.
22 stemmen neen.
5 s'abstiennent.
5 onthouden zich.

En conséquence, la proposition de résolution est adoptée.
Derhalve is het voorstel van resolutie aangenomen.
Il sera soumis à la sanction royal.
Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

Ont voté oui:
Ja hebben gestemd:

MM. Anthuenis, Arts, Aubecq, Bartholomeeussen, Barzin, Bayenet, Beerden, Belot, Bock, Booremans, Bouchat, Buchmann, Mme Cahay-André, M. Cooreman, Mmes Cornet d'Elzius, Creyf, MM. De Backer, Decléty, De Croo, de Donnée, De Grauwe, Mme Delcourt-Pêtre, MM. De Loor, De Meyer, Deprez, De Roo, De Seranno, Desmedt, Desutter, Mme Detiège, MM. Deworme, Didden, Diegenant, Dighneef, Eeman, Erdman, Evrard, Flagothier, Garcia, Geens, Gesquiere, Gevenois, Mme Gijsbrechts-Horckmans, MM. Goossens, Grosjean, Guillaume, Happart, Hasquin, Hatry, Henneuse, Hermans, Mme Herzet, MM. Hismans, Hofman, Hotyat, Houssa, L. Kelchtermans, Kenzeler, Lallemand, Lefevre, Lenfant, Lenssens, Leroy, Mme Lieten-Croes, MM. Mahoux, Mairesse, Marchal, L. Martens, W. Martens, Matthijs, Mmes Maximus, Mayence-Goossens, MM. Maystadt, Moens, Mouton, Ottenbourg, Pataer, Pécriaux, Pinoie, Pouillet, Quintelier, Scharff, Seeuws, Spitaels, Steenbergen, Stroobant, Suykerbuyk, Swinnen, Taminiaux, Timmermans, Tobback, Mme Tyberghien-Vandenbussche, M. Van Belle, Mme Van Cleuvenbergen, MM. Vandenberghe, Van den Brande, Vandenhoute, Mme Van den Poel-Welkenhuysen, M. Vandermeulen, Mme Van der Wildt, MM. Vanhaverbeke, Vanlerberghe, H. Van Rompaey, Van Rompuy, Van Wambeke, van Weddingen, Mme Verhoeven, MM. Verleyen, Vermassen, Vermeiren, Wintgens et Swaelen.

Ont voté non:
Neen hebben gestemd:

MM. Benker, Bosman, Bougard, Buelens, Mme Buyle, MM. Cuyvers, Daras, Mme Dardenne, MM. Dierickx, Dufour, Jonckheer, Liesenborghs, Lozie, M. Maertens, Mme Nélis, MM. Raes, Snappe, Tavernier, Ulburghs, Vaes, Van Wallegghem et Verreycken.

Se sont abstenus:
Onthouden hebben zich:

MM. Capoen, Loones, Mme Maes, MM. Valkeniers et Van Hooland.

De Voorzitter. — Ik verzoek mevrouw Maes de reden van haar onthouding mede te delen.

Mevrouw Maes. — Mijnheer de Voorzitter, wij vinden in de resolutie tal van behartenswaardige elementen terug die onze mening vertolken. Wij zijn het echter niet eens met de besluiten van het debat en wij vinden het besluitende gedeelte van de resolutie te zwak en te weinig aan onze visie tegemoetkomend.

INTERPELLATION DE M. HATRY AU MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE SUR « LE COUT EXORBITANT DU NOUVEAU PLAN COMPTABLE COMMUNAL SUITE A L'INACTION DU MINISTERE DE L'INTERIEUR EN MATIERE D'INFORMATIQUE »

Vote sur la motion pure et simple

INTERPELLATIE VAN DE HEER HATRY TOT DE MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN AMBTENAREN-ZAKEN OVER « DE BUITENSPORIGE KOSTPRIJS VAN HET NIEUWE BOEKHOUDPLAN VOOR DE GEMEENTEN TENGEVOLGE VAN HET FEIT DAT HET MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN GEEN OPDRACHT HEEFT GEGEVEN OM EEN GENORMALISEERD BOEKHOUDPLAN VOOR COMPUTERS UIT TE WERKEN »

Stemming over de eenvoudige motie

M. le Président. — Mesdames, messieurs, deux motions ont été déposées en conclusion de l'interpellation de M. Hatry au ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique sur « le coût exorbitant du nouveau plan comptable communal suite à l'inaction du ministère de l'Intérieur en matière d'informatique ».

Dames en heren, tot besluit van de interpellatie van de heer Hatry tot de minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken over « de buitensporige kostprijs van het nieuwe boekhoudplan voor de gemeenten tengevolge van het feit dat het ministerie van Binnenlandse Zaken geen opdracht heeft gegeven om een genormaliseerd boekhoudplan voor computers uit te werken » werden twee moties ingediend.

L'une, pure et simple, par MM. De Roo et Seeuws, est ainsi rédigée :

« Le Sénat,

Ayant entendu l'interpellation de M. Hatry et la réponse du ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

Passe à l'ordre du jour. »

« De Senaat,

Gehoord de interpellatie van de heer Hatry en het antwoord van de minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken,

Gaat over tot de orde van de dag. »

L'autre, par Mme Herzet et MM. D'hondt, De Backer, De Croo et Desmedt, est ainsi rédigée :

« Le Sénat,

Ayant entendu l'interpellation de M. Hatry et la réponse du ministre,

Considérant que l'arrêté royal du 2 août 1990 portant de nombreuses dispositions modificatives de la comptabilité communale devra être mis en application dans quelque 570 communes du royaume,

Constatant que la plupart des communes concernées se trouvent dans l'obligation d'engager des sommes importantes pour modifier un plan comptable parfois élaboré récemment et devenu caduc (c'est le cas de la ville de Bruxelles qui doit emprunter 150 millions à cet effet),

Regrettant que des dispositions n'aient pas été prises en temps opportun par le ministère de l'Intérieur afin d'éviter aux communes d'inutiles dépenses cumulées se chiffrant à plusieurs milliards,

Charge le gouvernement d'élaborer et de communiquer dans le plus bref délai un plan comptable normalisé, disponible sur cassette ou sur disque, adaptable aux besoins et spécificités de toutes les communes. »

« De Senaat,

Gehoord de interpellatie van de heer Hatry en het antwoord van de minister,

Overwegende dat het koninklijk besluit van 2 augustus 1990, houdende talrijke bepalingen tot wijziging van de gemeentelijke comptabiliteit, in ongeveer 570 gemeenten van het rijk moet worden toegepast,

Stelt vast dat het merendeel van de betrokken gemeenten verplicht zijn belangrijke sommen te investeren om een boekhoudplan te wijzigen dat soms recent is uitgewerkt en nu achterhaald is (dat is het geval met de stad Brussel die daarvoor 150 miljoen moet lenen),

Betreurt dat het ministerie van Binnenlandse Zaken geen tijdige maatregelen genomen heeft om de gemeentenodeloze gecumuleerde uitgaven, ten belope van verscheidene miljarden, te vermijden,

Belast de Regering met het spoedig uitwerken en mededelen van een genormaliseerd boekhoudplan, beschikbaar op cassette of op schijf, dat kan worden aangepast aan de eigen behoeften van elke gemeente. »

Conformément à notre Règlement, nous votons sur la motion pure et simple qui bénéficie de la priorité.

Overeenkomstig ons Reglement stemmen wij over de eenvoudige motie die de voorrang heeft.

— Cette motion, mise aux voix par assis et levé, est adoptée.

Deze motie, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

INTERPELLATIE VAN DE HEER M. MAERTENS TOT DE MINISTER VAN DE KLEINE EN MIDDELGROTE ONDERNEMINGEN EN LANDBOUW OVER « DE VESTIGING VAN INDUSTRIËLE VEETEELTBEDRIJVEN »

Stemming over de eenvoudige motie

INTERPELLATION DE M. M. MAERTENS AU MINISTRE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET DE L'AGRICULTURE SUR « L'ETABLISSEMENT D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES D'ELEVAGE DE BETAIL »

Vote sur la motion pure et simple

De Voorzitter. — Dames en heren, tot besluit van de interpellatie van de heer Michel Maertens tot de minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw over « de vestiging van industriële veeteeltbedrijven » werden twee moties ingediend.

Mesdames, messieurs, deux motions ont été déposées en conclusion de l'interpellation de M. Michel Maertens au ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture sur « l'établissement d'entreprises industrielles d'élevage de bétail ».

De ene, de eenvoudige motie, door de heer Diegenant, luidt :

« De Senaat,

Gehoord de interpellatie van de heer M. Maertens en het antwoord van de minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw,

Gaat over tot de orde van de dag. »

« Le Sénat,

Ayant entendu l'interpellation de M. M. Maertens et la réponse du ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture,

Passe à l'ordre du jour. »

De andere, door de heren Cuyvers en Ulburghs, luidt:

«De Senaat,

Gehoord de interpellatie van de heer M. Maertens en het antwoord van de minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw,

Overwegende dat de wet van 4 februari 1987 dringend van uitvoeringsbesluiten voorzien moet worden, teneinde de leefbaarheid van de familiale landbouwbedrijven enerzijds en de rechtszekerheid van deze landbouwbedrijven anderzijds te waarborgen,

Verzoekt de minister bij hoogdringendheid uitvoeringsbesluiten op de wet van 4 februari 1987 bekend te maken in het *Belgisch Staatsblad*.»

«Le Sénat,

Ayant entendu l'interpellation de M. M. Maertens et la réponse du ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture,

Considérant que la loi du 4 février 1987 doit d'urgence être pourvue d'arrêtés d'exécution, afin de garantir la viabilité des exploitations familiales, d'une part, et la sécurité juridique de ces exploitations, d'autre part,

Invite le ministre à publier d'extrême urgence au *Moniteur belge* des arrêtés d'exécution de la loi du 4 février 1987.»

Overeenkomstig ons Reglement stemmen wij over de eenvoudige motie die de voorrang heeft.

Conformément à notre Règlement, nous votons sur la motion pure et simple qui bénéficie de la priorité.

— Deze motie, bij zitten en opstaan in stemming gebracht, wordt aangenomen.

Cette motion, mise aux voix par assis et levé, est adoptée.

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN

ORDRE DES TRAVAUX

De Voorzitter. — Dames en heren, de commissie voor de Parlementaire Werkzaamheden zal morgen vergaderen. Ik stel voor dat wij haar het vertrouwen schenken om een voorstel voor de regeling van onze werkzaamheden van volgende week uit te werken.

Je propose au Sénat de faire confiance à la commission du Travail parlementaire pour l'élaboration de notre prochain ordre du jour. (*Assentiment.*)

Onze agenda is afgewerkt.

Notre ordre du jour est ainsi épuisé.

VOORSTELLEN VAN WET — PROPOSITIONS DE LOI

Indiening — Dépôt

De Voorzitter. — De volgende voorstellen van wet werden ingediend:

a) Door de heren Arts en Hermans houdende aanvulling van de wet van 29 juni 1964 betreffende opschorting, uitstel en probatie, inzake de verplichte verzorging bij verslaving aan verdovende middelen;

Les propositions de loi ci-après ont été déposées :

a) Par MM. Arts et Hermans complétant la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation à propos des soins obligatoires en cas de toxicomanie;

b) Door de heer Didden tot wijziging van artikel 1 van de wet van 3 maart 1977 betreffende de gevolgen van de ontbinding der Wetgevende Kamers ten aanzien van de vroeger ingediende ontwerpen en voorstellen van wet;

b) Par M. Didden modifiant l'article 1^{er} de la loi du 3 mars 1977 relative aux effets de la dissolution des Chambres législatives à l'égard des projets et propositions de loi antérieurement déposés;

c) Door de heer Didden tot wijziging van artikel 44 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit;

c) Par M. Didden modifiant l'article 44 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;

d) Door de heren Bouchat en Cardoen tot wijziging van de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstellpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden en tot wijziging van de wet van 1 juli 1969 tot vaststelling van het recht van de oorlogsinvaliden en oorlogswezen op geneeskundige verzorging op kosten van de Staat.

d) Par MM. Bouchat et Cardoen modifiant la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit et modifiant la loi du 1^{er} juillet 1969 fixant le droit des invalides et des orphelins de guerre au bénéfice des soins de santé aux frais de l'Etat.

Deze voorstellen van wet zullen worden vertaald, gedrukt en rondgedeeld.

Ces propositions de loi seront traduites, imprimées et distribuées.

Er zal later over de inoverwegingneming worden beslist.

Il sera statué ultérieurement sur la prise en considération.

INTERPELLATIE — INTERPELLATION

Verzoek — Demande

De Voorzitter. — De heer Ulburghs wenst de Vice-Eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken te interpellieren over «de toestand in Kosovo».

M. Ulburghs désire interpellier le Vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur «la situation au Kosovo».

De datum van deze interpellatie wordt later bepaald.

La date de cette interpellation sera fixée ultérieurement.

De Senaat gaat tot nadere bijeenroeping uiteen.

Le Sénat s'ajourne jusqu'à convocation ultérieure.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(De vergadering wordt gesloten om 19 h 20 m.)

(La séance est levée à 19 h 20 m.)

